

MARSEILLE:
PAS BEAU, TRES CHER.

La guerre ouverte

**POUR UN
URBANISME
À VISAGE
HUMAIN**



NICOULAUD

RIEN NE VA PLUS DANS LE MÉNAGE CHARLIE HEBDO - GUEULE OUVERTE

Dans « Charlie Hebdo » du 24 juin, partant de critiques — souvent justifiées — sur l'article de J.-M. Berté « Le casse-tête du casse-croûte » paru dans notre précédent numéro, Delfeil de Ton s'est livré à un amalgame felleux vouant définitivement « La Gueule Ouverte » dans son entier au rôle de papier de chiottes. Ce faisant, il a commis certaines erreurs qui ont provoqué de nombreuses réactions dont voici un échantillon...

N'IMPORTE QUOI

Delfeil de Ton (« un journal à ne pas lire », Charlie-Hebdo de la semaine dernière) a découvert, sans l'avoir lue, que la Gueule Ouverte n'était pas le Parisien Libéré ni l'Humanité, et qu'il fallait, en conséquence, lui fermer le bec au nom de la liberté de la presse. Il a raison !

Ce journal est sans doute le seul, avec Libération, à ouvrir parfois (1) ses colonnes ombragées aux mangeurs de carottes, chevières, bouddhistes zen, aztèques, australo-pithèques et autres cynocéphales « complètement rétamés » par le machefer et le napalm occidentaux. Le « conseiller de rédaction » que je suis depuis le numéro zéro assume à la virgule près et en pleine inconscience tout ce qui a été imprimé dans la G.O., les étrons comme les étoiles, au nom du droit à l'erreur et à la différence. Pas de lignes jaunes politiques ni de rails idéologiques. Pas d'Olympes ni de comités centraux. Ce canard n'a pas été fait pour les has-been d'avant-garde des boudoirs dans le vent, mais pour servir d'affiche aux derniers graffitis de 68 et tenter d'éclairer les premiers symptômes du meilleur des mondes qui va nous descendre sur la gueule.

« Ce nouveau mensuel ne prétendra pas centraliser ni canaliser ni encore moins monopoliser l'information et la recherche. Les collaborations les plus diverses, les plus sérieuses comme les plus douteuses, les plus prestigieuses comme les plus inavouables, les plus attendues comme les plus surprenantes, sont souhaitées, espérées, appelées. » Fournier, Charlie-Hebdo, 14 août 1972.

J'ai rien à ajouter.

Arthur

DE L'INTOLÉRANCE

« La tolérance, il y a des maisons pour ça », grommelait le très réactionnaire Paul Claudel. C'est une phrase qui rendrait la tolérance sympathique, même si l'on n'était pas porté sur la chose. L'écologie, qui nous montre qu'un système d'êtres vivants est d'autant plus harmonieux qu'il est plus complexe, nous enseigne donc à refuser que les êtres humains soient stéréotypés et à lutter pour des types de sociétés où des êtres humains très divers puissent coexister. Une condition nécessaire pour cela : la tolérance.

Je suis donc atterré de lire dans Charlie Hebdo du 24 juin, une feuille pourtant sympathique d'ordinaire, l'attaque venimeuse (et pleine sur sa fin d'un odieux racisme anti-breton) que Delfeil Du Ton porte contre J.-M. Berté et son article « Le casse-tête du casse-croûte » (G.O. No 20, juin 74). Ignore-

(1) Le végétarisme et la liberté des vaccinations (pas le refus, la liberté, c'est pas pareil) qui feraient « le fonds de la Gueule Ouverte » ont représenté en fait environ 0,5 % du contenu des vingt premiers numéros.

rait-il que plusieurs voies peuvent mener à la même conclusion ? (étant mathématicien, je connais des théorèmes dont on a donné des dizaines de démonstrations). Je n'ai aucune attirance pour le grand « Tout », ni pour les évangiles apocryphes, ni pour le végétarisme mystique... et le bifteack-frites me plaît bien. Et pourtant j'arrive aux mêmes conclusions que J.M. Berté. Bel exemple de diversité écologique

Pour moi les choses sont simples et fort rationnelles. Si DDT veut du rationnel, il va être servi :

— Le monde est globalement au bord de la famine (lire Dumont, Dorst, Borgstrom, Ehrlich, les rapports de la FAO...)

— Les pays développés pillent la nourriture du tiers monde (« on le savait déjà »).

— Il faut, en moyenne, 7 à 10 fois plus d'hectares pour se nourrir d'aliments animaux que d'aliments végétaux.

En dépit des attaques et difficultés croissantes, "La Gueule Ouverte" poursuit son chemin. Pas imperturbable, non : toute crise peut être facteur d'amélioration, faut pas être bête...

Nous continuerons à nous améliorer dans la lignée esquissée avec les lecteurs-rédacteurs à Bazoches. Je m'en porte personnellement garant, quelles qu'en soient pour moi les conditions et les conséquences.

*P.S. : le 27 juin 1974. Isabelle
Tout ça est un peu grandiloquent, mais je ne me prends pas plus au sérieux que d'habitude, faut pas croire...*

— Les rendements élevés de l'agriculture moderne sont précaires et nécessitent des apports élevés d'énergie (pour obtenir une ration alimentaire de 1000 calories sous forme de maïs, l'agriculture américaine en consomme 357). Or, avoir de l'énergie à gogo, c'est tout à fait problématique et risqué ; on y reviendra.

— Certains régimes à dominante végétale (céréales plus légumineuses) sont bien équilibrés ; si on les examine sans préjugés, les habitudes alimentaires de divers peuples anciens ou lointains fournissent là-dessus de très intéressantes suggestions.

— Une modification de nos habitudes alimentaires est donc indispensable.

Oui, mais avec de l'énergie à gogo ? On pourrait tout faire disent certains, exploiter les minerais pauvres, fabriquer des produits synthétiques, irriguer les déserts, volatiliser les déchets. Et ils poursuivent sur le thème : « l'énergie nucléaire, salut de l'humanité ». Mais qu'est ce que ce « salut ». Faut-il donc rappeler :

— Les conclusions de la Rand Corporation (« la technologie n'offre aucune solution à court ou moyen terme de la crise énergétique ; il faut limiter la demande d'énergie » ; G.O. No 14).

— Les avertissements du mouvement Pugwash (G.O. No 18, p. 9).

— La « Chronique de la Mort Radieuse » si bien documentée de l'ami Emile Prémillieu.

— Les écrits de Philippe Lebreton, François Ramade, moi-même, Amory Lovins, John Holdren, Hannes Alfvén... (tous des éco-mystiques anti-rationnels, bien entendu !). Ils se sont longuement étendus sur les dangers de la radioactivité, sur le manque de sûreté des centrales nucléaires, sur l'impasse que constitue la gestion de déchets qui resteront dangereusement radioactifs pendant des siècles ou des millénaires, et enfin sur la pollution thermique qui réchauffera les eaux de la Loire ou du Rhin de parfois 10°. De plus le dégagement de l'énergie stockée dans l'uranium (comme dans le pétrole) peut gravement perturber l'équilibre thermique de la biosphère ; pour l'instant l'homme libère une énergie stockée qui est de l'ordre de 1/6000 de celle reçue du soleil ; mais, si cette consommation d'énergie double tous les dix ans comme le voudrait l'EDF, elle sera multipliée par 1024 en un siècle et l'ordre de grandeur des phénomènes naturels sera atteint : on peut prévoir alors un réchauffement

Je n'ai pas l'intention de tomber dans le catastrophisme. Mais le monde est en face d'une crise écologique très sérieuse, dont les aspects sont multiples et tous reliés les uns aux autres : ressources, nourriture, énergie, environnement, population. Il n'y a pas de remède miracle qui, comme l'énergie de fusion, ne porterait que sur un seul secteur ; il faut des actions multiples, simultanées et compatibles entre elles.

C'est ce processus qu'on s'efforce de définir et d'entamer dans le « mouvement écologique » et dans la G.O.

Pierre Samuel

P.S. — Je prévois que je vais me faire engueuler par certains, qui vont me reprocher d'être rationnel, citadin et encore partiellement carillonneux. Ceux-là, je crois, n'ont pas encore bien compris ce que c'est que l'écologie.

DE LA CALOMNIE

« ... Qui : 1943. L'apogée de l'occupation allemande et des restrictions. L'époque des tickets de rutabagas. Encore un qui a la nostalgie. Oh, c'était bien sous Pétain ! Le Français jouisseur en bovait. Il payait les excès de 36 ! » (Note de D.D.T.)

Que pour vous déguster de lire « La Gueule Ouverte », Delfeil ressorte du magasin des horreurs les vieilles marottes que le pouvoir agit habituellement pour nous discréditer, c'est son affaire. Qu'il présente « La Gueule Ouverte » comme une résurgence de la mentalité collabo de médiocres salopards, c'est inacceptable. En 1943, mon père et ma mère prenaient le maquis, à l'époque où les nazis entraient à Stalingrad (c'est-à-dire au moment de la plus grande extension du 3^e Reich). Fils de résistants, petit-fils de militants ouvriers, je ne tolérerai pas que, pour les besoins de sa querelle, un critique de cinéma nous calomnie et falsifie le sens de nos actes.

Du socialisme de Jaurès au refus de la Peste Noire et jusqu'à nous, la filiation n'est pas mythique, elle s'inscrit dans les faits. Oui, il y a une dizaine d'années, s'est dressé contre l'installation de missiles nucléaires dans le Vaucluse ? Ni les Gault et Millau de la Belle Époque, ni le journaliste parisien de gauche, mais, autour de René Char, une poignée de maquisards de Haute-Provence. Rien dans la presse : il n'y avait pas de gueule ouverte pour une action aussi intempestive.

Comment se départir de l'humanitarisme progressiste et de l'idéal militant ? Nul doute que c'est là notre problème. Nul doute aussi que ce n'est pas en le niant ou en déformant ces pesantes réalités que nous y arriverons. Se livrer au goût des épurations et aux tristes calculs du ressentiment, c'est bien le jeu abject de l'idéal ascétique.

Jean-Marc BERNARD.

LA GUEULE OUVERTE

Fondateur :
Pierre Fournier

Rédacteur en chef :
Isabelle

Mise en page :
Chénel-Jeanroy

Secrétaire de rédaction :
Jean-Marc Bernard
Martine Joly

ADMINISTRATION ET REDACTION

Editions du Square
S.A.R.L. au capital de 30.000 F
10, rue des Trois-Portes Paris-5^e
Tél. : 633-27-34

Directeur de la publication :
Georges Bernier

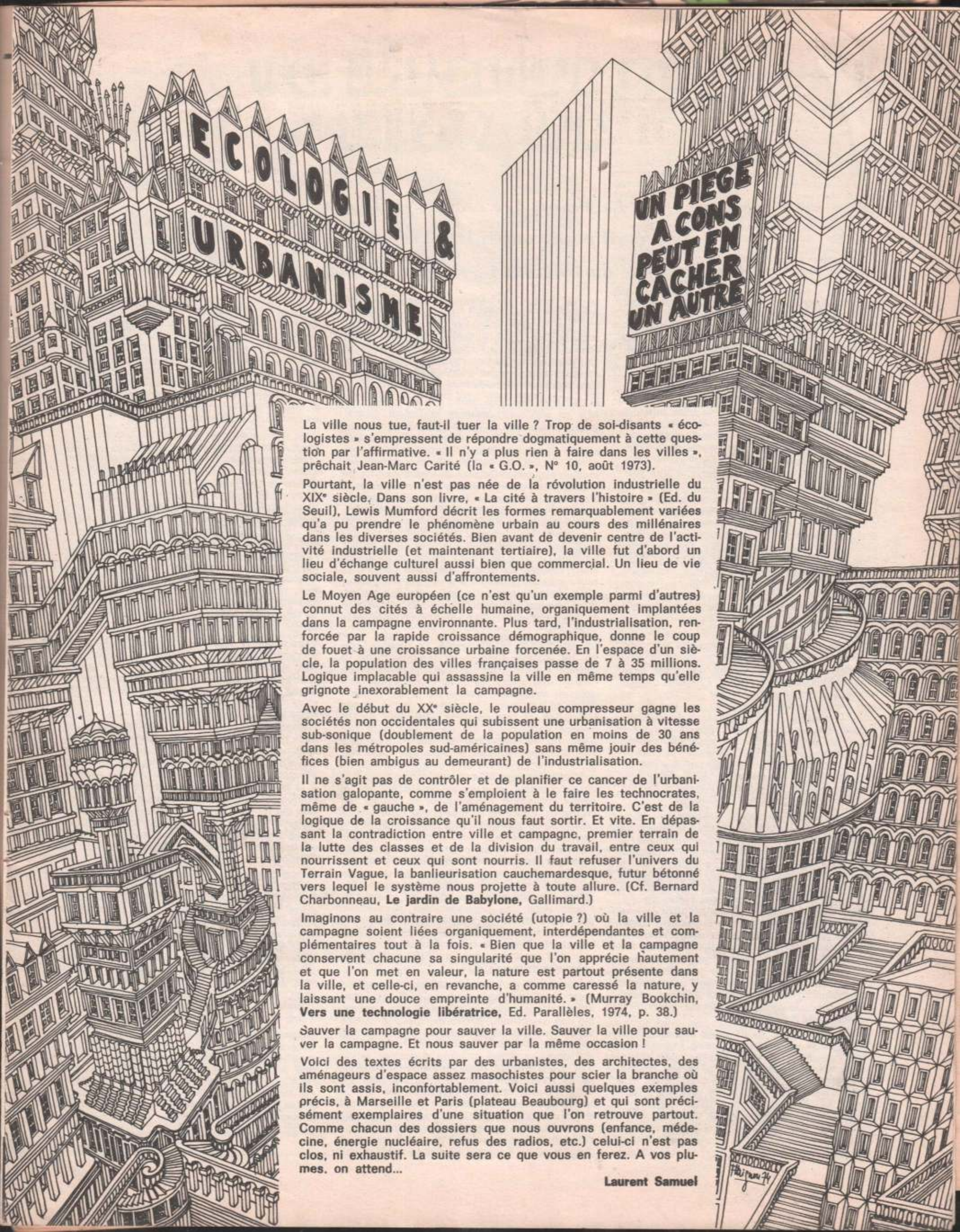
Dépôt légal : 2^e trimestre 1974

Imprimerie
« LES MARCHES DE FRANCE »
44, rue de l'Ermitage, 75020 PARIS

Distribution N.M.F.P.

Abonnement 1 an : 40 F
Etranger : 45 F

(Envoyer aux Editions du Square)



ÉCOLOGIE & URBANISME

UN PIEGE
A CONS
PEUT EN
CACHER
UN AUTRE

La ville nous tue, faut-il tuer la ville ? Trop de soi-disants « écologistes » s'empresse de répondre dogmatiquement à cette question par l'affirmative. « Il n'y a plus rien à faire dans les villes », prêchait Jean-Marc Carité (la « G.O. », N° 10, août 1973).

Pourtant, la ville n'est pas née de la révolution industrielle du XIX^e siècle. Dans son livre, « La cité à travers l'histoire » (Ed. du Seuil), Lewis Mumford décrit les formes remarquablement variées qu'a pu prendre le phénomène urbain au cours des millénaires dans les diverses sociétés. Bien avant de devenir centre de l'activité industrielle (et maintenant tertiaire), la ville fut d'abord un lieu d'échange culturel aussi bien que commercial. Un lieu de vie sociale, souvent aussi d'affrontements.

Le Moyen Age européen (ce n'est qu'un exemple parmi d'autres) connut des cités à échelle humaine, organiquement implantées dans la campagne environnante. Plus tard, l'industrialisation, renforcée par la rapide croissance démographique, donne le coup de fouet à une croissance urbaine forcénée. En l'espace d'un siècle, la population des villes françaises passe de 7 à 35 millions. Logique implacable qui assassine la ville en même temps qu'elle grignote inexorablement la campagne.

Avec le début du XX^e siècle, le rouleau compresseur gagne les sociétés non occidentales qui subissent une urbanisation à vitesse sub-sonique (doublement de la population en moins de 30 ans dans les métropoles sud-américaines) sans même jouir des bénéfices (bien ambigus au demeurant) de l'industrialisation.

Il ne s'agit pas de contrôler et de planifier ce cancer de l'urbanisation galopante, comme s'emploient à le faire les technocrates, même de « gauche », de l'aménagement du territoire. C'est de la logique de la croissance qu'il nous faut sortir. Et vite. En dépassant la contradiction entre ville et campagne, premier terrain de la lutte des classes et de la division du travail, entre ceux qui nourrissent et ceux qui sont nourris. Il faut refuser l'univers du Terrain Vague, la banlieurisation cauchemardesque, futur bétonné vers lequel le système nous projette à toute allure. (Cf. Bernard Charbonneau, **Le jardin de Babylone**, Gallimard.)

Imaginons au contraire une société (utopie ?) où la ville et la campagne soient liées organiquement, interdépendantes et complémentaires tout à la fois. « Bien que la ville et la campagne conservent chacune sa singularité que l'on apprécie hautement et que l'on met en valeur, la nature est partout présente dans la ville, et celle-ci, en revanche, a comme caressé la nature, y laissant une douce empreinte d'humanité. » (Murray Bookchin, **Vers une technologie libératrice**, Ed. Parallèles, 1974, p. 38.)

Sauver la campagne pour sauver la ville. Sauver la ville pour sauver la campagne. Et nous sauver par la même occasion !

Voici des textes écrits par des urbanistes, des architectes, des aménageurs d'espace assez masochistes pour scier la branche où ils sont assis, inconfortablement. Voici aussi quelques exemples précis, à Marseille et Paris (plateau Beaubourg) et qui sont précisément exemplaires d'une situation que l'on retrouve partout. Comme chacun des dossiers que nous ouvrons (enfance, médecine, énergie nucléaire, refus des radios, etc.) celui-ci n'est pas clos, ni exhaustif. La suite sera ce que vous en ferez. A vos plumes, on attend...

Laurent Samuel

UN TEMPLE DU TRAVAIL

*Le Moyen Age croyait en Dieu :
C'était pour construire des cathédrales.*

Nous croyons au travail : C'est pour construire des villes.

Villes industrielles, portuaires, de garnison. Villes administratives, universitaires, résidentielles. Villes, ou quartiers spécialisés, juxtaposés pour faire une grande ville, qui, lorsqu'elle en possède un échantillonnage assez complet, a toutes les chances de devenir une métropole.

La ville est une machine produite par la division du travail et qui permet à son tour une division des activités de plus en plus poussée. Ainsi la ville produit-elle de la ville indéfiniment, comme la forêt produit du bois, certaines associations — usines, parcs, résidences — y étant bénéfiques ou funestes, selon des règles qui commencent à être assez bien connues pour qu'on les manipule à des fins électorales ou foncières.

Le prétexte avoué de tout ce qui se construit et concourt à faire la ville est qu'il s'agit d'instruments. Il faut des usines pour usiner, des bureaux pour bureaucratiser, des écoles pour écoler, des dortoirs pour coucher, des rues pour circuler. On ne peut le nier, et c'est pourtant un sophisme, qui exprime seulement une situation irréversible et que la vie des citadins doit s'éparpiller désormais en autant de lieux que l'état actuel de la division du travail l'exige.

Il serait donc plus juste de voir dans chaque bâtiment un temple élevé à l'Activité Humaine, fait pour en célébrer une parcelle et ses spécialistes, en présupposant que c'est ainsi qu'elle s'accomplit le mieux. Chacune de nos bâtisses proclame qu'elle est nécessaire et que c'est là, nulle part ailleurs, que la fonction doit s'accomplir. Elle le proclame de diverses façons, parfois paradoxales. Par le regroupement des personnes ou des appareils, comme la prison ou l'hôpital. Par son étroitesse, comme les écoles ou les maisons des jeunes. Par sa rareté, comme les crèches. Par son délabrement ou par sa monumentalité comme certains locaux officiels. J'en passe.

Pour que cette nécessité soit encore mieux comprise, on ajoute à la stricte fonctionnalité toute une gamme de fétiches destinés à publier l'importance de l'entreprise, l'organisation qui y règne, son image de marque, et des valeurs telles que la facilité, la sécurité, la sécurité, la beauté. Je pense ici aux ouvertures automatiques, aux gardiens, aux patios fleuris. Dans certains cas, on va jusqu'à s'offrir le luxe d'un espace vide, apparemment gratuit. Comme des cathédrales faites pour écraser le fidèle, les écoles, les préfectures, les casernes, les gares, délirent dans le pas perdu pour bien ramener le citoyen aux dimensions qui sont les siennes. Chaque édifice, quoi qu'il en soit, tend finalement à élever à la dignité d'un des beaux-arts — fût-ce, a contrario, l'ennui — l'activité à laquelle on le consacre.

Un excellent exemple de cette promotion est fourni par la voirie. La circulation exige désormais des ponts, des passerelles, des échangeurs. Elle se lance en hauteur et ses structures entrent en concurrence avec celles des habitations. Cette fonction-là, devenue essentielle, ne pouvait ramper plus longtemps ! Remarquez aussi qu'elle est le lieu d'un travail incessant. Non seulement pour l'aménager, l'améliorer, l'entretenir et la défoncer périodiquement, mais parce que c'est un travail que

de se rendre au travail, d'ailleurs assuré comme tel. A cet égard, la résistance rencontrée par la généralisation des transports en commun vient probablement du rôle passif dévolu à l'usager de l'autobus. A leurs volants et manettes, les autres travaillent déjà clairement. La viande qu'on trimbale et qui rêvasse, quel prestige aurait-elle ?

Il faut bien voir que tout l'espace urbain est bâti, et bâti pour célébrer le Travail. Quand vous marchez sur de la terre, en ville, c'est de la terre bâtie. Elle a été drainée, nivelée, attend son macadam. L'arbre est bâti, le gazon: ils ont été plantés, ils seront élagués, tondus, replantés. Ce sont des revêtements de chlorophylle comme il y a des revêtements d'asphalte. Les bureaux, les usines, les immeubles, les parcs, tout exige un certain concours d'entrepreneurs, d'ingénieurs, d'architectes et d'ouvriers rien que pour les édifier, et ensuite pour les entretenir. Rien que pour qu'ils durent ils sont l'objet d'un travail. Et même lorsqu'ils sont réservés aux loisirs, on traite ceux-ci de telle sorte qu'ils deviennent des activités parallèles, spécialisées, accomplies par des travailleurs pendant le temps dégagé par leur horaire et qui méritent ainsi une deuxième fois de la Ville...

La ville hait le terrain vague. Le réserve-t-elle au jeu, comme le veut la dernière mode, il devient aussitôt une institution et crée un emploi. Les actes les plus élémentaires exigent un monument, comme celui qui commémore, de loin en loin, la mémoire de l'empereur Vespasien. Et tout cela est utile, bien sûr, et normal, et rationnel. On ne va pas faire pipi n'importe où, pas garer sa voiture n'importe comment, pas acheter ailleurs que dans des centres commerciaux. On n'oserait plus. On ne peut pas s'amuser ailleurs que dans un quartier où on s'amuse ou dans un lieu défini par le plaisir recherché. Est-ce qu'on se couche sur les bancs, est-ce qu'on mange par terre, est-ce qu'on fait du sport dans les jardins publics ? A chaque activité son lieu, à chaque lieu son activité. Pour qu'elle soit bien faite, sans mélanger les genres ni déranger son prochain, l'espace urbain est quadrillé comme une unité de production. La seule différence est que les objets produits sont des rôles qui piègent le citadin dans des urgences, des possibilités, des interdictions: il faut ce qu'il faut, c'est mieux comme ça, si tout le monde en faisait autant, etc. Dans une respectabilité, en un mot, bien fait, celui-là, pour justifier la présence constante de la police.

Ce complexe de la respectabilité, par malheur, n'est pas seulement bourgeois. Il est commandé par le travail lui-même tel que l'ensemble des exploités et des exploités le conçoivent et l'acceptent aujourd'hui. Un travail fait pour nous diviser en spécialistes hiérarchisés, sur lequel on raffine toujours et dont on sait le prix. Dans chaque consommateur de produits de ce travail veille dès lors un flic pour qui ceux qui cassent sont à l'évidence des voyous. Veille également un dévot du Progrès, ennemi de toute récession dans l'ordre de la sacrosainte Quantité, persuadé que l'humanité doit en faire de plus en plus et de mieux en mieux. Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce que la terre ne soit

plus peuplée que de spécialistes qui sauront tout sur un mini-geste et dépendront totalement des autres pour le reste. Jusqu'à ce que monsieur le député de quelque emploi nouveau ne charge plus son prône, jusqu'à ce qu'on ait épuisé le travail en autant de parcelles qu'il se pouvait concevoir. Jusqu'à ce que chaque bonhomme soit définitivement à la merci d'une organisation à laquelle il ne comprendra rien et à qui il s'en remettra tout religieusement, comme à une divinité omniprésente.

Dans ces conditions, de quoi ose-t-on se plaindre ? A travail en miettes, travailleurs et villes en miettes. Vous perdez votre vie à la gagner, toujours en souffrance du dernier complément d'avoir ou de qualification qui vous permettront de faire le saut du côté des quartiers chics. Vous perdez votre ville à gagner les différents points où votre existence s'accroche : ici votre oreiller, là votre métier, au nord votre santé, au sud votre personnalité administrative, à l'est l'avenue des évasions dominicales, à l'ouest celle des loisirs culturels. Quand vous assistez à la construction de nouveaux quartiers, pourtant, quand vous apprenez l'implantation de nouvelles usines, vous vous réjouissez. La ville va vous offrir davantage de possibilités encore. Quand le bâtiment va, tout va !

Vous ne savez plus vivre ailleurs qu'en ville et demandez donc toujours plus aux architectes. Aux architectes, aux urbanistes, aux grands prêtres de l'espace détruit, qui entretiennent le mythe de la vraie ville où il ferait enfin bon vivre : où tous les besoins des vrais travailleurs seraient résolus. Mais cette ville, nous la connaissons déjà ! Elle ne peut qu'enfler les abus présents. Elle poussera encore à la démission populaire, chaque salarié se reposant sur un autre d'un certain nombre de corvées : éduquer les enfants ou éplucher les patates. A la fausse solidarité des travailleurs qui continueront de prêter leur concours à une organisation qui ne veut que des exécutants à tous les niveaux. Elle ne peut que multiplier les travailleurs et les travaux, c'est à dire l'aliénation et la consommation de matières d'œuvre, les verrues de béton et les déchets.

A moins que... A moins qu'on ne décide de mettre les pouces. En critiquant les usages, les formes, les modes qui flattent nos goûts et notre instinct d'homo faber mais qui profitent toujours aux élus. En mettant sa science non pas dans l'invention de toujours plus de tâches mais dans la culture du droit à la paresse. J'ai déjà indiqué des solutions. Elles exigent cependant qu'on cesse d'émarger à l'église du Travail, qu'on accepte de se voir autrement que dans un rôle de salarié, qu'on prenne en horreur, en somme, l'idée de gagner — c'est-à-dire toujours de mériter — sa vie.

Il n'est pas certain, alors, que nous aurons encore besoin de villes. Par quoi les remplacera-t-on ? C'est déjà un autre chapitre. Tout ce que je voulais démontrer aujourd'hui, en prenant la ville comme référence, c'est qu'améliorer les conditions de vie des travailleurs les laisse encore en condition, comme des valets. La seule question décisive — et révolutionnaire — est celle de la finalité du travail.

Jean-Paul LAMBERT

L'HOMME SANS REFERENCES, L'HOMME SEUL, L'HOMME MORT

*Pour l'ethnologue, l'urbanisme occidental est fait
pour des morts-vivants exclus de toute communauté humaine
et réduits à la fuite ou à la solitude*

« Parler d'urbanisme pour moi n'a pas de sens, tout comme parler d'économie n'a pas de sens. Pour installer l'urbanisme dans un sens, il faut chercher ce sens au-delà de l'urbanisme. Il faut situer l'urbanisme dans une signification humaine, sans faire œuvre de spécialiste. Cette signification, ce sens, cette unité, c'est une civilisation, pas la civilisation mais une civilisation donnée. L'urbanisme n'est qu'un des aspects par lesquels une civilisation s'exprime... »

Qu'est-ce qu'une civilisation, une culture ? Est-ce le monde du langage, du langage cultivé ou folklorique, est-ce un monde de mots ? Cette culture-là j'en ai rien à foutre. Une culture c'est aussi un monde plus concret, un monde donné par des actes. Ces actes n'existent pas en eux-mêmes, ils sont des discours, mais des discours qui se passent de mots, des discours sans mots. Il y a des discours lorsqu'il y a une relation d'un homme avec un autre homme, d'un groupe avec un autre groupe. Cette relation est communication. Elle existe lorsque l'on se parle certes, mais surtout lorsqu'un acte se produit entre deux individus. Une civilisation est donc

l'inventaire de ces actes d'existence qui font problème pour tous les hommes. C'est juger la manière dont ils les organisent, dans l'univers de la production et celui de la consommation. L'important n'est pas tellement la quantité consommée mais avec qui on consomme et quoi. Entre l'univers et l'univers consommé, il y a des relations, là encore. Ce sont les maillons d'une même chaîne. Il y a les relations amoureuses et les relations de résidence : toute espèce vivante se déplace dans un espace donné. Ce déplacement est un aménagement de cet espace, quel que soit sa forme, ville, village, bateau, chameau. J'appelle discours d'existence ce qui se passe entre des êtres humains ainsi qu'entre l'univers de la résidence et eux, de même qu'une civilisation n'est pas une somme d'individus mais la conjugaison de ce qui se passe entre des individus.

La civilisation, c'est l'existence de ces relations humaines. Pour en revenir à l'urbanisme il convient que les espaces sociaux puissent favoriser l'existence de ces relations de résidence, l'essentiel n'étant pas la maison où on vit mais ce qui existe entre les maisons, les

places, les rues, les quais. Tout sauf la salle de bains et les W.-C. qui n'intéressent que la relation de l'individu à lui-même. Or l'urbanisme occidental, à l'image de l'Occident, est un exemple de dé-civilisation, de non-civilisation : il privilégie la chasse d'eau, la relation de solitude, comme si nous étions des morts-vivants. L'urbanisme moderne c'est la tour. Le seul lieu de convergence des êtres humains c'est l'ascenseur. Regardons le passé, mais aussi l'avenir qui reste à inventer : les individus convergeaient, les uns vers les autres, se croisaient dans l'espace communautaire, en général la place du village, un cercle qu'entouraient les maisons. Ainsi l'existence d'autrui est reconnue. Les individus ne regardent pas vers l'au-delà, vers l'infini. Ils regardent vers l'autre, qui est en quantité finie. Cette notion est importante. Les relations de communications entre les hommes sont limitées. On ne peut pas bouffer, travailler ou baiser avec la terre entière. Même si les personnes changent, le nombre ne varie pas. Il peut atteindre 1.000 au maximum. Et c'est vrai encore aujourd'hui dans notre univers de fous. On ne peut pas nier ces

L'ETHNOCIDE URBAIN

L'on entend d'ordinaire par « ethnocide » la destruction indirecte par la civilisation industrielle occidentale d'une autre civilisation ou d'un autre genre de vie. Il ne s'agit pas de cette destruction directe et pour ainsi dire physique qu'on appelle le génocide, mais d'un processus par lequel l'impact économique et/ou culturel de la civilisation industrielle occidentale détruit ou pervertit les structures écologiques qui permettent à l'autre civilisation de vivre. Des exemples sont décrits dans J. Milton « Menaces de l'industrie sur le tiers monde » (« G.O. », n° 20, juin 74, p. 6). Une analyse très profonde de l'ethnocide a été faite par Robert Jaulin (« La paix blanche, introduction à l'ethnocide », Le Seuil, 1970).

Les victimes de l'ethnocide ne sont pas toujours les civilisations, les sociétés non-occidentales. Robert Jaulin avait lui-même dirigé en 1972 une exposition itinérante sur « l'ethnocide paysan », qui montrait à quel point, en France, les structures rurales subissaient un sort analogue à celles d'Afrique et d'Amérique latine. Dix-huit ans après les « Tristes Tropiques » de Claude Lévi-Strauss, Ber-

nard Charbonneau publiait ses « Tristes Campagnes ».

Mais la civilisation occidentale a une telle tendance à se croire la civilisation unique et à vouloir uniformiser le globe à son image qu'elle s'est mise à détruire les structures des centres même de son existence et de son pouvoir. Portant sur ses villes, cette destruction est un ethnocide caractérisé. La voie par laquelle il s'effectue est l'approche « fonctionnaliste », elle-même la culmination de la tendance militariste et centralisatrice. Dès la fin du XVII^e siècle, la bourgeoisie développe ses livres de compte et ses inventaires. Une science naissante met à l'honneur les mesures, les décomptes et les classifications. Sur le plan urbain, c'est l'avènement de la ligne droite, des grandes perspectives, des larges avenues rectilignes, sur les bords desquelles les maisons, toutes pareilles, s'alignent en rang d'oignons. La classification commence.

Le fonctionnalisme ne se contente pas de dire que chaque chose a une fonction, — une « banalité de base » que nul ne songe à nier. Il affirme qu'elle n'en a qu'une seule.

Ou bien, si elle se trouve en avoir plusieurs, il s'agit d'un désordre auquel on doit porter remède. Ainsi la « Charte d'Athènes » élaborée en 1933 par un groupe d'architectes dresse la liste des fonctions d'une ville et s'efforce de définir les organes nécessaires à ces fonctions. Il s'agit, pour le citoyen, d'habiter, de travailler, de circuler, de se détendre et (chose ajoutée par les continuaturs) d'acheter. Entre les mains des promoteurs et planificateurs contemporains, cela a donné des organes nettement séparés :

— Habiter : le grand ensemble, l'immeuble, les rangées de pavillons ;

— Travailler : la zone industrielle, les quartiers de bureaux ;

— Circuler : l'autoroute urbaine, le parking ;

— Se détendre : de rares parcs, quelques stades, des parcs d'attractions, des « ensembles culturels » ;

— Acheter : le centre commercial (proche des autoroutes, comme à la Belle Epine, avec 112 magasins dont 4 grands).

Une des conséquences de cette doctrine est la suppression de la

rue : « L'alignement des habitations le long des voies de communication doit être interdit » (article 27 de la Charte d'Athènes). La rue est, en effet, un de ces organes à fonctions multiples : organe de circulation, organe de rencontres et de distractions, organe d'achat ou d'incitation à l'achat (lèche vitrines !), lieu de travail pour les camelots ; c'est même un lieu d'habitation pour les pauvres de Bombay et de Calcutta. Bref, une situation intolérable pour les fonctionnalistes !

Le processus s'accélère lui-même car la spécialisation des lieux accroît évidemment les transports. Donc on élargit les voies de communication, on en perce de nouvelles. Les autoroutes découpent encore plus l'espace urbain et suburbain en morceaux dont chacun acquiert une tendance à se spécialiser. Le tissu urbain est déchiré.

La vie communautaire des quartiers s'étiolle. Encore un cycle infernal !

Pierre SAMUEL.

Pour plus de détails, voir le chapitre IV de mon « Ecologie, détente ou cycle infernal » (10-18, n° 766, 1973), et Michel Ragon, « Les erreurs monumentales » (Hachette, 1971).

limites sous peine d'avoir avec les autres des relations négatives, artificialisantes, scientifiques. La fuite c'est les relations de baratin, qui s'adressent à un nombre infini de personnes. Voir la télé, l'autoroute, l'absence de frontières. Le mythe lunaire occidental repose là-dessus... Le mythe nucléaire aussi. L'aspect central me paraît aussi inquiétant que l'aspect nucléaire. Les hommes ne peuvent vivre que s'ils inventent et créent eux-mêmes leur propre énergie...

Aujourd'hui, dans notre décivilisation occidentale, les individus ne convergent plus les uns vers les autres, ne se croisent plus de façon chaleureuse, discrète, non-violente. Ils en sont réduits à la solitude, à la fuite. Les espaces communautaires ne sont plus au centre, ils sont au dehors, là où on ne se rencontre plus que dans la fuite, c'est-à-dire jamais. L'urbanisme moderne engendre un univers de la solitude, de la répétition, où les êtres ne sont plus solidaires, mais strictement identiques, non plus complémentaires mais copie conforme. Les espaces verts sont des espaces vides, toujours externes et on y associe les lignes de fuite que sont les autoroutes. Cet univers est peuplé de personnalités malades, solitaires, agressives et paranoïaques, car privées d'autrui.

Les écologistes occidentaux, car il y a autant d'écologies possibles que de types de civilisations, ne doivent pas raisonner à la manière occidentale, en privilégiant un univers physique (lutte antipollution). Par exemple, si une rue meurt, ce ne sont pas seulement le CO2 ou les décibels qui la tuent, qui la suppriment physiquement. C'est aussi, et je dirai surtout, parce que la voiture y chasse l'homme, parce que

l'homme qui sortait jadis dans la rue pour se reposer, y rencontrer l'autre, rentre aujourd'hui chez lui, dans sa boîte individuelle. Si l'homme mécanisé devient un animal d'usine ou un animal des champs, c'est parce qu'il appartient à un univers de la solitude et de la répétitivité. Il n'est plus complémentaire au voisin. Il est identique, tout en restant inséré dans une unité collective. Le monde, dès lors, devient sans limite et engendre la fuite ou la conquête, conquête par l'industrie, par la voiture, l'autoroute, conquête coloniale, conquête scientifique. Pour prendre un exemple, en termes de production, les relations des travailleurs entre eux sont essentielles. Aujourd'hui elles n'existent plus, remplacées par deux mythes, celui de la productivité et celui de la revendication salariale. Comme si le fait de gagner sa vie était plus important que la manière, quotidienne, de la vivre !...

Alors des solutions ? Il y en a 36.000. La seule à rejeter c'est la solution de mort et c'est celle qu'on nous choisit. La mort de l'homme suivra celle des civilisations. La nôtre ne survit encore que par référence à ce qui nous reste de différences, de marginalités, de minorités, d'inventions autonomes de vie. L'Occident planétaire, c'est au contraire ce qui nous est commun, à Brasilia comme à Cuba, Moscou comme Stockholm, cet urbanisme du vide, cet univers de la fuite, de la productivité de la revendication salariale, de la consommation quantitative : on bouffe n'importe quoi, mais beaucoup, on mange avec n'importe qui, c'est-à-dire seuls, on est déjà de moins en moins nourris et de plus en plus malades, on baise n'importe qui, etc. Il faut se battre contre cette uniformisation, mais pas seulement en contes-

tant cet univers du dedans, au niveau des mots, du baratin. Il faut le refuser en reconstruisant des communautés qui soient par construction toutes différentes les unes des autres. Il n'y a pas de solution unitaire, de recette, de bonne solution. Il y a 36.000 civilisations de pêcheurs, rurales, semi-urbaines. Toutes sont de bonnes solutions, parce que complémentaires. Si l'on raisonne à partir d'un ensemble vivant où tout se tient, l'important est de savoir qui travaille avec qui, qui raisonne avec qui, qui baise qui...

Que faire des mégapoles actuelles ? Rien ! Tout au plus peut-on aménager les grands ensembles en étouffant les tours par des bidonvilles (salubres) qui remplaceraient les espaces verts. Prenez la tour Montparnasse. Elle est laide, mais insérée dans un quartier vivant elle demeurerait vivable. On commence à raser le quartier, elle meurt, comme la tour Eiffel, cette absurdité réservée aux touristes. Ce problème des relations de résidence échappe aux urbanistes qui ne distinguent pas les relations de marché et les relations de subsistance. Le reste, spéculation foncière, choix du matériau, formes, est secondaire. Le fait essentiel c'est qui réside avec qui, et par conséquent qui est qui. Quand je dis qui réside avec qui, je n'entends pas seulement un individu ou la terre entière, mais une famille, un groupe, et un ensemble limité de groupes et de familles, une communauté. »

Interview de Robert Jaulin (1)
recueillie par Arthur

(1) Ethnologue : Auteur de « La paix blanche », Seul ; « Gens de soi, gens de l'autre », 10-18 ; « La mort Sara », 10-18.

POUR MARSEILLE DEFFERRE A CHOISI LA "CROISSANCE"

On ne peut pas attendre de la municipalité defferriste qu'elle aille à contre-courant du système de profit dans lequel elle prospère bien. On ne peut pas nier sa responsabilité et ses complicités dans les choix de sa politique, même en tenant compte du pouvoir de tutelle de la préfecture et des différents niveaux où se prennent les décisions. Cela n'exclue pas les luttes urbaines radicales mais ce n'est pas la mairie de Marseille qui les mènera sous son masque socialisant. Mener ces luttes suppose une analyse politique sérieuse, une information et une mobilisation de masse. Si la démocratie bourgeoise appliquait toutes ses lois en matière de prix, de droit, de médecine du travail ou de construction, beaucoup d'abus disparaîtraient, mais les alinéas, les dérogations annulent tout l'acquis et rien n'est appliqué. Que peut nous apprendre l'exemple italien de Bologne en matière de rénovation urbaine ? Quelle est l'autonomie de cette municipalité communiste ? Quelle est sa réglementation locale et sa législation ? Pourquoi la ville de Zurich a-t-elle refusé le métro ? Comment la ville de Milan a-t-elle su réserver 50 ha de son centre aux piétons ? Comment Munich a-t-elle su créer un réseau piétonnier de la station de chemin de fer jusqu'à la place de la mairie ?...

C'ETAIT FOS OU LE HAVRE

Fos existe par décision d'implanter la grande industrie lourde au sud de la Loire et d'imposer la présence militaire. La zone de Fos n'a pas été créée dans l'intérêt local mais pour qu'une industrie soit rentable, d'où la création d'un port autonome qui est une réponse de financement privilégié pour être en parité avec les ports étrangers : don de 80 % de l'Etat pour construire darses, digues et quais et prêts pour les équipements nouveaux d'infrastructure portuaire avec une gestion autonome. En fait sont créées les meilleures conditions de profit. L'Etat a dit aux notables : il y a des inconvénients mais vous profiterez des retombées, les marchés. Les bourgeois étaient à l'âge de Jules Ferry, on les fait passer à celui du capitalisme multinational. La droite doit franchir la Loire dans les valises de l'industrie moderne ! Fos est un investissement énorme, jamais vu dans les pays du Nord, à visée politique : la ligne méditerranéenne n'est pas sûre, l'Italie c'est pire encore. Enfin, Fos c'est la création d'une façade méditerranéenne industrielle en compétition avec les ports de la Méditerranée. Premier bilan : espoir déçu. La bourgeoisie

marseillaise avait profité du trafic des guerres coloniales puis du boom de la construction pour les rapatriés depuis la crise de la décolonisation, or, le logement a fait illusion. En fait, chaque rapatrié a fait sa maison. Fos et le Grand Delta étaient le relais : vendons le Sud-Est au grand capital, allons le chercher ! En fait Fos n'a pas entraîné la création attendue d'une industrie de transformation ; seuls quelques spéculateurs de terrains, bien informés, et au bon moment, en ont profité. Ainsi, Marseille, en compétition avec le pouvoir central qui a créé Fos par décision ministérielle contre les intérêts de la bourgeoisie locale et en dehors des collectivités locales, veut-elle, maintenant, avec Defferre comme chef de file de cette contestation, prendre le contrôle du développement industriel de Fos et demande une association et un droit de regard sur ce qui se passe afin surtout d'en récupérer les patentes. Defferre veut attirer au cœur de la ville de Marseille le siège des grandes firmes, bureaux engendrés par l'industrie de Fos et qu'il est question d'implanter à Vitrolles ou à Fos même. Marseille doit donc s'équiper, se moderniser, devenir une grande capitale du tertiaire sur la façade méditerranéenne et contrer toute tentation de créer ailleurs, à l'extérieur, dans la Crau par exemple, une ville attractive nouvelle (qui est pourtant en train de se faire !). Defferre décide donc la construc-

tion d'un centre directionnel et en verve de rivalité et de prestige offre le gadget d'un métro qui fait l'affaire des entreprises.

En réalité, si les directeurs de fabrication sont installés dans l'usine, les grandes firmes n'ont aucune raison de venir mettre leur direction à Marseille. Elles peuvent installer leur siège social n'importe où, et plutôt là où se trouve le pouvoir politique : c'est-à-dire sur place à Fos ou... à Paris.

Aussi les bureaux du Centre directionnel resteront vides, et, savant calcul, la ville de Marseille espère pour les remplir que les grandes banques des Pays-Bas et de Suez, ayant financé les « Grands travaux » du nouveau Marseille, seront contraintes d'aider à la relance de l'industrie secondaire pour rentabiliser ce bétonnage intensif de la ville. L'économie de Marseille sera sauvée. A quel prix ?

Marseille a donc choisi la croissance. Elle définit son schéma d'aménagement et d'urbanisme, document d'orientation de l'urbanisation future, avec lequel les plans d'occupation des sols (P.O.S.) ne seront pas en contradiction.

Le S.D.A.U. est fait pour 1.300.000 habitants. L'augmentation de 300.000 habitants de la population urbaine est décidée jusqu'à saturation, obtenue en densifiant au maximum les gens, les équipements publics, en fonction de la disponibilité des sols et de la potentialité des emplois. Et cela au risque, pris, de briser l'équilibre de l'écosystème. Ainsi, la réserve de prairie et de bois de la Valentine, d'une grande valeur écologique, est sacrifiée à une zone industrielle malgré une longue lutte locale. Au service de qui, de quoi ? Ainsi les H.L.M. sont rejetées à la périphérie nord de la ville sur des terrains mal desservis et les plus défavorables parce que les moins chers, livrés à la spéculation sur certaines zones, dont le centre historique de la ville, récupéré par la bourgeoisie pour y installer les bureaux, les logements et les commerces excluant systématiquement les travailleurs par le jeu habituel des restaurations et des rénovations. Ainsi, la politique complètement dingue des transports mise au service de l'automobile privée, alors que tout le monde ici, dit qu'il faut entamer une courageuse politique des transports en commun à contre-courant.

Il est donc clair que le S.D.A.U. est la continuation de la politique expansionniste et ségrégationniste suivie jusqu'à présent puisque ce sont les mêmes hommes et les mêmes intérêts qui les gèrent. Le défaut du S.D.A.U. est d'être établi sans consultation réelle des gens à la base ni prise en compte de leurs besoins quotidiens par des techniciens au service des groupes de pression, qui se répartissent des marchés dans l'espace. C'est ce qu'on appelle sans doute l'urbanisme !

Actuellement, les luttes urbaines, habilement désamorçées par le pouvoir politique, sont toutes vouées à l'échec : Malmousque, la Valentine, Plan de Cucques, etc., les concessions obtenues dans ces luttes sont de détail et ne remettent pas sérieusement en cause les choix politiques et les intérêts en jeu.

Cette situation est générale à toutes les grandes villes, mais nous allons montrer clairement, à Marseille et par des exemples concrets, cette politique de répartition de l'espace : elle développe l'habitat dit « social », H.L.M., dans le nord et dans l'est ; elle réserve le bord de la mer aux promoteurs privés et à l'habitat privilégié et vide actuellement le centre des couches populaires qui y demeurent encore, pour construire un centre directionnel pour les affaires et le commerce. Elle restaure l'ancien quartier du Panier pour en faire un Montmartre de luxe, elle restructure ceux de la Plaine, du cours Julien et d'Estienne-d'Orves en faisant disparaître les marchés de plein vent au profit des parkings, elle privatise des espaces publics qu'elle livre aux intérêts privés (le jardin du Pharo pour un hôtel de 4 étoiles, Malmousque pour un camp de repos de 250 légionnaires), elle transforme le Vieux-Port en port de plai-

sance pour voiliers et élimine les pêcheurs en les déportant à l'Estaque, entre autre ! Ainsi, assistons-nous impuissants à la normalisation de la ville, à sa mise en ordre, main basse orchestrée par l'énorme intoxication permanente de la presse, avec la complicité de l'administration, la caution des techniciens, spécialistes, architectes, urbanistes, sociologues, la couverture de pseudo-participation des comités « d'intérêt » de quartier (Intérêts de qui ?) et des commissions extramunicipales. La municipalité et le Syndicat des architectes viennent d'organiser une exposition publicitaire au musée Cantini « Bâtir la vie ». Sans rire. Y sont évoqués douze critères objectifs de la « bonne architecture ». Grande discrétion sur les recettes du profit. C'était une provocation ! Quelques architectes, étudiants architectes, fonctionnaires des administrations, travailleurs sociaux organisèrent une contre-exposition : « Bâtir... pour le Profit » dans un hangar à bananes du quartier populaire de la Plaine. Ils se proposaient d'analyser, à partir d'exemples concrets, les mécanismes de la production architecturale et urbanistique. Cette prise de conscience pourra-t-elle se développer et trouver un prolongement dans la création d'un mouvement permanent des luttes urbaines à Marseille et ailleurs ? Ouvrir le débat ?

LE FASCISME DISCRET DE L'URBANISME

« L'extension des grandes villes modernes confère au terrain, dans certains quartiers, surtout ceux situés au centre, une valeur artificielle... Les constructions qui y sont édifiées, au lieu de relever cette valeur l'abaissent plutôt parce qu'elles ne correspondent plus aux conditions nouvelles ; on les démolit donc et on les remplace par d'autres. Ceci a lieu surtout pour les logements ouvriers qui sont situés au centre... On les démolit et, à leur place on construit des boutiques, des grands magasins, des bâtiments publics... Souci de santé publique, désir d'embellissement, demande de grands locaux commerciaux dans le centre, exigences de la circulation. Quel qu'en soit le motif le résultat est partout le même : les ruelles et les impasses les plus scandaleuses disparaissent et la bourgeoisie se glorifie hautement de cet immense succès ».

(Extraits de « La question du logement » d'Engels.)

UN QUARTIER SURNOMME « CASBAH »

Marseille, c'est pas Chicago. Ça serait plutôt San Francisco avec une baie magnifique, des collines où s'amoncellent de poétiques barriques alambiquées. Pendant de tout ceci : l'hyper-centre.

Tout près du Vieux-Port, s'étale le quartier de la Porte d'Aix. On l'appelle « la Casbah ». Ghetto peut-être ?... en tous cas une façon pour les milliers d'émigrés qui y sont en transit ou en permanence, de ne pas perdre leur identité culturelle. Rues étroites, tortueuses, que les juke-boxes des bars inondent de mélodies arabes. Bains turcs, magasins de soieries, échoppes où officient des guérisseurs, pistes de jeux improvisées au milieu de la chaussée sur trois bouts de carton où roulent les dés... San Francisco a son quartier chinois ; Marseille son quartier africano-arabe.

Rue des Carmelins, rue des Trois-Fours, des Hugolins, du Vieux-Palmier, rue des Bains ou de la Tarasque ; autant de venelles tortueuses qui grimpent la colline des Carmes sous le regard des vieux qui « tchatchent » — discutent — assis sur leurs chaises de paille. Rues marchandes où, à même le sol, les fripiers étaient leurs marchandises élimées où l'on t'offre du kif marocain, des bijoux du Sénégal sans parler des disques, radios et mille autres objets encore de provenance douteuse.

Au recensement de 1968, ce quartier comptait 6.000 personnes dont 29 % d'étrangers. 70 % d'ouvriers composent la population en faisant exception des quartiers nord de Marseille, les plus ouvriers de la ville. Ouvriers modestes dont beaucoup relèvent d'un sous-prolétariat, mais qui ont encore au moins la possibilité de vivre en ville, en son cœur historique, géographique, à deux pas du Vieux-Port, de la Canebière, de la gare Saint-Charles, du port.

Rassurez-vous, pas pour longtemps ! Bientôt sur les 32 ha qui constituent l'ensemble du quartier, on aura coulé des milliers de mètres cubes de béton pour édifier, façon Défense à Paris, un « centre directionnel », 18.500 m² de logements, 400.000 m² de bureaux et 110.000 de commerces, 17.500 places de parking ; y'aura en plus un jardin de vestiges helléniques et un musée !

Les grandes sociétés y auront leur siège. Un Centre méditerranéen de commerce international dominera l'ensemble, nouveau phare de l'expansion économique de la ville.

Ainsi Marseille pourra réellement devenir une vraie grande ville. Une capitale quoi !

URBANISME-FASCISME ! MEME RIME !

Ça fait près de cinquante ans que l'on en parlait. Les maires d'avant-guerre craignant de perdre une partie de leur électorat en foutant ce quartier en l'air, avaient ajourné leur projet.

Pendant l'occupation un urbaniste dénommé Beaudoin prend l'affaire en mains. Il a le plein accord de Vichy.

« Les régions les plus industrialisées sont semées d'îlots d'habitations, de quartiers devenus insalubres ou incommodes. Pour améliorer l'hygiène physique et morale de la population il convient d'épurer les groupements enchevêtrés » écrit Beaudoin dans la revue « Marseille » en 1942, dessinant ensuite les lignes générales d'un projet qui ressemble comme un frère à celui que l'on vient de mettre en chantier : « la vieille cité mal entretenue et insalubre déshonore la ville ; après une épuration nécessaire, elle pourra devenir une ville-musée, lieu de promenade au milieu des souvenirs du Vieux Marseille. Des mails dans la tradition méditerranéenne, des grands cafés, des magasins de haut commerce formeront autour de la place de la Bourse le « Forum moderne ».

S'il en était besoin, les dires du bon Beaudoin sont à compléter par l'argutie que présente un certain Ripert, président du « conseil municipal » de l'époque : « Marseille vit sur une mauvaise réputation. On doit la dépouiller de cette lèpre hideuse, de ces taudis... où la tuberculose cause 19 décès par an pour mille personnes. Il faut détruire ce quartier pour faire que Marseille devienne une porte de l'Eurafrique... porte monumentale et prodigieuse qui fera honneur à la France du Maréchal en redressant son âme, en rectifiant et en purifiant son visage. »

De tels délires verbaux ne sauraient être encore de rigueur... Le style change.

AIR CONDITIONNE A TOUS LES ETAGES

Foin de « Maréchal nous v'là ! » ; les envolées vichistes se flouent maintenant dans le discours de l'économiste.

Il faut démolir ce quartier car la situation économique de Marseille est fragile. Les quelques industries traditionnelles périclitent. Le port, malgré un impressionnant trafic d'hydrocarbures, merdoie. D'où nécessité de créer un important secteur tertiaire. Il compte 130.000 personnes à l'heure actuelle. Il en faudrait 230.000 en 1985. Ceci mené à bien, la ville pourrait attirer en son sein le siège de nombreuses firmes ; jouer au niveau de la façade méditerranéenne (sinon de l'Eurafrique !...), un rôle de capitale, de ville phare... D'où nécessité de créer 20 hectares de bureaux.

Après les économistes la parole revient aux urbanistes-architectes. Une véritable mise en condition de la population locale précède la réalisation du projet. Media, débats, expositions sont jetés en pâture au public, incensant tous le massacre qui va être entrepris.

« Mise en condition » ? Quel langage mon pauvre garçon ! En réalité, comme l'explique M. Guy Daher, ex-président du syndicat régional des architectes, il faut pour que les gens comprennent bien ce qui va se passer « mettre au point (« focaliser ») l'image la plus représentative de votre projet de façon à être facile à retenir, simple, évocatrice, etc. La diffuser en même temps que les documents urbanistiques, architecturaux, techniques... La concrétiser dès le début de l'opération sous la forme la plus parfaite afin qu'elle devienne une évidence ».

Ce bourrage de crâne se traduit statistiquement dans une enquête commandée par la « Sonacotra », société chargée des expulsions et du relogement dans le quartier des Carmes. Il s'avère, selon cette enquête, que 75 % des personnes qui sont pour le projet ne le connaissent que très vaguement (cf. plus haut « une image... facile à retenir, simple, évocatrice »). Par contre 75 % des personnes qui s'opposent au projet le connaissent avec précision.

De « Mise en condition », on passe à « focalisation » ; des accents de la revue « Marseille » qui qualifiait ce quartier en 1942, de « cloaque, d'enfer verrouillé, d'espèce de charnier en décomposition, empire du péché et de la mort », on en vient à causer d'insalubrité.

Et vive les grandes œuvres de salubrité publique ! Vive la loi Vivien du 10 juillet 1970 qui autorise le préfet à procéder à l'expropriation des propriétaires ou des locataires, quand les locaux sont insalubres ou installés dans un certain nombre d'immeubles insalubres.

En dehors de cette polyphonie feutrée, certains journalistes savent cependant retrouver la virulence d'antan pour dénoncer cette « saloperie de quartier, cette ignoble rue Sainte-Barbe » comme le fait un des pisse-lignes de « Marseille-Sept », journal gratuit que distribue l'agence Havas.

DES SOCIOLOGUES POUR CAUTIONNER

Le comble de l'affaire est que les tenants du projet n'arrêtent pas de parler de « concertation avec la population » et, combien haut, de clamer à tous vents que « l'on a fait des enquêtes sociologiques ».

Avec quelques millions donnés à la fac d'Aix, on aura même sinon le cautionnement des gauchistes, du moins acheté le silence des sociologues en les faisant un petit peu travailler. Non pas que les enquêtes soient « Pro-centre directionnel ». Bien au contraire. Point par point elles rejettent tous les arguments des tenants du projet.

Ainsi pour ce qui est de l'insalubrité, le rapport du Groupe d'études pour l'application des méthodes scientifiques à l'architecture urbaine (G.a.m.s.a.u.) conclue avec le Ceresm (centre d'études et recherches ethnologiques de sociétés méditerranéennes) que l'état des immeubles du quartier des Carmes et Sainte-Barbe est relativement correct : « les faiblesses importantes condamnant définitivement l'immeuble sont rares : 30 immeubles sur 230. 165 immeubles présentent un gros œuvre totalement exempt de dégradations réelles. 35 sont à la limite des deux catégories ».

Et les gens du G.a.m.s.a.u. et du C.e.r.e.s.m. de poursuivre en accusant les pouvoirs publics d'avoir laissé se bidonvilliser ce quartier, en précisant comment depuis cinquante ans les pouvoirs locaux refusent d'y faire des investissements.

Quant à ce qui est de la portée économique de l'opération, elle semble sérieusement hypothéquée. En plus des sociologues, de certains économistes, nombre sont ceux qui pensent « qu'il est illusoire de croire que toute usine,

même une usine importante de la zone de Fos, plantera sa direction en tout autre endroit que celui où elle se situe », comme l'a expliqué un géographe en commission extramunicipale d'urbanisme précisant d'autre part « combien il était tout aussi peu vraisemblable de voir les bureaux déjà installés à Marseille, déménager pour le centre directionnel ».

Autant de dénonciations, de mises en garde qui fileront au panier.

DU COTE DES INDIGENES

La plupart des habitants du quartier prennent connaissance du projet par la presse. François le Grec, restaurateur, fait d'importants travaux d'aménagement. Il avait eu des « assurances ». Six mois après l'achèvement des travaux, il apprend son expulsion.

« De temps en temps, on voyait venir des messieurs qui parlaient parisien. Puis il y a eu les journaux et surtout les enquêtes. Alors là, bien sûr, on y a cru » nous dit un habitant.

Le père Audusseau, délégué diocésain aux émigrés est arrivé à Marseille il y a moins de dix ans. Ce quartier l'a « emballé » ! Il a bien essayé de faire quelques réunions pour tenter de le sauver. Les gens n'y venaient pas.

La Sonacotra, elle, a vu tout le monde : personne par personne, isolant chacun face à sa puissance. Certes un Comité de défense s'est créé. Mais ses revendications uniquement quantitatives ne portent que sur les indemnités à verser.

Une sorte de morbidité s'est emparée des habitants. François le Grec : « Si ç'avait été avant, comme autrefois... mais maintenant tout le monde s'en va ; les jeunes aussi... On ne nous aurait pas vidés comme ça ! »

Chacun maintenant se prépare à quitter le navire. Avant le naufrage... Pourtant quelques uns vous confient encore que « ce quartier ; on s'y sent bien ! Il ne faudrait pas tout détruire ». Il y a également ceux que l'on a aidés à devenir racistes et qui, après avoir vécu depuis toujours dans un quartier cosmopolite, vous lâchent : « Les Carmes vraiment deviennent pollués... Avec tous ces Arabes ! Je vous assure que maintenant, même si on ne me donnait pas d'argent je partirais. Pourtant je suis ici depuis 1929 ». Par contre, pour cet autre habitant, fonctionnaire, il n'y a aucun problème de cohabitation. « C'est le quartier le plus calme de Marseille. Jamais de viol, de hold-up. C'est un quartier vivable tel qu'il est. Mais peu à peu les amis partent : les liens se distendent. On languit de foutre le camp ».

UN TAXI POUR CREVER

Se battre ? Non. Alors, c'est la course aux allocations que donne la Sonacotra. Quand tu es propriétaire encore !... Le pire c'est pour les locataires. Beaucoup sont là depuis plus de vingt ans et bénéficient de loyers anciens : quarante francs par mois. Ils recevront une allocation de 250 F par pièce, plus une « allocation de déménagement ». Disons (maximum !) que pour une pièce-cuisine tu perçois 5.000 F (inimaginable d'ailleurs !). Ça veut dire pour toutes ces petites gens, qu'il leur reste à vivre le nombre de mois pendant lesquels ils pourront taper dans ces 5.000 balles les suppléments que leur coûtera leur nouveau loyer. Démagogiquement, 350 H.L.M. prennent place dans le projet... Mais ce n'est pas tout le monde qui peut se payer une H.L.M. et, en tout cas pas les petits retraités et pensionnés du quartier. Des milliards par dizaines sont engagés dans l'affaire... Oui ; vous aurez quelque chose : on vous payera le taxi pour aller crever ailleurs.

LES MIGRANTS ONT DU GOUT

Pour le reste de la population, tu sais, ce sont des migrants. « Ils ont l'habitude de se transplanter ailleurs en moins de cinq ». Ben, oui, mais manque de pot, ils ne veulent pas quitter

le centre ville. Alors, tout autour du quartier dont on vient d'amorcer la destruction, ils rayonnent.

Au Panier par exemple, ils arrivent. Migrants en vue ! Certaines gens du Panier, vigies inquiètes doublées d'« artistes », se sont érigées en Comités de sauvegarde du Panier. Certes on y cause retape de vieilles pierres. Mais on s'inquiète parce qu'on aimerait bien faire de ce quartier cette sorte de « ville musée » dont parlait le bon Beaudoin. Et avec les Arabes, vous savez ?...

« Moi ; je suis apolitique et raciste. Vous pourriez vivre avec des Arabes, vous ? comme le dit la tenancière de la première galerie de tableaux qui vient de s'installer dans le quartier. « Le Méridional » de Gabriel Domenech, toujours en pointe dans ce genre de situation, apporte l'élément scientifique qui éclairera ses lecteurs du péril qui menace le quartier. « Il s'avère en effet que la population nord-africaine du Panier atteint 16 % de la population totale. C'est gros. Surtout lorsqu'on sait que les urbanistes considèrent un secteur comme « perdu » lorsqu'une minorité — reconvenue envahissante — atteint 10 % ».

Vite, sauvons le Panier pour en faire un Montmartre de gentils peintres, d'artistes, marchands de tableaux et autres promoteurs immobiliers qui bientôt vous lanceront du « venez vivre au cœur historique et populaire de Marseille dans un appartement rénové. »

Raous ! Schnell !... Encore un effort et plus d'Arabes, plus de retraités, plus de bleus d'ouvriers. Que du tertiaire, et que du Cacharel ! La ville est sauvée.

VOTRE VILLE NOUS INTERESSE

« A aucun moment de notre étude la nécessité de détruire le quartier pour des raisons internes à celui-ci ne nous est apparue de façon objective. Seuls les espoirs de doter Marseille d'un centre d'affaires d'une utilité hypothétique... et celui, diffus et inavoué de débarrasser Marseille d'un quartier non assumé au niveau urbain et démographique semblent justifier son choix. » Concluent les gens du G.a.m.s.a.u. et de C.e.r.e.s.m. à la fin de leur étude.

Alors, urbanisme-racisme, même combat ? Certes on s'est servi d'un racisme latent pour mener à bien le projet, pour faire avaler le bétonnage du centre ville Mais ce n'est pas l'unique raison.

Le centre directionnel va coûter des dizaines de milliards. Un appel énorme est lancé aux banques qui, seules, peuvent financer un tel projet. Les sociétés d'économie mixte n'ayant le droit d'intervenir que là où le secteur privé juge l'opération non rentable. La ville de Marseille par l'intermédiaire de la S.o.m.i.c.a. aménagera les terrains. Premier passif de 90 millions de francs. Il ne peut être question pour elle, au risque d'obérer complètement son avenir qu'elle participe au financement du reste. Paribas, des promoteurs comme J.-C. Aron (la tour Maine-Montparnasse) réaliseront les bureaux, les galeries marchandes... Alors, Defferre (maire de Marseille) vendu aux banques ? C'est pas si simple. C'est que les banques, centre directionnel créé, seront obligées de faire ce qu'il faut pour insuffler un petit peu d'oxygène dans l'économie régionale au risque de se retrouver avec des hectares de bureaux à moitié vides.

Que tu sois P.C.F., Defferre... sous la bannière du capitalisme, ta marge de manœuvre au sein du système consiste entre te faire beaucoup ou très beaucoup baiser...

Vive donc les banques qui vont redonner à notre ciel méditerranéen la vigueur d'une économie dynamique !

REQUIEM (ALLEGRO MA NON TROPO)

En attendant, les travaux vont joyeusement bon train. Quand le bâtiment va tout va ! Ohé les gars, foutez-moi un coup de bull dans ces merdes de vieilles bicoques !

C'est vrai que bientôt on l'aura notre jolie ville propre avec ses commerces, ses bureaux, le quatre étoiles Sofitel et, un chemin piétonnier qui, de bureaux en boutiques, de grands magasins, en supérette, nous conduira jusqu'au dodo.

Marseille sera alors une vraie ville. On n'aura plus honte d'y vivre. Et puis on partira ailleurs et d'ailleurs on filera encore ailleurs... à Istanbul...

Mais tu me dis que les Indiens ont fait péter une bombe atomique. Alors là, ça change tout !

A CHACUN SA PLACE...

Il suffit de regarder sur une carte le type de population des quartiers nord par rapport à la population marseillaise en général pour constater la proportion d'ouvriers et d'immigrés qui y sont stockés par rapport aux cadres et professions libérales.

Et comme nous l'avons dit le bord de mer est réservé à l'habitat privilégié et la politique de « rénovation » vide le centre des gens simples.

Depuis vingt ans les quartiers nord ont vu pousser ce qu'on appelle les « grands ensembles » dont les caractéristiques principales sont la concentration, la promiscuité et l'absence d'équipements collectifs. Ainsi l'histoire de la Z.U.P. n° 1 est représentative de ce type d'urbanisation dont le seul but est de donner un toit aux travailleurs.

En 1963-65, on envisageait de construire 5.500 H.L.M. et 2.100 logements primés d'un standing « crédit foncier ». En fait aujourd'hui nous avons 6.400 logements H.L.M. et 700 logements primés; et que dire de ces H.L.M. lorsque, comme à la cité Font-Vert, les fenêtres donnent soit sur une voie ferrée soit sur une rocade; pas de ségrégation sociale disent les déclarations d'intention? en fait on sait qu'en définitive, il y a là dans ces zones 2 fois plus d'ouvriers, 6 fois plus de travailleurs immigrés qu'en général à Marseille. Le fait que pendant dix ans on n'ait pas pensé à donner un nom aux rues est un oubli peut-être négligeable mais bien significatif! En 1972, 10 % des enfants de la Z.U.P. avaient de un à quatre ans de retard à la fin de l'école primaire, et ce n'est pas tout puisque pour 7.000 logements environ il y a actuellement 3 crèches et on en prévoit une autre dans le centre commercial en construction de 100 M2 de surface au sol!!!. On nous parle d'habitat social: on stocke les gens dans des casernes plutôt qu'on les loge et à quel prix? Les offices d'H.L.M. font des appels répétés aux pouvoirs publics car ils ne peuvent équilibrer leur budget et pourtant les locataires ont de plus en plus de mal à payer leur loyer. Ainsi aux Flamands, dans la Z.U.P. n° 1, il y a 50 jugements d'expulsion en cours. Il y en a 85 à la Viste et 80 aux Hirondelles (liste non exhaustive!).

A côté de cela, dans le cadre de l'opération « coup de poing » patronnée par l'ancien ministre Chalandon, concours de 15.000 logements pour éponger le déficit, on a construit à l'extrême nord de Marseille une cité de 1.500 logements « La Savine » champignon de béton planant au-dessus d'une zone pavillonnaire et verte et des quelques hectares de guarrigue existant encore.

Il y a environ un an, près de 80 % des logements demeureraient inoccupés et la Logirem a recours aux petites annonces pour rabattre les éventuels locataires: quoi de bien étonnant à cela lorsqu'on sait qu'un F4 est loué 620 F toutes charges comprises, sans parler du fait que la présence de nombreux immigrés est susceptible de décourager certains. Et si on est prêt à en payer le prix et qu'on est pas « dérangé » par les populations « étrangères », l'absence d'équipement et la faiblesse des transports en commun (terminé après 21 heures et pas le dimanche) a vite fait de découra-

ger ceux qui espéraient encore habiter là! Bref, non seulement les gens ont de plus en plus de mal à payer les H.L.M. mais c'est un habitat pourri et concentrationnaire: l'urbanisme est une répartition ségrégationniste des marchés dans l'espace.

IL FAUT ADAPTER MARSEILLE A L'AUTOMOBILE

La politique suivie par la municipalité depuis plus de vingt ans nous semble particulièrement grave en matière de transport urbain.

I. - POLITIQUE MUNICIPALE

La municipalité est une alliance: — gauche radicale et socialiste — droite et même extrême droite.

Prétexte: une bonne gestion municipale permet de dépasser les oppositions politiques (socialisme ou capitalisme).

La municipalité Defferre se veut moderne, active, efficace et de fait elle l'est.

Depuis vingt ans: elle a modernisé le réseau urbain:

- suppression progressive des tramways et des trolley-bus;
- remplacement par des autobus.

Cette politique a pour résultats une augmentation de pollution et davantage de place pour les autos.

C'est là l'essentiel: il s'agit d'entamer une politique de grands travaux pour faire face à l'augmentation de la circulation auto, désengager le centre, etc.

- 1950: 45.000 véhicules;
- 1960: 120.000 véhicules.

II. CONSTAT

1. Aujourd'hui plus de 300.000 voitures à Marseille. L'augmentation est fantastique alors que la surface de voirie a augmenté beaucoup moins vite.

2. Encombrement accéléré, circulation ralentie.

3. Les bus circulent de plus en plus lentement, sont de plus en plus abandonnés, reviennent de plus en plus cher à la collectivité. Le déficit de la R.A.T.V.M. atteint quatre milliards au moins en 1973.

4. Morts et blessés: la situation est évidemment catastrophique.

5. Nuisances de toutes sortes: bruit infernal à toutes heures, atmosphère empoisonnée.

6. Piétons condamnés. Rues, places, trottoirs encombrés de voitures en stationnement anarchique, moindre espace réservé aux garages, trottoirs réduits au minimum.

Gageons que devant un constat pareil (la majorité des Marseillais et particulièrement les classes laborieuses subissant une asphyxie généralisée des moyens de circulation en ville), la municipalité socialiste Gaston Defferre a réagi et décidé de faire une autre politique... ?

III. - LA POLITIQUE ACTUELLE DE LA MUNICIPALITE

1. « Priorité aux transports en commun » ?

De fait: couloirs réservés aux bus et taxis de plus en plus nombreux (on refait avec de la peinture ce qu'on avait défait lorsqu'il y avait des rails!), stationnement de plus en plus interdit dans le centre, amélioration du réseau du 68, parc de dissuasion Saint-Pierre-et-Louvain.

Tout cela, c'est indéniable, va dans le bon sens, mais n'est qu'une goutte d'eau, d'autant plus qu'on refuse de s'attaquer au vrai problème, et qu'on engage des dépenses folles qui obligent à des augmentations d'impôts inouïes.

2. Derrière le slogan, la réalité

La politique des grands travaux continue de plus belle. Depuis 1970, la municipalité n'a fait qu'accentuer la politique commencée avant. Déjà sont achevés, commencés ou prévus des travaux gigantesques. Exemple: deuxième rocade autour de Marseille sous forme de voie-express. Elle coupe en deux les quartiers, les cités d'habitation et fera passer les voies rapides sous les fenêtres de nombreux appartements. Autres exemples: le métro, le tunnel sous le Vieux-Port et celui du centre-ville, les divers parcs auto. Que représentent les couloirs réservés aux bus à côté de cela ?

3. Le coût de cette réalité

Les dépenses de voirie ont des conséquences dramatiques sur les finances locales. Pratiquement, les dépenses pour l'auto privée absorbent presque toutes les possibilités d'équipement malgré les très importantes augmentations d'impôts — qui ont doublé en cinq ans.

Le 7 mai 73, le conseil municipal a adopté un plan d'équipement de voirie urbaine pour 75. C'est un programme de 54 milliards (anciens) dont 40 sont à supporter par la ville (le reste en subventions). Le tunnel du centre ville en absorbe 40 milliards et 10 milliards seront répartis entre les quatre parcs-auto.

Les choix financiers véritables sont des choix qui pour l'essentiel visent à accélérer la politique des grands travaux destinés à satisfaire la circulation automobile privée.

IV. - LES SOLUTIONS

Elles demandent avant tout du courage politique. D'un côté: quelques dizaines de commerçants, le lobby des garagistes et réparateurs de voitures, les fans de l'auto et les industriels, les sociétés multinationales du pétrole. De l'autre côté, l'immense majorité des travailleurs marseillais et leurs familles.

Il faut choisir! Aujourd'hui, Defferre à Marseille fait exactement la politique des grands travaux de Pompidou à Paris (« Il faut adapter Paris à l'automobile »!), de Pradel à Lyon, de Royer à Tours, de Médecin à Nice, de Delmas à Bordeaux, de Fréville à Rennes, etc.

Pourtant une autre politique est pratiquée ailleurs, à Grenoble, Rouen, Milan, Bologne, Rome.

Rapport CSF 73.

UN JARDIN PUBLIC ☆☆☆

La municipalité sacrifie à une opération de prestige les besoins d'espaces verts d'une population et d'une ville en voie d'asphyxie. Une partie des jardins du Pharo (10.290 m2) vendue à une importante chaîne hôtelière (Sofitel) pour la construction d'un hôtel 4 étoiles, fait qui peut paraître en contradiction avec la politique en faveur des espaces verts qui est sensée être développée par la ville (si on se rappelle la semaine verte en janvier. Alors que sur la colline de Luminy tout bon Marseillais se doit de planter un arbre afin de préserver la nature, on supprime au centre de la ville un espace vert considérable, pourquoi ?

Pourquoi un hôtel ? Ce n'est pas une opération due au hasard mais liée au complexe Marseille-Fos. « Il est sûr désormais que tout projet concernant Marseille ne peut faire abstraction de l'énorme complexe industriel qui se crée à ses portes », et à la création du centre directionnel: d'après la municipalité, Marseille va renforcer son attraction sur son aire métropolitaine et deviendra de plus en plus le lieu privilégié de toutes les activités directrices de l'économie publique et privée, des services rares et de la vie culturelle de sa zone d'in-

fluence. Quel hôtel ? En conséquence c'est un hôtel de prestige qu'il faut à l'équipement hôtelier de la ville. Il faut un coronnement sous la forme d'un hôtel de catégorie supérieure, extrêmement bien situé, capable de transformer l'image de marque de Marseille dans l'esprit des voyageurs français et étrangers touristes et encore plus des « hommes d'affaires ». Un hôtel pour qui ? « la finalité principale de l'hôtel est de faciliter et de

développer les séjours à Marseille des hommes d'affaires européens ou internationaux. Mais la municipalité voit d'autres débouchés à cet hôtel et compte aussi attirer une certaine clientèle touristique, celle des « tours 4 étoiles » qui dans les relations Italie, Côte d'Azur, Espagne éviteraient Marseille faute de mode d'hébergement à leur niveau. La municipalité désire aussi créer progressivement un mouvement d'intérêt international sur Marseille. D'autre

part ne seraient pas exclues de l'utilisation des diverses attractions les bourses les plus modestes « les familles pouvant se payer une fois dans l'année le luxe d'un déjeuner au restaurant panoramique » « l'éventail des grills étant très ouvert »...

Guy Colman, Bernard Soulier,
le Comité de Lutte Architecture Marseille
et l'Association syndicale des Familles.

RESUME DES CAUSES GENERALES

Il est devenu banal de critiquer les Z.U.P., les Z.A.C., bref, les grands ensembles. Plus banal encore d'accabler l'architecte, principal responsable, puisque c'est lui qui dessine les cages à lapins !

L'analyse globale que recommandent les écologistes désigne plus d'un responsable : le processus d'aménagement est complexe, ses mécanismes décisifs préexistent à l'intervention de tel ou tel spécialiste. En réalité, les grandes opérations mettent en œuvre une succession de « techniques dures » qui subsistent le plus souvent à un milieu existant une « machine à mal vivre », sans liens organiques avec son environnement.

— la dynamique de l'aménagement n'obéit guère qu'à des critères internes au périmètre de l'opération. Le programme dépend surtout du coût du terrain. L'exigence de rentabilité conduit à la densification, à la standardisation des logements, à la ségrégation sociale, au sous-équipement collectif.

— les critères externes le plus souvent utilisés ne permettent pas d'intégrer l'opération au milieu qui l'entoure. Ces critères procèdent d'une vision « administrative » qui classe, schématise, uniformise, spécialise les programmes au nom d'une rationalité technocratique fondée sur des règlements, des modes de financement, des méthodes générales de programmation appliquées sans souci de diversification. La « macro-économie » répartit les marchés dans l'espace, parachute des programmes sur des terrains, par simple division arithmétique. D'où les ghettos, les zonages, les spécia-

lisations territoriales. Les services administratifs des différents ministères répugnent à collaborer. La vie circule aussi difficilement dans les programmes que dans les réalisations.

— la concentration des moyens d'étude entraîne une homogénéité de conception, surtout préjudiciable quand le programme est important. C'est de la monoculture, qui ignore la spécificité potentielle de chaque habitant. Homogène et homogénéisant, le milieu créé se révèle inapte à favoriser la diversité des cultures et des comportements.

— la concentration des moyens industriels n'améliore pas la qualité des produits. Elle facilite la perpétuation et l'utilisation massive de techniques périmées. Négligeant les ressources et les entreprises locales, l'industrie du bâtiment enlève à l'acte de construire sa signification sociologique.

— les ensembles de logements sont conçus sans que l'on connaisse leurs futurs occupants, qui devront s'y adapter sans espoir de modifier leur environnement, faute de temps et de moyens.

— la puissance des « décideurs » et des groupes financiers rend illusoire les études préalables destinées à assurer la qualité du cadre de vie. Les espaces naturels sont grignotés, les servitudes non respectées.

Dénoncer la technocratie et les monopoles qui réalisent les grands ensembles résidentiels ou tertiaires, ce n'est pas suffisant.

Paradoxalement, les mailles du filet sont trop lâches pour contrôler toutes les initiatives individuelles, dont on tolère la prolifération confuse, au nom du respect des libertés.

L'usage que fait de sa liberté le petit propriétaire a des conséquences redoutables pour l'environnement.

— construction de maisons individuelles et de lotissements dans les sites qu'il faudrait garder naturels, pour maintenir l'équilibre biologique et la qualité du paysage.

— développement disharmonieux de l'urbanisation : pavillons sur petites parcelles, avec clôture, indéfiniment juxtaposés.

— banalité affligeante ou fantaisie stérile des constructions, dessinées par des géomètres sans formation architecturale, rendus insensibles par un enseignement technique qui n'est qu'un mauvais succédané de l'enseignement scientifique, comme lui coupé de la vie, par rationalisme desséchant. Les artisans d'autrefois savaient construire.

Comment en est-on arrivé là ?

— démagogie intéressée des maires et des services administratifs. Les travaux de voirie, d'assainissement et d'adduction d'eau rapportent et puis, il y a les élections.

— simplification excessive des mécanismes fonciers. Aucun critère d'évaluation ne peut prendre en compte l'intérêt biologique ou agricole, quand il s'agit de vendre un terrain à bâtir. Or, tout terrain est implicitement constructible. Ce n'est pas l'efficacité des mesures

d'interdiction qui restreint aujourd'hui l'occupation du territoire, c'est la limitation naturelle de la demande.

— intoxication de l'opinion par les producteurs-promoteurs, tolérance des administrations à l'égard des plans-types, ignorance des usagers, dont le goût est déformé. Le problème n'est pas de former des érudits en architecture, la beauté des anciennes habitations paysannes en porte témoignage.

Qu'ils subissent les grandes opérations d'aménagement, ou qu'ils contribuent eux-mêmes à rompre l'harmonie des campagnes, les Français sont victimes de leur ignorance.

Il est grand temps de substituer une information libératrice à l'information de conditionnement qui détermine en bonne partie les comportements sociaux actuels.

Dès l'école primaire, les finalités de l'éducation doivent prendre en compte une morale biologique et une éthique du devenir, fondées sur une « pédagogie de la globalité » qui privilégie la démarche écologique, plus que l'analyse et la décortication linéaire d'un enseignement scientifique périmé.

Il faut que chacun d'entre nous perçoive globalement les transformations nécessaires afin que des stratégies puissent se dessiner et que les luttes politiques balayent les mécanismes trop connus de l'actuelle production architecturale.

ARTZAIN.

ARCHITECTURE ET ECOLOGIE : LA CHARRUE AVANT LES BOEUF

L'ignorance de l'architecte pour les éco-systèmes

les plus élémentaires est à l'image de notre société du mépris

L'architecture, c'est quoi ?

Avant le discours, il y a le constat. Constat d'échec. Il suffit d'ouvrir les yeux et de voir. Mais un numéro spécial de la Gueule Ouverte n'y suffirait pas pour dresser la liste de toutes les aberrations de notre environnement cons-

truit. Et, de toutes façons, s'arrêter au seul constat, c'est vite tomber dans le concert de lamentations ou dans l'activisme tous azimuts. Sans aucune analyse théorique.

Mais quelle analyse théorique ?

D'un côté, le discours de « droite ». Tout ce qui

relève de la critique architecturale. Le vocabulaire est intentionnellement hermétique, les concepts flous et non définis : esthétique, volume, espace. L'analyse se borne essentiellement à la forme. On juge le contenant avec les critères d'analyse de « l'Oeuvre d'Art ».

C'est le discours qui a longtemps prévalu dans l'enseignement. C'est lui qui sert de support au jugement des concours. C'est aussi celui de nos dirigeants. C'est celui de M. Chalandon qui a demandé de rhabiller les façades de l'opération Italie 13. Comme si la laideur des tours d'Italie changeait quoi que ce soit à l'ampleur du scandale de l'opération : exode forcé d'une population, densification, hauteur et discontinuité des tours, génératrices d'un microclimat (vents violents), sous-équipement, ségrégation.

D'un autre côté, le discours réformiste qui a l'ambition de dépasser l'analyse formaliste en proposant une transformation des structures d'élaboration du bâti par l'introduction des notions de pluridiscipline et de concertation.

Critique tentante lorsqu'on borne l'analyse à la production des agences d'architecture traditionnelles, à savoir :

- Division du travail entre création et exécution, entre exécution et services techniques.

- Parcellisation des tâches : spécialisation du « nègre » créateur en HLM, résidences, bureaux, écoles. Spécialisation du « nègre » exécutant en entrées d'immeubles, tracés de voies, détails de « cellules ».

- Cloisonnement. Quasi-impossibilité de passer d'une spécialité dans l'autre, sauf dans le cas de la promotion hiérarchique. Mais le chef d'équipe, amené à jouer un rôle de flic, finit par renier sa propre compétence.

- Ambiguïté de la position du patron, dispensateur à la fois des salaires et du savoir.

- Absence totale de recherche en amont de la commande. Simple chaîne de production, d'idées semi-finies, les entreprises se chargeant du reste.

Alors évidemment, on nous lance à la tête les palliatifs modernistes, très en vogue dans certaines unités pédagogiques : l'élargissement de l'équipe, la pluridiscipline, la pratique des concours, la concertation avec les usagers. Ils ne résistent pas longtemps à l'analyse ; alibis démocratiques, ils jouent bien leur rôle de garde-fou de l'idéologie et ne servent en général que de caution aux décisions déjà prises. Le système a l'avantage de la modernité. Mais l'élaboration de l'architecture reste plus que jamais confisquée par ceux qui savent, et se coupe encore de ces deux facteurs primordiaux totalement noyés dans le discours des sciences parcellaires : l'homme et son milieu.

Enfin, le discours de « gauche » : la critique radicale. L'architecture et l'urbanisme ne seraient que la matérialisation au sol des rapports de production, du système économique et social. Il n'est pas question pour nous de nier l'apport théorique de cette critique ; ne serait-ce que parce qu'elle nous a permis de lever le voile idéologique du discours sur l'architecture. Nous ne saurions d'ailleurs que trop conseiller la lecture des ouvrages de Henri Lefebvre et des cahiers du groupe Utopie (1). Toutefois, nous ne voudrions pas nous arrêter là, ériger les conclusions en un nouveau dogmatisme et prétendre comme certains qu'il suffit de faire la révolution pour que notre environnement devienne révolutionnaire.

D'abord, quelle révolution ? Et avant la révolution, qu'est-ce qu'on va faire ?

Pour le moment, les architectes et les urbanistes sont en mesure de construire de toutes pièces la totalité du monde où nous vivons. Sans se soucier de l'homme qui sera secrété par ce nouvel environnement.

Tout en poursuivant la critique radicale, nous pensons qu'on peut déjà se poser la question suivante : quels sont les rapports qui rattachent les activités de l'architecte au système écologique dont elles dépendent et qu'elles peuvent affecter à leur tour ? Quel homme sera secrété par l'environnement que nous élaborons actuellement ?

C'est pourquoi nous voudrions dépouiller le discours sur l'architecture de tout le poids de l'idéologie et ramener l'acte de construire à un

certain nombre de manipulations, événements, actions relevant du concret. Dans un second temps, tenter un parallèle avec la présence d'une information traitant de l'écologie. Mise en rapport permettant de prendre conscience de la globalité et de la non-linéarité des processus qui régissent notre environnement.

Alors, l'architecture, c'est quoi ?

L'architecture, c'est aussi la mise en œuvre, la coordination, la recherche de moyens, de matériaux.

L'architecture est une pratique qui tend à matérialiser les abris dans lesquels les humains vont pratiquer toutes leurs activités.

Un abri construit, ça implique des matériaux.

Dans cet abri, il entre des fluides, de l'énergie, des objets, des personnes, des informations... lesquels en ressortent transformés.

Les matériaux il faut les prendre quelque part, les fluides aussi. L'énergie, il faut la choisir et la fabriquer. Il faut assurer les communications. Il faut se débarrasser des déchets, nettoyer les éléments pollués...

Aucune de ces activités ne peut exister sans influencer sur l'environnement. On ne peut utiliser un matériau sans modifier l'écosystème où est implanté la centrale d'énergie nécessaire. On ne peut pas prendre de l'eau, l'utiliser, la rejeter polluée sans influencer plus ou moins gravement sur le cycle de l'eau. On ne peut pas impunément rejeter des gaz brûlés dans l'atmosphère sans influencer sur le cycle de l'air...

C'EST QUOI UN ECOSYSTEME, UN CYCLE ?

On peut rappeler la définition qu'en donne Commoner : l'Ecologie est la discipline qui étudie les processus qui rattachent chaque être vivant à un environnement physique et chimique.

Un écosystème est dans une aire donnée, un ensemble, cohérent et tendant à son propre équilibre, de relations entre les êtres vivants et leur milieu. Equilibre non statique mais évolutif. L'écosphère, c'est la même chose au niveau de la planète. La notion essentielle c'est l'interdépendance : l'erreur est garantie si on sort un élément de l'ensemble pour l'analyser « in vitro ».

Les systèmes écologiques sont soumis à des cycles oscillatoires. Chaque cycle possède son amplitude propre et tout événement extérieur à ce cycle tend à augmenter cette amplitude : risque de rupture de ce système par impossibilité de retour à la position d'équilibre. Une tension portée en un point d'un écosystème se répercute sur l'ensemble du réseau d'interconnexions qu'il représente en s'amplifiant par effet synergique.

Aucun de nos actes ne reste sans effet.

Tout effet est aussi une cause.

Dans tout système naturel, il n'y a pas de pertes, pas de déchets. Les trois cycles de base : air, eau, terre, ont été analysés par la plupart des auteurs. Il ne s'agit pas ici de faire une synthèse complète de tout ce qui a été dit sur le sujet. Révision des 20 numéros de la Gueule Ouverte et lecture obligatoire, si ce n'est déjà fait, au moins d'un bouquin de Commoner : « L'encerclement » (Le Seuil, 1973).

COMME SUR UN BING

A ma droite : tout ce qui se construit, autrement dit : matériaux, eau, air, énergie, communications... et les écosystèmes concernés à la fabrication et à l'implantation de ce qui se construit ; car, il ne faut pas oublier que

lorsque l'on matérialise 500 logements avec toute la sauce qui va autour (routes, parkings, fluides, énergie...), on l'impose à un écosystème préexistant qui n'avait rien demandé à personne et qui, en tout cas, n'était pas préparé à ce cadeau.

A ma gauche, les écosystèmes en question, avec leurs règies, leurs interdits, leurs limites, confirmés par quelques millions d'années d'expériences.

Il ne viendrait pas à l'idée d'un architecte, d'un urbaniste, d'un technocrate de l'équipement, de quiconque concerné par ce qui se construit, d'analyser sa production en fonction de l'impact possible sur l'écosphère à laquelle notre survie est irrémédiablement liée.

Il nous paraît intéressant, pour ne pas dire indispensable, de passer à travers le « filtre écologie » tous les éléments qui entrent dans la constitution du domaine bâti.

Les cycles de l'air, de l'eau, de la terre se dégradent de plus en plus vite, de plus en plus profondément. Et le domaine bâti n'y est pas pour rien ainsi que ceux qui sont concernés, à quelque niveau que ce soit, par son élaboration. Non seulement, comme tout être vivant, nous avons besoin de ce milieu naturel dont nous sommes une des synthèses, mais encore nous avons le devoir absolu de nous y intégrer dans un cycle fermé et équilibré si nous voulons continuer à y survivre.

Ce ne sont pas des idées nouvelles ; ce qui serait nouveau, par contre, c'est que chacun, à son niveau, dans sa sphère d'activité fasse ce filtrage, en tire des conclusions et les porte dans le domaine public. Pas la peine de dire que tout est politique, qu'on se cassera les dents sur les barrières du Profit, la recherche et l'information dans ce domaine sont explosifs et parfaitement révolutionnaires.

DEGRADATION DES CYCLES ET DOMAINE BATI

L'AIR

La dégradation de l'atmosphère terrestre avance sûrement ; elle est marquée par l'augmentation constante du pourcentage de CO2 ce qui tend à prouver que ce cycle est ouvert, déséquilibré, donc en marche vers sa propre destruction.

En quoi sommes-nous impliqués, architectes et autres professions du bâtiment ?

- La dégradation de l'atmosphère est sensible proportionnellement à la concentration urbaine (exemple connu de Los Angeles).

- Elle touche les choix faits au niveau des moyens de transports et leur implantation.

- Elle est directement fonction de la densité d'espaces verts.

- Elle dépend du choix de la production d'énergie et de sa répartition.

- Elle est sensible dans les implantations urbaines irréflechies par la création de microclimats (rénovation du quartier Italie)...

L'EAU

Impliqués, nous le sommes aussi dans la dégradation des cycles de l'eau. L'utilisation effrénée de l'eau, bien de consommation naturel, pratiquement gratuit, fait partie intégrante de la philosophie économique du monde occidental. L'eau douce est de plus en plus menacée : elle a finalement le triste privilège de nettoyer la planète et de concentrer tous les déchets que l'homme produit.

En ce qui nous concerne, on peut noter les points suivants :

- Approvisionnement en eau potable et en eau industrielle,
- Evacuation, traitement et réutilisation éventuelle des eaux usées,
- Implantation urbaine et industrielle le long des cours d'eau et en bord de mer,
- Insertion des déchets dus à la construction dans les cycles écologiques de l'eau,
- Utilisation de l'eau dans les secteurs industriels concernant la construction et dans les centrales de production de l'énergie...

SOLS ET FLORE

Quant aux cycles des sols et de la flore, nous sommes concernés :

- Au niveau de l'érosion et de la dégradation activée des sols (anéantissement de certaines forêts par l'immobilier tout puissant).
- Au niveau de la politique de production alimentaire : l'urbanisation se pratiquant en général sur des terres cultivables, l'utilisation des eaux usées comme engrais, à la place des engrais chimiques, remettrait radicalement en cause les principes d'urbanisme en vigueur ; c'est l'exemple des unités d'habitat chinoises ceinturées par leur zone agricole : retour à un cycle fermé.
- Au niveau des ressources minérales non renouvelables, le gaspillage, inducteur de la prolifération des déchets, est de règle. Il est certain qu'une architecture en accord avec les impératifs de l'écologie devra remettre en cause bon nombre de principes, nous le verrons plus loin avec l'exemple des matériaux de construction.
- Au niveau de la dégradation des sites, pas grand-chose à dire, il suffit de regarder autour de soi.

LE FILTRE ECOLOGIQUE

Que le domaine bâti ait un impact sur l'écosphère et que tous ceux qui participent à son élaboration soient concernés, c'est évident.

Les points très généraux que nous avons dégagés montrent crûment qu'il est urgent et essentiel d'intégrer sans déséquilibre pour l'écosphère, tout ce qui se construit.

Reste à définir une méthode.

Il est une série de relations, aux niveaux physique, chimique et physiologique, qu'il est relativement aisé de définir (le principe des chaînes alimentaires et de concentrations et ses incidences sont des éléments pondérables

manipulables). Un matériau utilisé peut à l'extraction, à la production, au transport ou à la dégradation, présenter une somme de nuisances bien supérieures à d'autres, donc avoir un impact différent sur l'organisme. Le chauffage électrique intégré influe très largement sur la technologie de mise en œuvre d'un bâtiment et sur son coût, tout en précipitant l'utilisation de l'énergie nucléaire, facteur de mutations génétiques. Axer le problème des transports sur l'automobile influe dramatiquement sur tout le schéma d'urbanisme, dévore les sites, scinde les écosystèmes existants, dégrade puissamment l'atmosphère. Le plomb et l'amiante que nous ingérons ne sont pas des facteurs positifs de notre survie. Les exemples ne manquent pas.

Comment définir un programme qui, dans sa matérialisation, puisse s'intégrer et réintégrer l'homme dans des cycles fermés, donc équilibrés, et qui soit autre chose que l'expression d'une idéologie déracinée.

L'étude des lois et principes de l'écologie, l'analyse de certains processus évolutifs dans un écosystème, le dépistage d'un maximum de tensions portées sur l'écosphère par l'activité des hommes permet de discerner ce qu'il est souhaitable de ne pas faire. Il s'agit évidemment de toute action tendant à la destruction soit d'une partie de l'écosphère, soit de l'homme directement. On peut, pour structurer ce que nous appelons le « filtre-écologie » et à ce niveau d'analyse, dégager plusieurs points :

- Les dégradations, les pollutions : conséquences négatives de l'utilisation d'un élément à tous les stades de son existence.
- L'énergie, que l'on peut extraire de l'ensemble dans la mesure où elle est dénominateur commun à toute activité, à commencer par la vie.

Les options à prendre en matière d'énergie seront capitales, tant au niveau des réserves de la planète, qu'au niveau des dégradations irréversibles qu'elles peuvent engendrer.

- Les matières premières, moins dans la crainte d'une pénurie à court terme que dans l'optique d'une régression du gaspillage systématique (interrelations avec l'énergie et les dégradations).

C'est donc poser le principe du recyclage.

Une fois mis en place le « filtre-écologie », il s'agit de définir les composantes de notre activité et leur niveau respectif. Dans un premier temps. On peut dire que tout ce qui est construit et quel que soit le programme, nécessite :

- L'utilisation de matériaux,
- Des techniques de production et de mises en œuvre dont l'impact est direct sur l'environnement (puis indirect par rétroaction), et sur

chaque individu concerné par le travail spécifique à chaque technique,

- Des réseaux de fluides et d'énergie,
- Une implantation sur un site, donc dans un écosystème préexistant,
- Une définition volumétrique.

Prenons les matériaux utilisés pour la construction. L'analyse que nous avons à faire, puis la constitution de fiches descriptives par matériau (depuis son extraction jusqu'à l'état de déchets, après utilisation). Ensuite, il faudra confronter chaque point de chaque fiche avec les constantes écologiques définies et faire une classification de l'utilisation préférentielle de chaque matériau. On va prendre deux exemples caricaturaux dans la liste des matériaux : le bois et l'aluminium et constater leur incidence écologique (voir encadré).

La comparaison des deux matériaux permet les constatations suivantes :

Réserves : pour l'aluminium : la bauxite représente 6 % de la litosphère. Pas de problèmes à court terme. Pour le bois : l'utilisation pour le papier entame très sérieusement les réserves. Une politique forestière tournée vers une utilisation « noble » du matériau, loin d'accélérer le processus de déforestation généralisé, pourrait au contraire favoriser un retour à l'équilibre écologique.

Extraction : la bauxite est extraite à ciel ouvert. D'où la dégradation des sites et l'érosion accélérée. La région de Brignoles, dans le Var, sera bientôt réduite à une immense carrière avec, au milieu, toute seule, l'abbaye romane du Thoronet. Le bois s'obtient de plus en plus par abattage industriel. Dans les Landes, on assiste à une véritable destruction d'un écosystème. Un abattage programmé « écologique », non seulement ne produit aucun déséquilibre, mais contribue à la santé des forêts.

Production, Transformation : l'aluminium nécessite un apport d'énergie énorme. Energie essentiellement électrique. Avec le corollaire d'une implantation massive de centrales nucléaires. Le bois s'obtient avec un faible apport d'énergie.

Protection : l'aluminium doit être anodisé. Nouvel apport d'énergie, électrique, bien sûr. Le bois nécessite une simple imprégnation. Peu d'énergie.

Stockage : l'aluminium, fragile, doit être emballé. Film plastique. Le bois ne nécessite qu'une aire saine.

Mise en œuvre : l'aluminium nécessite une très haute technicité, une industrialisation poussée. Utilisable par des spécialistes. C'est admettre le travail à la chaîne, les cadences, la parcellisation du travail, les tensions directes sur les individus. Le bois est utilisable par des non-spécialistes, ce qui permet à qui le veut d'être à nouveau concerné directement par le cadre qu'il façonne.

Durabilité : l'aluminium est un matériau fragile, malléable et en même temps indégradable. Le bois, bien traité et mis en œuvre a une bonne durabilité.

Déchets et recyclage : pour ce qui est de l'aluminium, les déchets ne se dégradent pas naturellement. Pratiquement, il ne peut y avoir recyclage que si les éléments ont été conçus au départ dans cet esprit, avec les limites qu'impose la malléabilité du matériau. Le bois se dégrade naturellement, peut être réutilisé si la mise en œuvre permet le démontage, peut servir à la fabrication d'aggloméré, de papier et carton et peut donner de l'énergie thermique. Actuellement, l'aluminium est à la mode. Sa production est en pleine expansion. A tous les stades de son existence, c'est une source de nuisances importantes. L'utilisation du bois est en pleine régression. C'est l'un des matériaux les plus souples d'utilisation et le moins nuisant.

Nous n'avons pas du tout l'intention de conclure en prônant l'interdiction de l'aluminium et l'utilisation exclusive du bois. Mais, le problème est suffisamment grave pour qu'il

	BOIS	ALUMINIUM
Matière première	La flore - Les arbres	La Bauxite (réserves importantes)
Extraction	Sciage	Mines à ciel ouvert
Production	Scierie - Débitage - Séchage	Précipitation et calcination de l'alumine - 2 tonnes de bauxite donnent une tonne d'aluminium
Stockage	Aéré - Hors humidité et chaleur	Protection et emballage obligatoires
Transport	Routes et voies ferrées - Voies fluviales	idem
Transformation	Artisanale ou industrialisée - Protection fongicide - Energie minimum	Hautement industrialisée - Profils obtenus par extrusion (énergie) - Anodisation (énergie)
Utilisation	Menuiserie - Structures - Charpentes - Couvertures - Panneaux - échafaudages - Coffrages	Menuiserie - Mur rideau - Charpentes - Quincaillerie
Mise en œuvre	Artisanale	Très spécialisée
Tenue au temps	Bonne suivant essence	Très bonne
Tenue au feu	Assez bonne	Très mauvaise
Déchets-recyclage	Biodégradable - Eléments réutilisables - Agglomérés - Papier - Carton - Energie thermique	Indestructible - Mais fragile aux chocs et malléable - N'est réutilisable que s'il est conçu pour au départ

soit nécessaire de faire une comptabilité réelle du coût écologique global d'un élément et de l'utiliser en conséquence. L'aluminium et surtout ses alliages durs sont, dans certains cas, irremplaçables. Mais, l'utilisation qui en est faite aujourd'hui ne répond pas à une nécessité, elle participe essentiellement à l'expansion d'un secteur industriel, source de « l'imaginaire » des architectes qui continuent pourtant à croire à la neutralité de leur « Art ».

Il existe d'autres matériaux parfaitement capables de remplir les fonctions dévolues à l'aluminium et dont l'impact sur l'écosphère est incomparablement moindre. De même pour les autres matériaux : chacun devrait retrouver une place où il répond à des besoins et non pas aux fluctuations d'un marché.

DESSERTE ET COMMUNICATION

L'exemple précédent montre clairement le travail d'analyse et de filtrage. On peut appliquer le même processus aux communications. Toute communication suppose un message, un moyen, un canal. Le message peut être une personne, le moyen l'automobile, le canal les rues, routes, autoroutes. Ou encore un objet, le chemin de fer, la voie ferrée.

Lorsqu'on a dressé la liste des moyens de communication, il est nécessaire de la confronter aux lois de l'écologie. Ici encore, nous donnerons un exemple comparatif sommaire : transport par route et transport par voie ferrée.

Gros-culs contre chemin de fer :

En 1973, « L'auto Journal » a annoncé comme une victoire l'avance prise par le transport par route (38,7 % du fret total) sur le transport par fer (38 %). Et pourtant, le « coût » écologique des deux moyens est sans commune mesure.

Pour tracter 100 tonnes de fret, équivalent d'un train de marchandises tiré par une seule locomotive et conduit par deux hommes, il faut 50 camions, donc 50 moteurs bruyants et polluants et 50 chauffeurs.

Pour concurrencer la voie ferrée discrète et peu encombrante (30 m de large), desservie par les points fixes que sont les gares, il faut

des routes, des autoroutes de 100 m d'emprise, destructrices d'écosystème (forêt de Fontainebleau), avec toute leur infrastructure linéaire. Face à un matériel ferroviaire de grande durabilité, on trouve un matériel routier essentiellement dégradé. D'où une fabrication constamment renouvelée avec les matériaux, l'énergie, les déchets que cela implique.

Au niveau de l'aménagement du territoire :

La priorité aux voies ferrées, voies d'eau (actuellement 7,8 % du trafic marchandises) changerait fondamentalement les options actuelles en matière d'aménagement. Le coût inférieur de l'infrastructure permettrait une irrigation beaucoup plus importante du territoire allant dans le sens d'une décentralisation et d'un desserrement des grands centres. Le coût des points fixes — gares de marchandises — et leur emprise est sans commune mesure avec les marchés-gares routières tels Rungis. En outre, elles ont le mérite d'exister déjà partiellement.

Au niveau de l'urbanisme :

Remise en question des zones industrielles. Exclusivement desservies par la route, elles sont dévoreuses d'espace : les rayons de giration des camions (15 m) et les nécessités de parking obligent à un étalement des activités.

Remise en question de l'urbanisme linéaire spontané né soit sur les axes de sortie de villes, soit sur les déviations poids lourds coupant la ville de certaines activités.

Desserte possible des marchandises jusqu'au centre des villes par un réseau ferré aérien ou mieux souterrain, permettant de concentrer l'arrivée des marchandises à un certain nombre de points fixes (le petit train d'Arpajon qui desservait les halles en primeurs, discret et efficace, a été supprimé au profit des camions qui ont envahi le quartier puis ont servi d'alibi pour le déménagement des halles à Rungis).

La desserte à partir des points fixes qui se fait actuellement par poids lourds pourrait se résoudre par un réseau spécial marchandises (qui ne poserait pas de problème dans le cas des villes nouvelles) et permettrait de condamner définitivement tout transport routier supérieur à 10 tonnes, et encore sur des distances faibles.

Les conséquences d'une priorité à la desserte

par canaux fixes permettrait de repenser totalement l'utilisation de l'espace urbain, aussi bien dans l'utilisation du sol que dans les implantations volumétriques.

Deux exemples comparatifs, celui des matériaux utilisés dans la construction et celui des systèmes (moyens) de communications (réseaux, sanguins, vitaux de tout élément construit) montrent le travail qui peut être fait et qui reste à faire en manipulant tous les éléments constitutifs du domaine bâti. L'entreprise est de taille, le boulot long et pas marrant mais indispensable avant de dérapier dans quelque polémique que ce soit.

Il faut préciser le « Filtre-écologique », l'affiner, le structurer : les écologistes ne seront pas de trop.

Il faut préciser les éléments à filtrer (à analyser), limités au domaine précis du construit, en collaboration avec tous ceux qui se sentent concernés, à commencer par les usagers (avant toute élaboration et non pas après : alibi démocratique).

Il faut affiner les méthodes d'analyse : manipulation matricielle... Il faut filtrer, dégager les impossibles, les aberrations, mettre en évidence les « possibles », les « indispensables »... et regrouper toutes ces informations.

Les résultats définiront un nouveau filtre qui permettra peut-être de poser sagement les problèmes du domaine bâti, ce sera au moins une base solide.

Il faut, et c'est un corollaire essentiel, transmettre toute information issue de cette recherche, par tous les moyens possibles connus ou à inventer : le facteur temps ne joue pas en notre faveur. Il faut... va savoir ! Il faut imaginer.

La Gueule Ouverte ouvre une page mensuelle à ce problème spécifique. Il faut que tous ceux qui se sentent concernés et que le boulot n'effraie pas, s'y retrouvent.

Ecrire au journal qui transmettra.

Au plus tard le 1er septembre une équipe doit être à même de continuer cette étude.

Roucon et Baluzié

(1) Cf. Henri Lefebvre, « Le droit à la ville », éd. Anthropos, 15 F.

Groupe Utopie, B.P. 51, 94120 Fontenay-sous-Bois.

LES YEUX FERMÉS, J'ACHÈTE TOUTE MA CULTURE À BEAUBOURG

Onze ans après la création de la Société d'Étude pour l'Aménagement des Halles (S.E.A.H.), cinq ans après la période « Baltard » du Festival du Marais, trois ans après le démontage de la première toiture des pavillons, M. De La Malène, rapporteur du budget de la ville et du district de Paris, surnage toujours dans les eaux troubles de l'« Affaire des Halles ». Peut-être pas pour longtemps. Ils sont nombreux dans le quartier à renifler un avant-goût de fiasco ; comme qui dirait une vague odeur de La Villette... Bien sûr, l'annulation du permis de construire du Centre de Commerce International requise par les deux

principales associations d'habitants (1) ne sera qu'une péripétie, une de plus ; mais on se dit que tout cela est décidément bien mal parti et que, peut-être, ce sont les Halles qui ont « porté malheur à Pompidou ! »

D'ailleurs, même du côté du Plateau Beaubourg, réquisitionné depuis décembre 1969 pour un prestigieux et coûteux centre culturel, se dégagent périodiquement quelques relents douteux. Dans les bureaux du Centre Beau-

(1) Comité d'initiatives pour l'animation et l'aménagement du quartier des Halles, 98, rue Rambuteau. Union des Champeaux, 119, rue St-Denis.

bourg du boulevard Sébastopol, on répète que les travaux sont bien avancés et que l'échéance de janvier 1976 sera respectée...

Ça, pour une belle inauguration, on aurait eu une belle inauguration si Pompidou avait été là ! Dans la salle d'accueil de « son » centre d'art et de culture, il aurait déclaré que les Halles n'étaient pas mortes pour rien ; qu'elles avaient été sacrifiées à l'Art, à Paris et à la France ; que le Paris historique, après tout, s'accommodait fort bien du béton, de l'acier et du verre ; et que... Un jour de fête en moins ; tant pis ! Pour le moment, les « têtes cher-

cheuses » embarquées dans la galère se demandent quel enfant va naître de cette longue gestation : enfant mort-né ou monstre ?

C'est que la grossesse n'a pas été sans complications : pas facile de refaire les pavillons de Baltard sur quatre étages, pas facile de planquer les voitures, pas facile d'ouvrir les portes ! « Les Halles étaient devenues un champ spontané, naturel, un projet, qui parle ; et c'est déjà un aveu... Un aveu qui fait presque de Beaubourg un anti-Halles, dans la mesure où ce super-centre culturel évoque monstrueusement un laboratoire géant dans lequel on brasserait à volonté et jusqu'à plus soif « les idées et les hommes ».

Les termes du programme architectural étaient clairs : « Tout repose, en définitive, sur la facilité et la liberté avec lesquelles le public pourra accéder à ce qu'on souhaite lui communiquer et sur la façon dont il sera constamment incité à aller vers ce qui lui est offert. »

Aussi séduisante que soit l'utilisation massive du verre dans le projet de Piano et Rogers, aussi bonnes que soient les intentions d'ouverture, Beaubourg n'inspirera jamais qu'une spontanéité de grande surface !

Hyper-Baubourg : la culture vraiment moins chère !

Super-Baubourg : le géant de la culture !

Roche-Baubourg : une culture d'aujourd'hui !

QUI DIT MIEUX ?

Une bibliothèque, une cinémathèque, une salle d'actualité, une galerie d'expositions temporaires pour le Musée d'Art Moderne déménagé, une galerie expérimentale pour le Centre National d'Art Contemporain, aménagée en « îlot urbain » (?), un Institut de Recherche et de Coordination acoustique-musique enterré, des studios télé, un amphithéâtre polyvalent, une aire de plein air et des espaces verts, des ateliers pour artistes dans les immeubles restaurés ou réhabilités, un restaurant, une cafétéria, des hôtes, etc. La liste complète serait trop longue, car « on trouve tout à Beaubourg ! »

Tout ça, c'est ce qu'on appelle « insérer la notion de service public dans le domaine artistique » ! Cela fait plus de vingt ans que ces projets de super-maison de la culture agitent les « têtes malades » des catéchistes de la culture de masse ; cette fois, ils n'ont pas lésiné !

Les musées battent de l'aile ? Les maisons de la culture s'épuisent ? Les bibliothèques agonisent ? Eh bien ! Réunissons-les ! Question de rentabilité !

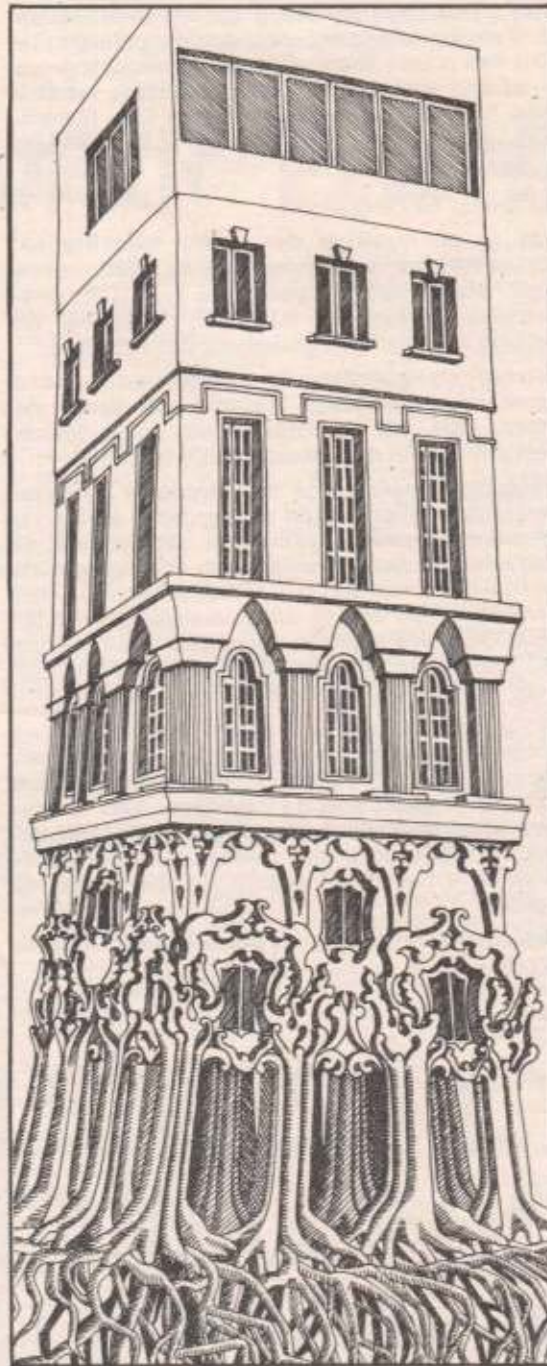
Tant pis pour la rue Rambuteau amputée de sa partie la plus commerçante, tant pis pour les îlots rasés, tant pis pour les passésistes ! « Tout recommence aux Halles », titrait « Le Point » ! Ce n'est pas l'avis des résidents, même si la plupart d'entre eux seront relogés à proximité, en H.L.M. ou en « réhabilités ». Car, demain, ce sont les bureaux et les immeubles de type résidentiel qui vont s'emparer du quartier, à Beaubourg comme aux Halles ; du côté des Halles, le désert « d'après la fermeture des bureaux » et du côté Beaubourg, la cité culturelle et ses 100.000 m²... Autrement dit : l'asphyxie !

A QUOI SERT BEAUBOURG ?

Au même titre que le Forum en forme de pyramide renversée, au même titre que l'école pilote St-Merri, le centre d'Art et de Culture Georges Pompidou doit compléter idéalement la panoplie d'un véritable quartier expérimental ; celle que l'on montre aux touristes et aux spécialistes en mission ! Avec autour tout

plein de boutiques à fripes et de galeries super chouettes : dément, dément, dément, dément, dément !!!!! Dommage que les directeurs des quatre départements du centre Beaubourg manquent d'humour !

Pompidou voulait pour son centre la participation des hommes les plus « remarquables » dans leur spécialité : réconcilier les Français avec l'« art d'aujourd'hui », quelle grande et noble idée ! Alors, on a cherché du côté d'une avant-garde pas trop défraîchie les spécialistes et les professionnels pionniers de « la culture moderne ». Parmi eux, Pontus Hulten et sa « réputation » d'anarchiste, Pierre Boulez et sa « réputation » de commandeur... C'est



Michel Guy, organisateur du Festival d'Automne et maintenant secrétaire d'Etat à la culture, qui aurait suggéré à Pompidou le nom de Boulez ; c'est encore lui qui prépare l'installation de Peter Brook aux Bouffes du Nord et de Merce Cunningham à l'Institut de Danse et de Recherche Chorégraphique. Quelle fièvre !

Passé encore de leur offrir « leurs officines » ; mais cela devient grave quand on sait que l'établissement public Beaubourg patronnera la diffusion de « l'information culturelle » par l'intermédiaire des maisons de culture, des associations de quartier, des écoles, des entreprises et même des casernes ! De là à prétendre que Boulez c'est la musique d'aujourd'hui, Brook le théâtre d'aujourd'hui, Cunningham la danse d'aujourd'hui, il n'y a qu'un pas...

L'école pilote St-Merri est peut-être équipée pour les « séances » d'expression libre, mais ailleurs ?

Cinq ans après le lancement d'un plan pour « l'organisation des structures musicales françaises », alors que des initiatives désordonnées n'ont rien changé et que les suppressions de postes s'accumulent, on envisage encore le parachutage de « projections sonores » et d'expositions itinérantes.

C'est probablement ce que le Chargé des Relations Publiques de l'établissement public du Centre Beaubourg appelle « une démarche pédagogique » ; attention, faudra être vachement motivé pour aller à Beaubourg !

« Une marchande des quatre saisons, pour moi c'est plus important que ce qu'ils feront de Vasarely ! », comme dit Jean-Jacques. « Pour une fois que l'on fait quelque chose ! » soupire-t-on au N° 35 du Boulevard Sébastopol...

LA CREATION A LA PORTEE DE TOUS

« Il ne s'agit pas de dresser un bilan, si prestigieux soit-il, ni de faire un pari sur l'avenir, mais d'affirmer à travers sa richesse et même ses contradictions que la création sous toutes ses formes sensibles est devenue le langage le plus immédiat, le plus total de notre époque. » Ça ne veut pas dire grand-chose mais on est quand même un peu déçu de retrouver un slogan aussi usé que « la création à la portée de tous » ! C'est au moins aussi démagogique que cette certaine idée de la vulgarisation et de la désacralisation lamentablement illustrée par un autre monstre, l'O.R.T.F.

Amis, prenez vos voitures et allez vous repaître de la richesse, des ambiguïtés et des contradictions du siècle !

Sortez de vos H.L.M. et courez vite au Musée du Design ou à l'exposition... des meilleures illustrations de la création architecturale et urbaine contemporaine ! « Merci M. Pompidou, ça c'est de la culture ! »

C'est là probablement, entre le shopping au Forum et le retour au bureau que le plus grand public trouvera cette « dimension supplémentaire — ou plutôt complémentaire — à notre vie (2) »...

A part ça, Pompidou est mort avant que le dernier article du statut définitif du centre national soit élaboré ; celui qui concerne la composition et les pouvoirs du directoire et du comité d'orientation...

Beaubourg est-il viable ? Le budget annuel de fonctionnement représentera plus de 80 millions de francs mais le centre « sera placé sous la tutelle du ministre chargé des Affaires Culturelles qui contrôlera ses ressources et, conjointement avec le ministre des finances, approuvera son budget. » L'ex-ministre des finances devenu président, il nomme au secrétariat à la culture le mécène du Festival d'automne auquel l'art inspire « une sorte de religion » (3).

L'oecuménisme de la cité culturelle résistera-t-il aux compromis de « l'ère nouvelle » et aux incohérences d'une action culturelle jusque là bâtarde ? Rien n'est moins sûr ; on s'en inquiète déjà dans les bureaux du Centre Beaubourg...

D'autre part, dans la mesure où toute une série de « lieux » (Théâtre d'Orsay, Théâtre National de Chaillot, Théâtre National des Enfants, Bouffes du Nord, etc.), a « encadré » ou va « encadrer » ce qu'il faut bien appeler la vie culturelle parisienne, on peut se demander si Beaubourg trouvera « son » public et si la greffe des quatre départements n'est pas déjà dépassée ! Quand à la province... elle peut attendre ! Paris veut sa Coupe du Monde de la Création ! Quelle fièvre et peut-être quel gâchis !

Monique Valageas

(2) Pontus Hulten, « Le Monde », 16 mai 1974.

(3) Michel Guy, « Le Monde », 30 mai 1974.

CHRONIQUE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

POURQUOI ON NE PARLE JAMAIS D'ÉNERGIE ÉOLIENNE DANS CES PAGES? BEN, AUJOURD'HUI, EXCEPTIONNELLEMENT ON VA EN PARLER.

L'ÉOLIENNE, C'EST BON, C'EST DÉPASSÉ, C'EST PLUS RENTABLE, C'EST MOCHE, FA S'ENTRETIENT FA FAIT DU BRUIT.

VOUS APPELEZ FA UNE CRITIQUE CONSTRUCTIVE?



ET EN PLUS, FA NE TIEN PAS LE COUP DEVANT UN VENT VIOLENT. POURTANT, DES ROTORS CAPABLES DE RESISTER A DES VENT VIOLENTS, FA EXISTE...

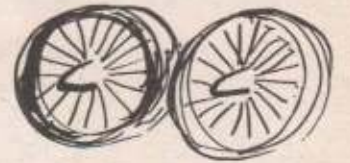


...DES COMPRESSEURS DE REACTEURS, FA PEUT SE TROUVER CHEZ DES CASSEURS.

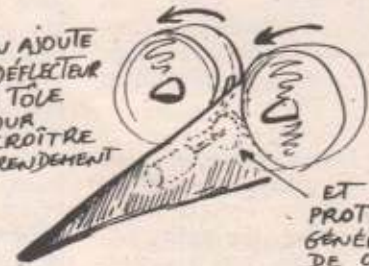


DANS TOUS LES CAS OÙ C'EST POSSIBLE, PLACER L'ÉOLIENNE PRÈS D'UNE STRUCTURE POUVANT SERVIR DE DÉFLECTEUR.

ON ACCOLE DEUX TURBINES TOURNANT DANS LE MÊME SENS, ET CARÉNÉES.

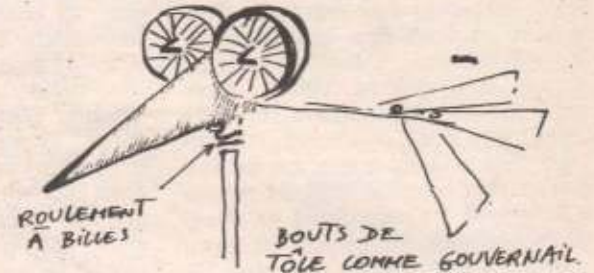


ON AJOUTE UN DÉFLECTEUR EN TÔLE POUR ACCROÎTRE LE RENDEMENT



ET POUR PROTÉGER LA GÉNÉRATRICE DE COURANT.

ON PLACE LE TOUT SUR UN MAT

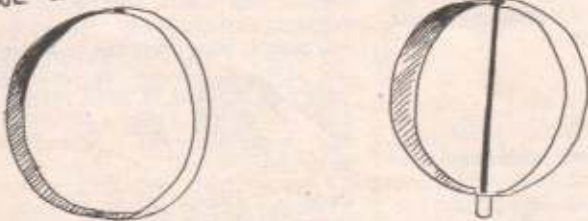


ROULEMENT A BILLES

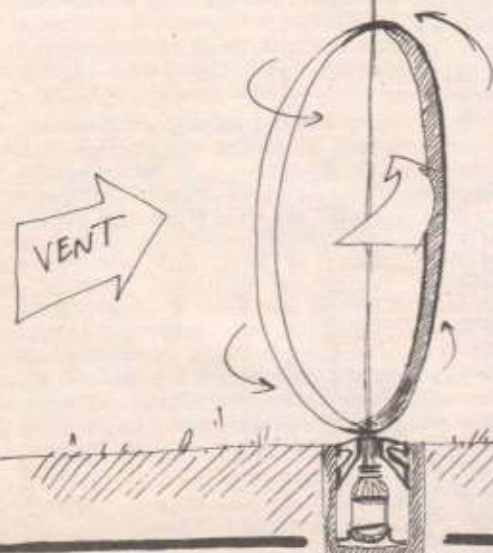
BOUTS DE TÔLE COMME GOUVERNAIL

POUR CAPTER L'ÉNERGIE DU VENT MÊME TRÈS FAIBLE, LE DERNIER TRUC DE LA NASA*

UNE COURONNE EN TÔLE... ENRIÉE SUR UN AXE.



SURPRISE! FACE AU VENT, LA COURONNE TOURNE SUR ELLE-MÊME.



ON PEUT LUI AJOINDRE, POMPE GÉNÉRATRICE etc.... PLUS FACILE D'ACCÈS QUE PERCHÉ À 15 MÈTRES...

ON ÉTAYE SOIGNEUSEMENT ON PEINT EN NOIR, L'INTÉRIEUR DU CARÉNAGE EN ROUGE...



ET CRAC! L'ÉOLIENNE DE L'AN 2000!

FA C'EST DU DESIGN!



* LA NASA FAIT DES RECHERCHES SUR D'AUTRES SOURCES D'ÉNERGIE LE CNES EN FRANCE STIMULE L'INDUSTRIE DES PHOTOPILES, VOILÀ DES RECONVERSIONS INTELLIGENTES...

POUR LES TECHNICIENS QUI VEULENT CONNAÎTRE BEAUCOUP DE CHOSSES SUR LES PHOTOPILES: L'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE DANS L'ESPACE ET SUR TERRE 120F AU CNES BP 104-31220 BRÉTIGNY S/CRÈPE

LES ÉNERGIES SOLAIRES ET EOLIENNES PEUVENT TRÈS BIEN SE COMPLÉTER.

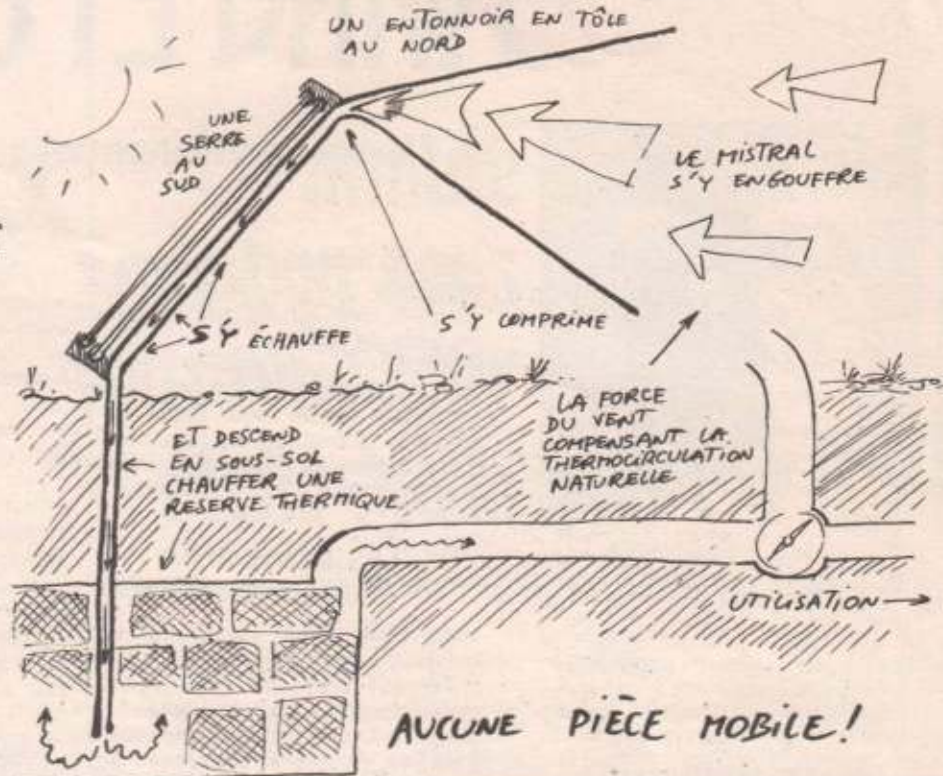


RÉGION À MISTRAL:
UN VENT GLACIAL SOUFFLE,
UN SOLEIL MAGNIFIQUE, ON
GÈLE ET LA NUIT, FAUT
CHAUFFER.

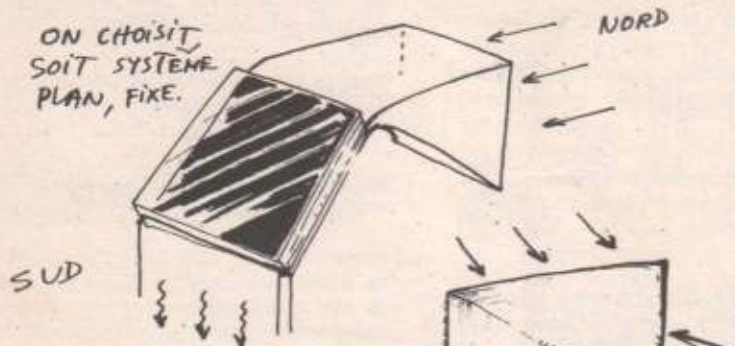


BON DIEU! GARDEREM PAS NOS CALORIES!

SOLUTION: LE MISTRAL EN BOÎTE.



ON CHOISIT
SOIT SYSTEME
PLAN, FIXE.



SOIT CYLINDRO-
PARABOLIQUE
ORIENTABLE

LE MIRROR SUIT
LA COURSE DU
SOLEIL D'EST
EN EST...

OUEST

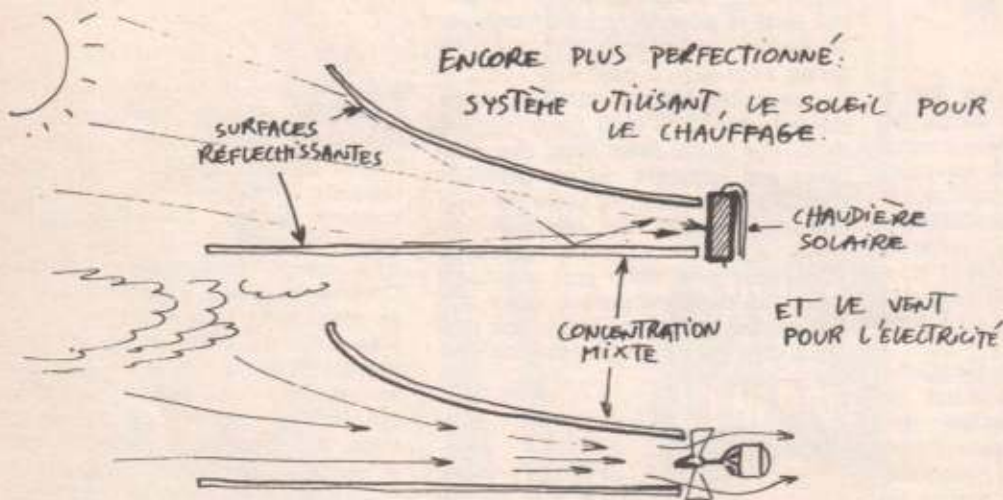
EST

VERS LA RESERVE THERMIQUE

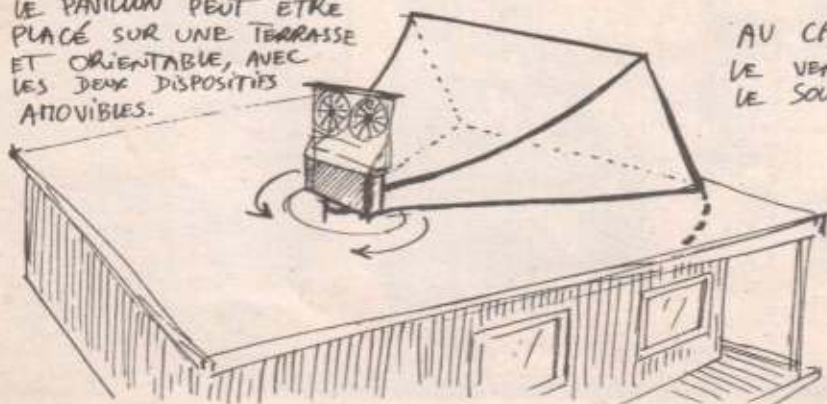
... LE PAVILLON,
LA COURSE
DU VENT
OUEST,
NORD,
EST.

ENCORE PLUS PERFECTIONNÉ:

SYSTEME UTILISANT, LE SOLEIL POUR
LE CHAUFFAGE.



LE PAVILLON PEUT ÊTRE
PLACÉ SUR UNE TERRASSE
ET ORIENTABLE, AVEC
LES DEUX DISPOSITIFS
AMOVIBLES.



AU CHOIX!
LE VENT OU
LE SOLEIL.

ENCORE PLUS GENIAL!

LE POIL PIÉZO-ÉLECTRIQUE

UNE LONGUE TIGE
DE METAL OU DE
FIBRE 20, 30 mètres
SERA CONSTAMMENT
SOUMISE A DES
OSCILLATIONS, MÊME
PAR VENT PRESQUE NUL.
PROVOQUANT DES
VIBRATIONS DANS
LA TIGE...

ÇA MARCHÉ
PEUT-ÊTRE
PAS DU
TOUT. ET
C'EST PEUT-
ÊTRE
L'INVENTION
DU SIÈCLE!

QUI SERONT
TRANSMIS A DES
QUARTZ QUI
ENTRERONT EN TRAVAIL
EN DÉLIVRANT QUELQUES
WATTS EN PERMANENCE.

PANNONCE: QUI SAIT OÙ L'ON PEUT TROUVER DES MIROIRS DE D.C.A ?

SWING ET QUOTIDIENNERIE

A l'essai gratuitement : votre propre musique populaire, chez vous,



LES PORTUGAIS ET LES TCHEQUES SONT DES GRANDS BLUESMEN

Le mois dernier, nous avons éplugué sur quelques-unes des prestigieuses pages de la musique à Bon Dieu des cinq continents. Nous y avons reconnu et isolé quelques-uns de ces éléments de base qui nous font tout chose quand on écoute de la musique.

Et nous disions qu'il s'agissait de rapports éternels entre des phénomènes physiques de vibrations particulières entrant en résonance avec notre viande et ce qu'il fait qu'elle vit.

Ce qui ne veut pas forcément dire, quoique on ne sait jamais, que le marteau-piqueur, manœuvré par le Portugais sur le trottoir, en face, nous fait intensément vibrer et communier sur une même longueur d'onde magique d'émotions essentielles, par-delà les cultures. Il devient, en effet, nécessaire de nous étendre un peu plus longuement sur une autre donnée de la musique, la Donnée Humaine ou, comme le dit Michèle Vergnes, **dramatique**.

Avez-vous déjà assisté à un concert de jazz ou, mieux, à un festival ? Même si vous ne l'avez suivi que par la TV, avec, en prime, la merveilleuse voix d'André Francis, même si vous vous repérez mal dans ces blues qu'on joue maintenant avec des harmonies tchécoslovaques, vous aurez au moins remarqué ceci : là, sur la scène, entre tous ces mecs plus ou moins empétrés d'instruments, il se passait **des choses**.

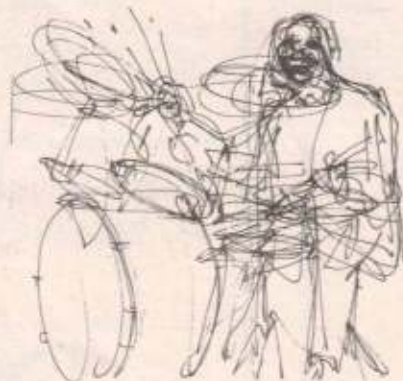
Sans avoir lu le programme avec plein des petits commentaires biographiques, vous aurez remarqué, ou alors vous êtes complètement bouché, qu'à chaque musicien appartient un comportement différent. Ce comportement tient aussi bien

dans la musique jouée, dans la façon d'y évoluer, dans l'attitude vis-à-vis des autres musiciens et vis-à-vis du public.

Chaque musicien apporte avec lui le « message humain » de sa personnalité et de son histoire, la musique constitue un lieu unique d'expression et d'accomplissement de cette riche pâte toute pleine de vécu.

LES NOIRS SONT DE GRANDS BLUESMEN

Vous avez Miles Davis qui vous balance à la gueule qu'il y a une différence entre un gentil garçon et un boxeur, que la vie est superbe et déprimante comme un juke-box, et que si vous avez payé votre place si chère, c'est parce que c'est lui le meilleur sur le marché.



Vous avez Don Cherry, lui qui a réussi à faire une seule chose de la vie et de la musique et qui vous sourit, assis sur son cul, sa marmaille gambadant tout autour. Il fredonne des jolis airs de Coltrane avec le même naturel qu'il jouerait du flutiau devant une case, il a même oublié qu'il était un fabuleux trompettiste, maintes fois cité dans Jazz-Magazine.

Et puis, il y a le musico tarte-à-la-crème qui s'enlise gentiment en assurant sur les trouvailles des autres et croit avoir pondu l'œuf, parce que le public est naïvement content. Le pauvre garçon ne sait pas que la technique c'est caca s'il n'y a pas une présence humaine bandante par derrière. Rien qu'à voir sa tronche au-dessus du clavier, on sait déjà qu'il ne se passe rien, tout juste un peu de triste et de resucé.

Il y a le bon vieux bopper solide qui en a vu d'autres. S'il s'est un peu enferré sur sa voie, nous n'attendrons pas qu'il en dévie, même si elle a des relents de garage. Avec une conviction de vieil amant, il enchaîne ses idées aussi rigou-



reusement que d'autres accrochent des wagons, imperturbable en dépit de l'affligeante rythmique, venue là pour la gâche, défraîchie avant l'âge.

Il y a le convaincu à la Sun Ra ou la Ayler, qui crée son univers musical et le porte à bout de bras, pétant d'évidence. L'esthète à la Dophy ou la Bley qui cherche sa voie diagonale et la trouve.

Il y a l'Art Ensemble qui sait tout cela, joue avec, s'arrête sur un son, y saisit au vol un climat, le déborde, le parodie et joue déjà autre chose, nous envoyant en pleine poire sa leçon de liberté. Surtout, il y a tous les créateurs, ceux qui ne sont pas là pour faire du baluche ou épater les minettes, qui sont là pour faire leur musique, et savent qu'ils la feront avec ce qu'ils sont eux.

Ils se battent avec cette gageure de redécouvrir à neuf ce qu'ils ont déjà joué mille fois, avec des acolytes qui pigeront ou ne pigeront pas, qui renverront la balle ou bien se contenteront de boucher les trous, s'amuseront avec lui ou le laisseront seul dans son angoisse, beuglant désespérément dans son biniou, se rattrapant avec ses propres clichés en espérant que per-



sonne l'aura remarqué, ou confiant dans son énergie pour les faire passer triomphalement.

Cela, devant un public qui, depuis son entrée en scène, a scruté son pantalon qui lui rentre un peu dans les fesses, attendant de lui, s'il est noir, qu'il fasse le nègre joueur de tam-tam, s'il est blanc qu'il montre qu'il sait très bien en faire autant.

Toutes ces subtilités ne sont pas réservées à des spécialistes ou des fins connaisseurs.

NOUS POUVONS AUSSI ETRE DE GRANDS BLUESMEN

Elles relèvent de tout ce qui fait la trame de nos existences, c'est la vie qui joue avec elle-même. Il suffit d'un peu d'ouverture aux autres, à soi-même, aux objets, pour



aller se prendre le pied dans cet hyper-jeu. C'est d'ailleurs une chose très facile à essayer.

Faites le tour de chez vous et récupérez tous les petits objets qui sonnent un peu : cendriers, verres, boîtes en bois, peigne (ça se râcle très bien), quincaillerie diverse. Choisissez bien, éliminez ceux qui se révèlent « faux » à l'usage.

Assis sur un beau tapis, étalez le merdier devant vous, en le répertoriant bien : les basses, les aigus qui font grell-grelo, ceux qui font ti-tic, les machins à râcler et ceux à secouer, les deux cendriers en cuivre avec le verre en cristal qui font un accord rigolo, la petite guitare en plastique du gamin.

Les baguettes dures.

Les baguettes fines.

Les mailloches.

Le papier pour froisser.

Le bâton d'encens dans un coin pour faire joli.

Marmonnez quelque mantra de circonstance et, avec un copain qui vous aura pas encore pris pour un fada, commencez.

Une introduction classique consiste à démarrer sur des petits sons,

JE SUIS UN MEC

Au début, les féministes cherchaient à récupérer leur corps, à pouvoir en disposer, à le dominer, à l'aimer, à jouer avec... : Avoir un corps. Comme un mec dit avoir une femme. On reste extérieur à son corps, comme à la nature, comme à un objet. Que cet objet soit le sien et non plus celui des mecs est la moindre des choses, mais cela conserve à la relation sa nature divisée sujet/objet.

Je ressens mon corps comme n'étant ni dominé ni possédé, mais comme étant. Etre son corps. Je suis mon corps. Je n'en ai plus. Je l'ai perdu le jour où j'ai retrouvé ma féminité.

Aucun mec n'est jamais « purement » mec. On est à la fois l'un et l'une. Si l'on est déterminé dans un sexe donné, ce n'est qu'en fonction de la dominante au sein du rapport masculinité/féminité. Que l'un domine l'autre et la Totalité recevra l'étiquette de Mec ou de Nana, mais cela ne veut pas dire que la réalité bio-psycho-affective mise en minorité n'existe plus. Au contraire !

Pourtant la culture réductionniste ne connaît que le totalitarisme des majorités. Les minorités féminines internes aux hommes ont été réduites au silence par les mythes lénifiants des caricatures dualistes : tu es non-mec et/ou femme.

Il aura fallu le M.L.F. pour donner la parole à la féminité asphyxiée : celle des mecs. Ce que j'appelle ma féminité n'est qu'une convention culturelle et linguistique ; elle n'est pas par essence féminine, mais correspond à ma réalité réprimée et aux caricatures données comme non-mec et/ou femme.

L'homme adulte se croit extérieur à la féminité comme il se croit détaché de la nature et extrait de l'enfance.

Je revendique la possibilité d'avoir des comportements juvéniles dits infantiles, de même que féminins. Les réalités d'adulte et d'enfant ne sont pas non plus excluantes, mais co-existantes. Le rapport adulte/enfant varie selon l'âge mais ne disparaît jamais. Là encore, c'est la société qui a rendu l'affrontement inévitable.

Etre phalocrate, c'est jouer le rôle assigné par la société réductionniste de relais du pouvoir central, c'est accepter la caricature culturelle du mâle qui s'oppose/domine la femme.

Etre un mec, c'est refuser le rôle de relais, les caricatures, mais c'est surtout vivre sa féminité, sa juvénilité, c'est être son corps, c'est aimer les autres en s'aimant soi-même. Définition floue parce que provisoire.

Si je suis un mec avant tout au sein des relations sexuelles, il est évident que je n'en reste pas là. Que ce soit l'épicentre de ma phalocratie est une certitude, mais il ne s'agit pas de la restreindre aux rapports sexuels. On a déjà vu comment la phalocratie était relayée par le pouvoir (1).

Pour pouvoir dominer la femme, l'homme s'est séparé d'elle. Et pour cela, rien de mieux que d'opposer des caractères, des caricatures. Le système phalocratique permet, à travers l'enfance et la jeunesse, la reproduction du capital culturel et du modèle social, complète pour l'homme, incomplète pour la femme qui se trouve confinée et confirmée dans sa subordination. La société phalocratique a besoin pour survivre de mythes opposés, si ce n'est hiérarchisés. Le rôle social de la femme (épouse-mère-putain) était légitimé par sa description culturelle (tendre-intuitive-passive-pacifique...) et en négatif de celle de l'homme.

La femme est dominée. Elle lutte pour sa libération du joug masculin. Mais la recherche de l'autonomie ne peut se faire sans une remise en cause de la dichotomie culturelle mâle/femme. Derrière une apparente égalité, les mythes peuvent subsister. Blanc ou noir Soyons clair, cela ne veut pas dire que mec ou nana, c'est bonnet blanc ou blanc bonnet. Au contraire. Loin de moi le mythe de l'androgynie.

Vécu : en même temps que j'étais l'objet des remises en cause des féministes, que je prenais conscience et remettais en cause ma phalocratie, j'entrais en relation pour la première fois avec ma féminité intérieure :

— Je me mettais à féminiser des mots ou des adjectifs.

— J'étais prêt à vivre mon homosexualité comme remise en cause de la caricature Mec/Viril mais non une homosexualité réactive qui me ferait vivre la caricature inverse Femme/Soumise.

— Le rapport au corps. Etre concerné par son corps est une attitude dite féminine. Le corps pour la femme sous le régime phalocrate est une arme. A la limite, un outil de travail. La femme, c'est le corps, l'homme c'est l'esprit. On n'en sort pas.

Si vous êtes du genre agressif, vous couperez la parole à l'autre, mais, s'il est futé, il peut vous piéger au tournant, rien qu'en restant calme et naturel. Mais vous pouvez aussi atteindre un état de communion tel que vous vous exprimerez aussi totalement qu'hardiment, tout en vous laissant porter par un mouvement qui vous dépasse.

Essayez. Même seul, vous pouvez vous raconter des histoires à vous-même à l'infini. Découvrir à quel point vous êtes nul ou bourré d'idées, intelligent ou borné, à l'aise ou inquiet, sensible, souple et plein d'énergie sûre ou complètement bloqué.

Essayez. D'abord, ça vous obligera à prendre votre temps, à desserrer les fesses, à essayer de vous laisser ravir par l'inutile. Mais, en plus,



vous découvrirez un petit peu qui c'est qu'il y a dedans de vous. Ce n'est qu'un jeu, mais vous verrez que vous y serez tout nu. Et si dans cet état vous avez peur, vous merdouillez, vous êtes agressif, pressé ou largué, alors, faudrait voir à faire un peu du travail intérieur. Sinon allez voir un psychiatre ou bien roulez un autre joint plus serré.

Dédé Brun.

tout de suite



progressivement organisés en un rythme bien construit. Le copain, selon ses dispositions nerveuses, pourra vous laisser merder tout seul, attendant que vous sortiez une idée qui se tienne (rien qu'avec des petits bruits, n'importe qui peut exprimer une idée, ou bien merder ignoblement, ce qui constitue également une forme d'idée. Essayez). Il pourra alors surenchérir dessus en la reproduisant, mais en tapant sur le vase en daum. S'il a un peu plus d'idée, il fera ressortir votre phrase par un bruit de fond tiré d'un registre différent, ce qui donne des couleurs. S'il est capable d'initiative, il fera monter progressivement son fond jusqu'à en faire une partie solo construite sur des effets de son, en opposition avec votre rythme.

Son mouvement, intelligemment et vigoureusement mené, tandis que vos neurones sont un peu enlisées, vous pourrez alors vous sentir tout con avec votre rythme niais, et le finir en queue de poisson. Si vos neurones sont un peu dégauchies, vous profiterez de cette intervention dans votre climat pour amener une transition dans votre rythme et aboutir dans un subtil phrasé à deux.





Dans le moment, que tel ou tel chroniqueur « scientifique », épistémologue de la « quincaillerie nucléaire », disserte élégamment sur la peur nucléaire — mais qui donc a dit : « Plus il y aura de singes tournant autour de choses qu'ils ne comprennent pas... » ? Il arrive que ceux qui savent, devant un public d' « ilotes technocrates », se laissent aller à dire des choses bougrement significatives.

C'est ainsi qu'Alan M. Weinberg, directeur du Laboratoire National d'Oak Ridge (Tennessee, U.S.A.), vient de déclarer : « En ce qui concerne les risques génétiques, de plus en plus importants, du fait de l'extension de l'industrie nucléaire dans son ensemble, la seule solution nous paraît être le recours à l'avortement prophylactique, basé sur la méthode de l'amnio-centèse ».

Il me semble que tout commentaire est superflu. Ne croyez-vous pas qu'il y en a un peu marre de s'indigner ? Nous sommes tous concernés, oui, mais pour quelle part consentants ?...

E.P.

ALORS, CE SUPER-PHENIX, ÇA VIENT ?

D'une enquête sur le terrain — à savoir dans les communes de Crays-Pusigneux (Isère) (dont un des ha-meaux porte le nom, prédestiné semble-t-il, de Malleville), de Fléviu (Ain), sur l'autre rive du Rhône, et de Saint-Vulbas, déjà largement gratifiée par la manne nucléaire (Bugey 1, puis 2, 3, 4, 5... d'ici à 1985) — enquête réalisée par quelques réfractaires à l'atome (1), il ressort que quelque 150 hectares de terrain ont été vendus par des paysans, sinon éblouis du moins résignés (que voulez-vous faire contre la procédure d'expropriation, sinon un comité de défense... pour faire monter les prix...), que l'enquête d'utilité publique est terminée (on salt comment ça se pratique, et qu'il est sans doute vain

mythe de Phénix trouverait-il une autre concrétisation...).

A verser au dossier cette information (qui occupait dans le « Dauphiné Libéré » du 2 mai 74 la surface de deux timbres-poste) : « Enquête d'opinion, dans l'Ain, sur les centrales nucléaires. La société B.V.A., bureau de marketing parisien, va réaliser prochainement une enquête pour le compte d'E.D.F. « Comment sont perçues les centrales nucléaires ? ». Environ 1.400 personnes vont être interrogées dans l'Ain, où est notamment implantée, etc., etc. » Et encore à propos du Super-Phénix, cette information « économique » : « ... Le processus de mise en place des structures économiques et juridiques nécessaires à la construction du réac-

être vue comme suit. Une société d'électriciens-clients, la Centrale nucléaire à neutrons rapides S.A. (Nersa), formée par l'E.D.F., l'E.N.E.L. et la R.W.E., passe commande à des industriels licenciés de l'inventeur de la technologie mise en œuvre, c'est-à-dire le C.E.A. Cette commande s'effectue auprès des deux G.N.R. cités, le français formé par la C.G.E. et Babcock, et l'italien par l'Agip nucleare, la Fiat et Breda. Les commandes sont, évidemment, passées de telle manière qu'elles correspondent, grosso-modo, à la répartition de l'effort financier au sein de la société-cliente, soit une bonne moitié pour la France, et répartition du reste à raison des deux-tiers pour l'Italie et du tiers pour l'Allemagne... » (Extrait de « Enerpress », 7 juin 1974).

Pour clore, provisoirement, ce chapitre, une note gaie : on se souvient, je pense, des bruits qui avaient couru sur l'accès de fièvre du surgénératateur russe BN 350 (3) (implanté à Shevchenko, sur les bords de la Caspienne, cloaque fétide qui n'a rien à envier à notre Etang de Berre). Bruits démentis, bien entendu, par l'inénarrable Petrosiants (de l'Académie moscovite, en quelque sorte leur Leprinceringuet à eux), et néanmoins maintenus par un journal aussi... prudent que « Le Monde » (3-4 mars 74). On pouvait déjà être sceptique quant à la thèse minimale donnée de cet accident, à savoir une explosion au niveau de l'échangeur de chaleur, explosion due à une fuite de sodium du circuit secondaire. Or, voici trois informations « officielles » qui me semblent de nature à faire reconsidérer le problème :

1. La presse canadienne aurait fait état de photos prises, par satellites espions américains, quelque huit jours après l'accident, mettant en évidence un « champ de chaleur » de quelque 50 km de diamètre autour de la centrale.

2. Je tiens d'un ingénieur atomiste de Cadarache (qui travaille sur le prototype de rapide « Rapsodie ») que le BN 350 soviétique serait conçu différemment des rapides français, à savoir que, selon ses propres termes « les Russes auraient fait l'économie... du circuit secondaire de sodium ! ». Si donc il s'est agi d'une explosion (réaction du sodium avec l'eau de l'échangeur de chaleur), ce fut presque un champignon genre Bikini, le sodium primaire (quelques centaines de milliers de litres) (4) étant évidemment (puisque il baigne le cœur du réacteur) hautement radioactif.

3. Par ailleurs, des ingénieurs atomistes de Marcoule et du C.E.N. de Grenoble ont révélé n'avoir plus de contacts

LE BUGEY... 1, 2, 3, 4, 5.

La première tranche graphite-gaz de la centrale de Bugey a passé, le 4 mai dernier, le cap des 5 milliards de kWh. C'est dire que le comportement de celle qu'on appelle ici avec une affection bourgeoise, « cette vieille boutique qui a deux ans », est tout à fait satisfaisant. Les responsables ont d'ailleurs souligné, à l'occasion d'une visite organisée jeudi 6 juin, par le service national, à l'intention de la presse, que Bugey I fonctionnait depuis neuf mois sans interruption, sans chute de barres de contrôle. Les 540 MWe actuellement en service ne resteront plus longtemps seuls, comme le prouve le spectacle offert par cet imposant chantier qui s'étend sur 100 hectares. Quatre nouveaux réacteurs se trouvent à différents stades d'avancement. Il s'agit de quatre réacteurs PWR de 925 MWe et ces tranches demanderont un investissement de 4 milliards de francs environ. Pour Bugey II, on vient de mettre en place l'enveloppe métallique. La cuve sera livrée en 1975 et l'entrée en ligne est prévue pour le premier trimestre de 1976. La tranche III suivra, en 1977 et 1978, et verra la mise en service des réacteurs 3 et 4. L'eau du Rhône assure le refroidissement des condensateurs. Ce ne sera toutefois pas vrai pour les deux dernières tranches car, nécessité faisant loi, il va être fait appel à la réfrigération atmosphérique. Bugey III et IV disposeront donc chacun de deux tours d'une hauteur de 150 mètres. Avec la mise en place de ces imposants édifices, le plein du site sera fait.

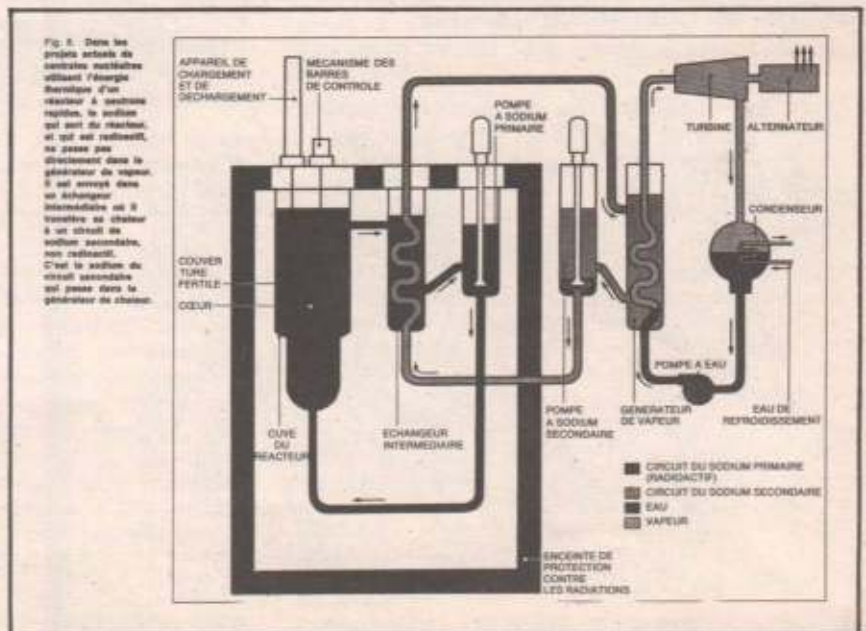
La question des sites a été longuement évoquée par les responsables E.D.F., car, pour accueillir les quelques cinquante tranches (une trentaine de 900-1.000 MWe et une vingtaine de 1.200-1.300) prévues pour 1985, il existe trois possibilités : éparpiller les centrales, choisir des sites moyens ou des sites géants. Electricité de France a choisi la solution moyenne pour plusieurs raisons qui tiennent à l'économie aussi bien qu'à la limitation de l'impact sur l'environnement. En effet, la répartition des sites sur l'ensemble du territoire reviendrait à multiplier les lignes haute tension ainsi que les transports de combustibles irradiés. Pour les sites géants, une certaine méfiance est de rigueur car, au-delà des 5.000 MWe sur un site, on met le pied en terre inconnue. Il ne serait peut-être pas déraisonnable de redouter, dans ce cas, des atteintes à l'environnement, qu'il s'agisse de pollution thermique ou de brouillard. Pour ce qui regarde l'échauffement des eaux, la centrale de Bugey, avec les tranches II et III, élèvera la température du Rhône de 6 degrés en hiver, à l'époque où les débits sont faibles, mais où les températures naturelles sont inférieures à 8 degrés. En été, où les débits sont forts mais où les températures naturelles sont de l'ordre de 18 degrés, on escompte une élévation de la température de 2 degrés. Ces phénomènes sont considérés comme parfaitement tolérables pour l'environnement malgré l'anathème jeté sur la chaleur par quelques écologistes occasionnels, tarte à la crème d'une sagesse toute prudhomme qui faisait dire à l'un de nos confrères : « mais enfin, l'été n'est pas polluant ».

de s'en indigner...), et qu'apparemment, les « grandioses » manifestations du défunt comité « Bugey-Cobayes » auraient échoué à susciter quelque prise de conscience que ce soit dans la région Rhône-Alpes...

Bien que je ne prise pas tellement les enquêtes et autres « techniques-vérité » (sans parler des sondages, mais je voudrais qu'on m'explique en quoi ce serait tellement différent...), j'ai lu attentivement la transcription du dialogue enquêteurs-enquêtés. C'est une bonne « image sociologique » du problème. Est-il tellement utile de développer ? Il reste que ce petit dossier serait intéressant comme base de discussion possible dans les comités qui s'organisent dans la région (2), ayant volonté et noble ambition de reconstituer un comité antinucléaire (ainsi le

teur s'est accéléré. En cette fin de semaine, il atteint ce qu'on pourrait appeler le point de non-retour, qui va permettre à toute l'affaire de démarrer dans les faits... Cette intronisation, qui consiste principalement en la création de deux « groupements des neutrons rapides » (G.N.R.) agissant, en France et en Italie, de manière parallèle, est le prolongement direct des conversations menées entre Français et Italiens, en liaison avec les Allemands, à la suite d'un accord de recherche entre le C.E.A. et le C.N.E.N. (Comitato nazionale per l'energia nucleare), accord signé début mai entre les « patrons » des deux organismes, MM. Clementel et Giraud.

La formation de groupements de constructeurs apporte le maillon logique qui manquait à la chaîne. Celle-ci peut



(1) Comité F.S.A.C.E., 8, rue A.-Gueymard, 38400 St-Martin-d'Hères.

(2) A Annecy, balbutiements prometteurs (une affiche, des articles dans « l'Java », journal de l'A.J.A.) et volonté de coordination avec Grenoble, Chambéry, Ugine, Lyon, Bourg, etc. Une adresse, pour une permanente : Odile Lanza (encore un nom prédestiné...), lieudit Le Château, Maclamad, 74-Chavanod.

(3) BN 350 : Rapide dont la puissance thermique est de 350 MWth (pour une puissance électrique de 150 MWe). Phénix, le prototype français, a une puissance thermique de 530 MWth.

(4) Phénix utilise 1.500 tonnes de sodium liquide, au total. Le sodium activé a deux isotopes (22 et 24) très radioactifs.

depuis la mi-février (date de l'accident) avec leurs « homologues » russes, avec qui ils étaient en « relations scientifiques » suivies. Bizarre, non ?

« La Recherche » (numéro de juin 74) accrédite, en quelque sorte, cette « thèse maximale » tout en lui donnant une conclusion dont la dimension « humaine » ne vous échappera pas :

« Les réacteurs de type Phénix posent des problèmes de sécurité épineux, dont l'étude exhaustive n'est pas terminée. En Union soviétique, un tel réacteur à neutrons rapides, le BN 350... a subi un accident grave ; selon toute vraisemblance, un des circuits du sodium de cette centrale... a subi des dommages suffisamment importants pour entraîner des conséquences détectables par les satellites es-

pions américains (5)... Et voici la « conclusion » : « Il pourrait s'avérer dangereux d'avoir une trop grande proportion de réacteurs à neutrons rapides dans l'équipement productif ; faute d'en connaître en détail le comportement en cas d'incident grave, la neutralisation de ces équipements pour un temps indéfini pourrait être nécessaire ».

Voilà. Je vous remercie de votre attention.

E. P.

(5) Admirez les prudentes allures. Il est vrai que ce numéro de la « Recherche » s'ouvre par un placard publicitaire d'une page signé E.D.F. Son titre et son message : Centrales nucléaires et environnement. (Faut le faire). « Energie nucléaire... qui a l'avantage d'une meilleure protection de l'environnement. »

CONTRIBUTION A UNE (NECESSAIRE) REFLEXION SUR LA LUTTE ANTI-NUCLEAIRE

Et ce rapport Nader « sur l'industrie nucléaire, où ça en est ? » Excusez-moi si je débarque. Ça fait des mois que je n'ai pas bougé de ma province... Et bien que je ne sache plus où mettre la masse de papier imprimé qui m'arrive jour après jour, il se peut bien que m'ait échappé telle ou telle information « écologique ». Ce « rapport Nader », il me souvient en avoir évoqué la possible importation et traduction française, avec des amis écologistes, il y a bien quatre mois. Je vous en prie, si vous savez quelque chose, faites-m'en part.

La seule nouvelle que j'en aie eue provient d'une feuille technocrate s'il en est, au demeurant ignorée du public, et pour cause : paraissant six fois par semaine, en huit ou dix pages stencillées et sommairement reliée (c'est presque aussi triste que l'Apri), son service abonnement — obligatoire, car ça ne paraît pas dans les kiosques — vous coûterait la bagatelle de 1.500 NF par an. Mais c'est le super pied en ce qui concerne l'information mondiale sur tout ce qui concerne « ce monde affamé d'énergie ».

Dans ce bulletin pour enarques, j'ai lu dernièrement un papier consacré aux opposants nucléaires américains. Allons-y de la citation (d'autant qu'il n'y a aucun copyright).

E. P.

NOUVELLE TACTIQUE POUR LES OPPOSANTS NUCLEAIRES AMERICAINS

Si le gouvernement britannique prenait la décision d'écarter la filière à eau légère de Westinghouse, ce serait sans doute une indiscutable déconvenue pour les industriels anglais (entre autres) qui ont misé sur cette carte, mais il se pourrait bien que ce refus fût un coup sévère pour tout le nucléaire américain. Dans cette affaire, ce n'est pas la commande si importante soit-elle qui compte mais l'impact que la décision britannique aurait aux Etats-Unis sur les groupes antinucléaires et défenseurs de l'environnement. Ces derniers semblaient être rentrés sous terre à la suite des re-mous pétroliers que l'on sait. La prio-

rité étant soudain donnée à la sécurité de l'approvisionnement et à la mise en valeur exhaustive des ressources nationales, leurs prophéties paroxystiques étaient brusquement rejetées à l'arrière-plan et on ne les entendait plus que comme une lointaine sourdine aussi inoffensive que les arguties sur le sexe des anges. Mais la farouche opposition à l'eau légère qui s'est manifestée en Grande-Bretagne, notamment du côté de l'inspection des installations nucléaires dont le responsable a fait savoir qu'il avait des doutes quant à la solidité des cuves, a permis aux groupements antinucléaires américains de renaître de leurs cendres, comme le Phénix de la légende.

On s'attend aux Etats-Unis — Roger Smith du « Nucleonics Week » vient d'ailleurs de réaliser une enquête à ce sujet — à une nouvelle offensive des adversaires du nucléaire qui ont décidé de serrer les rangs et de se renforcer sérieusement pour entreprendre une action d'envergure. C'est ainsi que la contestation nucléaire aurait choisi de ne plus éparpiller ses forces et de se rassembler en une structure unique, à l'échelon national, qui prendrait l'appellation du Nuclear Safety Legal and Scientific Defence Fund. La nouvelle entité bénéficierait d'un budget annuel de 600.000 dollars et s'adjoindrait de nombreux experts.

Il n'est pas toujours facile d'apprécier les effets des campagnes menées aux Etats-Unis contre le secteur nucléaire. Dans une étude effectuée en 1972, l'U.S.A.E.C. estimait que les environmentalistes étaient moins efficaces qu'ils le croyaient. La Commission notait que sur 75 centrales ayant subi des retards par rapport au calendrier initial, il n'y avait que 9 cas dans lesquels les opposants au nucléaire s'étaient manifestés avec succès. Dans tous les autres cas, les retards étaient imputables à d'autres raisons comme les grèves, des modifications de réglementation, des difficultés techniques, etc. Les interventionnistes ont parfaitement conscience de leur relatif échec. Pour sa part, Ralph Nader s'est aperçu à ses dépens que le public, qui l'avait suivi dans ses campagnes précédentes, n'était pas tellement sensible à ses arguments pour ce qui regarde les

centrales nucléaires. Il est un fait que les populations voisines des centrales ne les considèrent pas comme des bombes ; quant aux autres, ils ont paru souvent d'autant moins réceptifs aux campagnes qu'ils ne se sentent pas concernés du côté de leur portefeuille. Les interventionnistes vont donc remonter en ligne en s'appuyant sur un nouvel instrument logistique qui fait d'eux une armée régulière et non plus des francs-tireurs. Le fait de passer de l'amateurisme au professionnalisme va accroître leur efficacité et ils se batront avec une ardeur d'autant plus accrue qu'ils ont nettement l'impression d'avoir le dos au mur. En effet, l'un des leaders antinucléaires, Anthony Roisman, a récemment reconnu que les Etats-Unis « approchent à grands pas du point de non-retour » en ce qui concerne les engagements nucléaires. Autrement dit, les environmentalistes n'ont que très peu de temps devant eux pour mettre à bas le secteur nucléaire ; dans quelques années les commandes seront telles que leurs implications économique-industrielles feront qu'il sera définitivement impossible de revenir en arrière. Pour accroître les chances de succès de l'entreprise, les interventionnistes ont décidé de changer leur fusil d'épaule. Il n'est donc plus question d'intervenir partout à la fois en comptant sur la

multipliant les artifices de procédures familières aux amateurs des films noirs américains des années 1930-50 — de façon à empêcher la réalisation de la première unité standardisée. S'ils obtiennent gain de cause, ou s'ils parviennent à semer le doute dans les esprits de façon à obtenir un délai, c'en sera fait du beau rêve de l'U.S.A.E.C. et des constructeurs. Un seul projet gelé et tous les autres seront automatiquement bloqués. Les tenants de la standardisation seraient alors pris au piège.

Le front antinucléaire n'a pas que cette flèche dans son carquois. On peut contrer les constructeurs par le biais des réglementations en vigueur, en réclamant des suppléments d'enquête, en faisant appel aux organismes officiels qu'on peut utiliser les uns contre les autres. Mais le public n'étant pas facile à convaincre, il reste les clients des constructeurs, les électriciens américains, en nombre impressionnant, sur qui on peut agir. On connaît les difficultés des compagnies américaines d'électricité — et en particulier de Consolidated Edison (cf. Enerpresse n° 1066) — qui se sont aggravées à la suite de la hausse du pétrole. Or, ces électriciens ont besoin d'argent (15 milliards cette année) pour financer leurs programmes où le nucléaire tient une grande place. Les interven-

L'ETE NUCLEAIRE SERA CHAUD !

Un sit-in aura lieu du 24 juillet au 4 août devant la centrale (projetée) de Dampierre-en-Burly, après quoi une marche collective sur le Larzac (grand rassemblement le 14 août) sera organisée. Pour les détails pratiques, contacter Pollution-Non, 12, rue du Grand-Clos, 45200 Montargis.

Les Amis de la Terre-Nord font une grande caravane antinucléaire qui partira le 28 juillet de Hollande, suivra la côte belge et arrivera à Gravelines (10.000 Mw prévus) le 2 août. Continuation éventuelle sur Paluel, peut-être La Hague et (qui sait) jonction avec le sit-in de Dampierre.

Les groupes de Lyon, Grenoble et Annecy prévoient un sit-in continu (c'est-à-dire jusqu'à l'obtention d'un moratoire) à la Part-Dieu (ou près du Q.G. nucléaire du Mont-Verdun) à partir de la rentrée. Coordination : Jacques Bonnefond, groupe Prairial, 80, rue du Dauphiné, 69003 Lyon.

Nature et Progrès a invité, pour son Congrès, à Paris Porte Maillot, du 15 au 17 novembre 1974, une flopée de scientifiques antinucléaires étrangers : Gofman et Tamplin, Weisch, Gillberg, Kreuzer. Il faut absolument profiter de leur présence en France pour les inviter dans d'autres villes. Nature et Progrès, 3, chemin de la Bergerie, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois.

Des films contre les centrales nucléaires sont en cours de préparation, Amis de la Terre, 51, rue de Gand, 59000 Lille. Verbois antinucléaire, 30, rue Saint-Joseph, Carrouge, Genève (Suisse).

Un moratoire modéré ? Les Anglais viennent de gagner leur lutte contre les centrales américaines à eau légère, particulièrement dangereuses. Le gouvernement britannique a décidé de ne pas en implanter, mais garde la décision secrète pour ne pas gêner les Français et les Allemands, qui font, tête baissée, dans cette périlleuse voie. Pourquoi pas un moratoire modéré suivant les dangers des filières ? Par exemple : 10 ans pour les surrégénérateurs, 5 ans pour les centrales à eau légère, 2 ans pour les autres. C'est une suggestion faite au cours du Forum de Bazoche par Prairial-Lyon et les Amis de la Terre-Paris, 15, rue du Commerce (75015).

chance, la complexité des législations, le soutien de personnalités locales ou des renforts inattendus comme celui du gouverneur du Mississippi, M. Francis W. Sargent, qui demande d'arrêter momentanément la construction de centrales nucléaires. Cette fois, les environmentalistes ne se manifesteront que lorsqu'il y aura de fortes chances de succès. Il s'agit d'économiser les cartouches et de bien choisir sa cible.

Celle-ci est toute trouvée, c'est la standardisation. On sait que l'U.S.A.E.C. — qui ne compte plus que sur 102.000 MW nucléaires en 1980 contre 132.000 l'année dernière — y voit un des moyens les plus sûrs pour ramener de dix à six ans la période de construction d'une centrale nucléaire. Une fois définies des caractéristiques standards, les surprises ne sont plus à craindre et l'effet de série joue dans tous les domaines — notamment celui des coûts. En outre, la standardisation est apparue à ses promoteurs comme une astuce pour échapper aux diverses offensives antinucléaires. Une unité ayant été admise, il ne serait pas logique qu'il en aille différemment pour les autres qui seront identiques. L'exemple, le précédent, aurait force de loi. A condition, bien entendu, qu'il y ait un précédent. Or, les interventionnistes nouveau style ont bien l'intention de faire en sorte qu'il n'y en ait pas. Ils sont décidés à faire traîner les choses au maximum — au besoin en

tionnistes peuvent donc se manifester au niveau de la Securities and Exchange Commission pour ce qui concerne les augmentations de capital et les emprunts des sociétés. Ils peuvent ainsi espérer inquiéter suffisamment pour que les appels de fonds n'aient pas l'accueil attendu ou du moins qu'ils ne soient satisfaits qu'à des taux d'intérêt élevés. Les électriciens pourraient alors se laisser aller au découragement puis se dire que le nucléaire c'est non seulement aléatoire, mais cher. Le lobby anti-nucléaire pense également pouvoir intervenir au niveau des commissions des Etats qui accordent les augmentations de tarifs de façon à ce que les sociétés ne puissent compter là-dessus pour éponger leurs pertes. Certains environmentalistes prétendraient qu'ils visent uniquement l'eau légère, que le nucléaire n'est pas entièrement si mauvais et qu'ils ne seraient pas résolument contre les réacteurs à haute température, refroidis au gaz. Leur sincérité est possible mais n'est-elle pas de circonstance, inscrite dans un instant bien mince, serré entre le passé et le futur et fragile comme la promesse du chat à la souris ? On peut se demander, le gouvernement britannique rejetant l'eau légère pour des raisons de sécurité, s'ils ne découvriront pas qu'après tout, on connaît bien mal ces questions dans les hautes températures...

« ENERPRESS », 13 mai 74.



LU POUR VOUS

● Radioécologie (1) : Extraits du discours inaugural (prononcé par le ministre Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes (C.C.E.) :

— « Nul ne conteste à l'heure actuelle, que contrairement à ce que l'on aurait pu craindre (sic), il y a quelques années encore, l'énergie nucléaire oc-

Il faudra, sans aucun doute, faire preuve d'imagination. Un jour nos petits-enfants, apprenant les appréhensions du monde occidental devant une insuffisance possible de la demande effective (sic), si on ne parvenait pas à ouvrir le marché chinois (resic), s'étonneront du manque d'imagination (2), des dirigeants de notre époque qui ne voient pas, semble-t-il, tous les be-

O.C.D.E., A.E.N., A.I.E.A. : même combat.

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

L'Agence de l'OCDE pour l'Énergie Nucléaire (AEN) a été instituée le 20 avril 1972, en remplacement de l'Agence Européenne pour l'Énergie Nucléaire de l'OCDE (ENEA) par suite de l'adhésion du Japon en tant que Membre de plein exercice. L'AEN groupe ainsi dix-huit pays européens, Membres de l'OCDE et le Japon ; le Canada et les États-Unis y participent en tant que Membres associés. En outre, la Commission des Communautés Européennes participe également aux travaux de l'Agence.

Les objectifs de l'AEN restent pour la plupart les mêmes que ceux de l'ENEA et concernent la promotion du développement harmonieux des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Elle entreprend à cet effet :

- d'évaluer le rôle futur de l'énergie nucléaire dans la réalisation du progrès économique et d'encourager la coopération entre les gouvernements en vue de son développement optimal ;
- de promouvoir une harmonisation des politiques et pratiques réglementaires des gouvernements dans le domaine nucléaire, en particulier pour la protection de la santé et la sécurité, la gestion des déchets radioactifs, la responsabilité civile et l'assurance en matière nucléaire ;
- d'établir des prévisions sur les ressources, la production et la demande d'uranium ;
- d'assurer le fonctionnement de services communs et d'encourager la coopération dans le domaine de l'information nucléaire ;
- de patronner des entreprises de recherche et de développement organisées et exploitées en commun par des pays Membres de l'OCDE.

Pour remplir ces fonctions, l'AEN travaille en étroite collaboration avec l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (avec laquelle elle a conclu un accord de coopération) ainsi qu'en liaison avec d'autres organisations internationales dans le domaine nucléaire.

Extrait du bouquin « Evacuation des déchets radioactifs O.C.D.E., A.E.N. 1972 ».

cupe une place privilégiée parmi les activités humaines susceptibles de contaminer l'homme ou son milieu... »

(Oui, je sais, vous allez, comme moi, relire cette phrase et vous froter les yeux. Mais je vous jure que je n'ai pas changé... une virgule).

« La protection, sanitaire contre les rayonnements ionisants a démontré qu'il était possible d'obtenir un compromis entre les exigences de la technologie et les impératifs de la santé, et qu'une activité industrielle pouvait se développer, sans entraves excessives en respectant la santé humaine et la qualité du milieu... Si nous voulons préparer l'avenir, avec ses risques et ses chances, nous devons assumer le choc du futur et voir lucidement les problèmes que nous trouverons sur notre route et les solutions réalistes que nous pouvons envisager. Pour cela,

soins à satisfaire individuellement ou surtout collectivement ».

Le brave homme !

Écoutons maintenant le herr doctor Recht, directeur de la Protection sanitaire à la C.C.E. ; dans son discours de conclusion du symposium :

« Les critères manquent, puisque les informations scientifiques sont insuffisantes, mais ce ne serait pas une raison suffisante pour ne pas fixer des normes sanitaires dans les cas où le problème est urgent... On peut se permettre de proposer des chiffres qui ne reposent pas absolument sur la certitude scientifique, à condition qu'il y ait sur ces chiffres un large consensus international et l'accord des autorités compétentes ».

C'est, bien entendu, à ces gens-là qu'en 1974 encore, l'opinion publique,

dans sa large majorité, fait confiance — car ce sont des savants, eux.

● L'information du public : glané dans le « Compte rendu de la réunion d'information de l'A.E.N (3), portant sur « l'évacuation des déchets radioactifs » (1972, Publications de l'O.C.D.E., 2, rue André-Pascal, 75775 Paris, cédex 16).

« On peut... se demander pourquoi, dans le domaine nucléaire et dans le domaine des radiations ionisantes, on continue à tracasser sans arrêt les autorités scientifiques à rechercher des formules nouvelles, à remettre en question des éléments nouveaux... Je crois, pour ma part, que dans l'état actuel des choses, la solution à ces problèmes se trouve dans la délégation d'autorité qui existe dans la plupart des pays et le plus souvent d'ailleurs sur le plan international afin d'aboutir à la fixation de critères généralement acceptés. Nous avons le bonheur de posséder, dans le domaine des radiations ionisantes, une Commission internationale de Protection radiologique dont les activités ont commencé il y a près de cinquante ans (4). Ceci nous permet la conclusion que, dans l'état actuel, la frange qui peut être considérée comme le risque réel est devenue à ce point faible que les autorités sanitaires se doivent de décider à ce moment-là que le risque est égal à zéro. Zéro en biologie, je crois que vous serez d'accord avec moi, n'existe pas, et il n'existe pas de situations dans lesquelles on puisse dire qu'il n'y a un risque, si minime soit-il. Mais, pour l'application pratique dans la vie courante, pour la protection satisfaisante des populations, il faut que les autorités sanitaires acceptent, à un moment donné, de décider et d'affirmer que le risque dans un domaine déterminé est égal à zéro. Je crois qu'il faudrait peut-être prendre la précaution de cesser de donner une publicité excessive à toutes les hésitations des savants qui, bien entendu, continueront à avoir des hésitations et nous nous en réjouissons... Nous consommons à l'heure actuelle au restaurant, ici au 6e étage, une série de produits qui ont été traités avec toute une série de moyens, avec toute une série de substances chimiques dont nous savons que chacune d'elles, si elle nous était administrée à une dose tant soit peu supérieure, provoquerait des dommages importants à notre physiologie. Et cependant, nous le faisons de bon appétit et nous ne nous plaignons pas. Je crois, par conséquent, que nous devons essayer d'œuvrer ensemble pour que nous arrivions dans le domaine des radiations ionisantes à faire accepter par les populations qu'elles aient une confiance dans les services

sanitaires suffisante pour qu'ils puissent affirmer à un moment donné qu'une situation constitue un risque zéro »

Ces propos n'ont bien évidemment, pas besoin de commentaires. Ils prennent néanmoins un certain relief quand on sait qui les a tenus. Il s'agit du herr professor Halter, secrétaire général au ministère de la Santé publique et de la Famille, de Belgique. Relisez, dans ma chronique du mois dernier, la relation de l'affaire de l'eau radioactive de Visé... Ce même Halter, au cours de cette même réunion a illustré ses propos de la façon suivante : « Je voudrais relater ici, l'expérience que nous avons depuis un certain nombre d'années. Nous nous sommes efforcés d'être d'abord aussi informés que possible sur toutes les situations que nous sommes en mesure de rencontrer. D'autre part, le ministère de la Santé publique en Belgique, a pris une position très nette chaque fois qu'un événement a fait l'objet d'une propagande sensationnelle dans la presse.

Nous nous efforçons, dans les 24 heures qui suivent, de faire une communication à la presse en remettant la situation dans sa perspective correcte. Dans la mesure où nous apprenons qu'un événement se produit ou se prépare quelque part, nous faisons la communication à la presse avant que celle-ci n'en ait été informée et nous avons constaté que, grâce à cette méthode, il était possible d'éviter dans un grand nombre de cas, le développement de réactions en chaîne dont parlait M. Polvani. Il est indiscutable que, lorsqu'une nouvelle sensationnelle apparaît dans les journaux et autres moyens d'informations et que les départements qui sont responsables de la quiétude et de la sécurité des populations négligent de remplir ce devoir, les nouvelles continuent à se développer et créent une anxiété supplémentaire, dans la population qui, à l'heure actuelle, il faut le reconnaître, présente un terrain particulièrement favorable pour le déclenchement et le développement de toute situation anxiieuse ».

Sans commentaire !

E. P.

(1) Dans les deux gros volumes (très chers) consacrés par la C.C.E. au compte rendu du Symposium international de Radioécologie de Rome, septembre 1971.

(2) Souligné dans le texte original...

(3) Agence pour l'énergie nucléaire. Voir l'encadré : O.C.D.E., A.E.N., A.I.E.A. : même combat !

(4) Pour une analyse critique de la C.I.P.R. et de ses recommandations (l'évangile nucléaire, selon Mr Halter) lire dans « L'Atome et l'Histoire », de Pierre Pizon, le chapitre VIII : « Présence de la biologie », pp. 1511 à 1526. (« L'Atome et l'Histoire », P.R.I., 12, rue des Noyers, Crisenoy, 77390 Verneuil-l'Étang, 9 F).

ECHOS ET NOUVELLES

● On parle beaucoup, en ce moment, de ce « type de risque » (encore un que les marchands d'atome pacifique n'avaient pas pris en considération, préoccupés qu'ils étaient sans doute de se — et nous — rassurer sur l'innocuité de leur business). Qu'on en juge :

« Bien qu'aucun accident mortel n'ait jamais eu lieu dans une installation nucléaire industrielle (1), certains ne manquent pas d'agiter des perspectives apocalyptiques. Or, le danger est ailleurs, il réside dans le risque de vol de matières nucléaires. C'est ce que faisaient valoir dans leur livre « Nuclear Theft: Risks and Safeguards » Théodore B. Taylor et Mason Willrich... Des experts ont dit que les auteurs allaient trop loin et qu'ils noircissaient le tableau à plaisir. On ne peut guère cependant parler de déductions trop poussées ou d'œuvre d'imagination quand la réalité se met à rejoindre la fiction.

L'affaire se passe en Inde, à l'usine de traitement d'uranium qui se trouve sur le gisement de Jaduguda. La semaine

dernière, la police a arrêté 5 membres du personnel et a retrouvé 8 lbs (= 3,6 kg) d'uranium chez l'un d'eux. Peu de temps avant, l'un des techniciens de l'usine, M. Swapan Sarkar, a disparu. L'affaire prend de l'ampleur et l'on débouche sur un gang qui volait de l'uranium, le faisait transiter par le Népal pour l'amener à Hong-Kong où des agents pakistanais ou chinois en prenaient livraison... Il suffit de penser, si l'on en croit les experts, que 5 kg d'uranium 235 et un ingénieur un peu déluré suffisent à faire une bombe de fabrication artisanale. Pour veiller sur son uranium et son plutonium, l'U.S.A.E.C. dépense chaque année 50 millions de dollars. Les mesures prises paraissent tout à fait insuffisantes en raison de la vague de terrorisme qui se manifeste un peu partout dans le monde. C'est ce que conclut très nettement un groupe d'études dans un rapport qui vient d'être rendu public par un membre du Sénat, M. Abraham Ribicoff... En conclusion, le rapport souligne que le transport nucléaire est une affaire trop grave pour être abandonnée aux firmes pri-

vées et qu'il est urgent de créer une force fédérale pour la protection nucléaire ».

(« Enerpress », mai 74).

● Peut-on leur pardonner... de ne pas savoir ce qu'ils font ?

De la lecture des 260 pages consacrées à l'« Evacuation des déchets radioactifs » (O.C.D.E., A.E.N., 1972), voici, entre autres joyusetés, ce que l'on peut retirer :

1. que la gestion des déchets est un choix entre « concentrer - stocker » ou « diluer - rejeter ». Je n'ai pas trouvé une seule phrase faisant état des phénomènes de re-concentration au niveau des chaînes alimentaires — phénomènes maintenant bien connus et sur lesquels s'appuie François Ramade (2) pour affirmer : « Quand comprendra-t-on enfin que des normes de dilution inerte constituent une aberration écologique ? Ignore-t-on volontairement les phénomènes de concentration... qui devraient conduire à l'adoption de normes dix-mille fois plus sévères que ce qu'elles sont actuellement ? »

2. que l'on ne sait déjà plus ce que l'on a balancé de merde radioactive dans le milieu, ni très exactement où on l'a fait. Et l'innénarrable Sousselier, du C.E.A. (cf. « G.O. », n° 16), de préconiser, pour l'avenir (3), « l'exigence d'un archivage précis et complet de toutes les quantités et activités stockées », comme l'a suggéré en août 70, le Dr Seaborg, alors président de l'U.S.A.E.C. ».

Que dites-vous ? Que vous aimeriez savoir où on en est de cet « archivage » en juillet 74 ? Moi aussi, encore que ce n'est pas le genre de choses qui contribuera à me rassurer !

E.P.

(1) Faut être gonflé pour dire tranquillement des choses pareilles. Mais nous en reparlerons bientôt...

(2) « Eléments d'écologie appliquée » (Éd. Science, 1974).

(3) Entendre ces gens-là parler d'avenir !...

C'EST BEAU, L'ATOME !

Il paraît que, dans les 5 réacteurs que M. Giscard vient de vendre au Shah d'Iran, il y aura, au milieu de tubes d'uranium naturel, quelques tubes d'uranium très enrichi... de l'uranium avec lequel on fabrique très facilement des bombes. Une nouvelle extension du commerce des armes !

Les Irlandais ont demandé une aide financière à la Communauté économique européenne pour construire un réacteur. D'accord, répondit-elle, mais seulement si c'est un projet international. Il faudra donc placer le réacteur à la frontière de l'Irlande (du Sud) et de l'Ulster. En plein dans une zone pour le moins « troublée » ! De beaux jours en perspective pour les sabotages, les chantages et les vols de matières fissiles !

Lu dans un rapport du C.E.A. du 5-12-73 : « Le stockage des produits de fission sous forme liquide est délicat et demande beaucoup de précautions » (N.D.L.R. : cf. les fuites de Hanford, « G.O. » n° 16, pp. 6-9). « Aussi la vitrification est une technique extrêmement intéressante, sous réserve de la tenue dans le temps des verres obtenus ». Oui « sous réserve », ce temps est de plusieurs siècles !

Un autre rapport du C.E.A. estime que, en l'an 2000, l'activité globale des déchets de l'Europe occidentale sera de 300 milliards de curies, contenus dans 1.500 m³ de produits de fission. Les quantités de plutonium produites seront environ de 200 à 300 tonnes par an. « or, il semble que les usines de retraitement dépasseront difficilement un rendement de récupération de

99,5 %. Les 0,5 % résiduels se retrouveront, en fait, dans les boues de traitement ou les déchets solides, c'est-à-dire que ceux-ci contiendront de 1 à 2 tonnes de plutonium ». Et puis il y aura le krypton 85, qui est totalement libéré au cours du retraitement des combustibles usés : en l'an 2000, il donnera une radioactivité de 1 à 2 millicuries par gramme de krypton atmosphérique. Une paille ! « Il faudra procéder à sa rétention », poursuit le rapport du C.E.A. Encore un problème à résoudre ! La liste s'accroît chaque jour !

Les gens du C.E.A. ne sont pas rassurés non plus par les transuraniens à très longue période (ce sont les corps, comme le neptunium, le plutonium, l'americium, etc., dont le nombre atomique est supérieur à 92, celui de l'uranium). « Au cas où l'on pourrait éliminer les transuraniens de ces déchets (émetteur alpha) jusqu'à un facteur convenable (N.D.L.R. : 1/1000e à 1/10.000e précise un rapport de l'O.C.D.E.), un stockage en surface dans des enceintes bétonnées pourrait convenir, bien sûr après solidification, car alors un stockage de 600 à 800 ans serait suffisant pour obtenir une décroissance complète ». Autrement dit : si nous accomplissons une performance technique de première grandeur dans l'élimination des transuraniens, alors la 25^e génération de nos descendants pourra dormir tranquille (mais pas la 17^e !).

COMMENT RIGOLER AVEC LA BOMBE ET GRACE AU CONCOURS GRACIEUX DE LA PROTECTION CIVILE

« Si nous existons, c'est que l'homme a survécu à des cataclysmes et à des bouleversements cosmiques auprès desquels une guerre atomique, même si elle est terrible, serait encore peu de chose ».

Les lignes qui précèdent et qui ont été mises, comme on dit, en exergue, ne proviennent pas d'un livre de science-fiction. Elles sont tirées de l'introduction d'une intéressante brochure : « Le Péril Atomique, Comment Survivre », qui est extraite de la Revue « Protection civile et industrielle » d'octobre 1961. C'est vieux mais c'est encore d'actualité, semble-t-il, puisque les services de la Protection civile des préfectures se sont vu distribuer ce magnifique opuscule. Inutile de vous dire que Comment Survivre (et vivre ?) ne se veut pas, a priori, un manuel humoristique. Toute dilata-tion de la rate conséquente à sa lecture ne peut donc être considérée que comme un effet indépendant de la volonté des auteurs. En fait, la bombe atomique n'est pas si dangereuse que ça ; 2. De toute façon, faites confiance à vos chefs ; 3. Et puis vous êtes Français, donc débrouillards, vous saurez bien vous en sortir tout seuls...

Tout est résumé en fin de brochure, avec un involontaire cynisme bien réjouissant : « La Protection Civile disposera des éléments d'information indispensables pour vous conseiller utilement. Gardez donc le contact avec elle par l'intermédiaire de ses chefs locaux, et conformez-vous strictement à ses instructions. Mais notez bien les conseils qu'elle vous donne ici pour le cas où ce contact serait difficile à obtenir. »

Et surtout : « Céder à l'affolement, c'est vous mettre certainement en grand péril. En toutes circonstances, gardez votre sang-froid et vous ferez déjà beaucoup pour votre salut. »

On se croirait revenu en 40, non ? A vrai dire, on se demande bien qui pourrait céder à l'affolement après avoir lu la brochure de la Protection Civile, puisque « l'arme atomique n'a plus rien de mystérieux, et les forces qu'elle met en œuvre sont maintenant connues ». Connaitre le danger, c'est déjà y échapper, s'pas ? Et la Protection s'emploie à nous aider à y échapper, en quelques lignes édifiantes. Soit quatre effets d'une explosion : souffle, thermie, radiations directes, retombées... Voilà ce que ça donne comme résultats :

Effet de Souffle : « ... ce souffle, capable de démolir un immeuble, est assez bien supporté par le corps humain... »

Effet Thermique : « ... Il (le rayonnement) est cependant très bref (moins de cinq secondes) donc pas très pénétrant, et n'importe quel écran, surtout de couleur claire, même une feuille de carton ou un tissu blanc, peut suffire, parfois, à l'arrêter ».

Effet Radioactif direct : « La nature des radiations est la même que celles des rayons X employés en médecine et que celle de certains corps fluorescents qui rendent lumineux les chiffres et les aiguilles d'une montre... (Plus loin) : « Les radiations sont arrêtées par tous les matériaux ».

Retombées : « La radioactivité diminue rapidement avec le temps ; elle est surtout redoutable pendant un jour ou deux après la retombée ». On nous prévient ensuite que contre ce danger

Les rejets d'iode par les centrales sont pratiquement ignorés en France. Pourtant, il est prévu par l'A.E.C. américaine que le lait des vaches paissant à 500 m de la centrale prévue à Beaver Valley, U.S.A., aura une dose de radioactivité de 200 millirems par an, due aux concentrations dans les chaînes alimentaires. Plus que les 170 millirems officiels ! Mais, vu les implications financières pour l'E.D.F., il y a une forte tendance, en France, à ne pas imiter les législations plus strictes de certains autres pays.

Quelqu'un qui connaît bien plusieurs centrales nucléaires nous a écrit que leur intérieur est à la pression atmosphérique. Pourtant, l'E.D.F. répète que, par mesure de sécurité, elles sont en dépression par rapport à l'extérieur. En fait, si on lit soigneusement sa brochure « Centrales nucléaires et Environnement », on s'aperçoit que cette dépression n'existe que « dans certains types de réacteurs ». Quand on vous dit qu'on est protégés !

Une rupture survenant à une tuyauterie de 10 cm de diamètre dans un réacteur pourrait être aussitôt mortelle pour les quelques centaines de gens qui se trouvent dans un rayon de 1 km. Or, on prévoit 5 ruptures de tuyauterie, — de moindre envergure, il est vrai, — dans les 30 ans de vie d'un seul réacteur. Avec des « parcs nucléaires » de 4 à 10 réacteurs, la probabilité d'une rupture majeure est fort élevée.

La protection des travailleurs des centrales est en contradiction avec celle des populations voisines. La protection des travailleurs s'exprime en « hommes-rems », qui correspondent à un certain coût (un travailleur exposé ayant droit à des soins, à des indemnités, au transfert dans un poste de travail moins dangereux...). Pour diminuer ces coûts et pour protéger ses subordonnés, le chef de centrale aura donc intérêt à rejeter vers l'extérieur le maximum de radioactivité compatible avec la législation en vigueur. On comprend donc pourquoi l'E.D.F. ne veut pas d'une législation plus restrictive, comme aux Etats-Unis.

« Si le public devait choisir entre l'énergie nucléaire et la bougie, il choisirait la bougie » (Ralph Nader, 16-8-73).

Une bonne nouvelle pour terminer. On fait voter nos voisins suisses sur des questions sérieuses. Ainsi, le 24 février, on a demandé aux citoyens de Bâle s'ils acceptaient que leur canton contribue pour une somme de 40 millions de francs suisses (environ 64 millions de NF) à la construction d'une centrale nucléaire de 920 MW. Ils ont refusé par 23.280 voix contre 12.607. Pourtant la centrale ne devait pas être installée chez eux, mais chez leurs voisins du canton de Soleure.

P. S.

« une protection efficace n'est ni impossible ni très compliquée », et on nous renvoie à un annexe dit de la Décontamination, où on apprend pour l'essentiel que : « Les poussières radioactives qui constituent la retombée sont, leur radioactivité mise à part, toutes semblables à des poussières ordinaires et l'on peut s'en débarrasser tout pareillement... Un récurage à l'eau et au savon, de préférence sous une douche, enlèvera les poussières radioactives de votre corps ». C'est comme on vous le dit : une vraie partie de plaisir. J'ai résisté à introduire dans ce beau texte les sic de rigueur et les « c'est nous qui soulignons » : le lecteur moyen les aura mis à ma place. Quant à ceux qui seraient troublés, malgré tout, par la force des arguments, on peut les renvoyer à « L'heure H a-t-elle sonné pour le monde », de Charles-Noël Martin (Grasset), on peut les pousser à se faire projeter « La Bombe », de Peters Watkins (disponible dans toutes les fédérations de ciné-club) (1), on peut leur citer ces lignes d'un témoin du bombardement d'Hiroshima, le Dr Hanaoka :

« Entre l'hôpital de la Croix-Rouge et le centre de la ville, je n'ai rien rencontré qui n'ait été totalement calciné. J'ai vu des tramways... (qui) contenaient encore leurs passagers, assis sur les banquettes par rangées de douze. Leurs corps étaient complètement noirs et calcinés. J'ai vu les grands réservoirs à eau remplis jusqu'au bord de cadavres. Ceux-ci semblaient avoir été bouillis vivants. (...) Même la piscine de l'école secondaire était remplie de cadavres. Ceux-là ont dû périr d'asphyxie alors qu'ils essayaient de s'échapper à l'incendie... Les deux bombardements d'Hiroshima et Nagasaki firent environ 100.000 morts et 200.000 blessés dans l'immédiat. Mais, aujourd'hui, trente ans après, des gens crevent encore dans les hôpitaux des suites de ces bombardements. A Hiroshima, l'explosion déclencha un ouragan de feu qui dévasta entièrement une surface de 10 km². 62.000 bâtiments sur 90.000 furent totalement détruits. Et vous connaissez la puissance de la bombe d'Hiroshima ? 50 kilotonnes. Aujourd'hui, on a des bombes de 20 mégatonnes. Si une bombe de ce calibre explosait au-dessus de New York (une supposition), il y aurait 6 millions de morts dans la seconde sur les 8 millions d'habitants. Par temps clair, l'explosion d'une telle bombe mettrait le feu aux vêtements d'un homme de trouvant à 35 kilomètres du point zéro de l'explosion. La boule de feu aurait 7 km de diamètre, et la superficie calcinée serait de 2.500 km². Lors d'une explosion expérimentale à haute altitude, on s'est aperçu que des lapins se trouvant à 560 km avaient eu la rétine brûlée. Et je ne parle pas des retombées. D'ailleurs, si vous voulez en savoir plus, lisez « La Course à la mort », de Robin Clarke (au Seuil) (2).

Ce qui précède, c'était simplement une digression afin de pouvoir retomber sur nos pieds d'un peu plus haut, en revenant à l'instructive brochure de la Protection Civile, dont voici le credo :

« Jusqu'ici, en France, presque tout ce qui a été dit ou écrit sur le péril nucléaire n'a fait qu'en souligner le caractère terrifiant, voire apocalyptique, et l'impossibilité de s'en protéger. Or, s'il est exact que le péril soit très grand, il est rigoureusement faux qu'on ne puisse s'y soustraire. Il est, au contraire, parfaitement possible de concevoir des abris invulnérables à n'importe quel engin nucléaire ou thermonucléaire.

Toutefois, ceci est impossible à réaliser à l'échelle d'une nation, pour des raisons matérielles et financières, mais des abris capables d'assurer la survie de la plus grande partie de la population, même dans le cas d'une guerre nucléaire sévère, sont réalisables et ont déjà été expérimentés.

Et surtout, nous devons savoir qu'en pareille hypothèse et même sans abri puissant, nous pouvons encore avoir des chances considérables de survie. Comment ?... Lisez ces pages, elles vous l'apprendront. »

Ces pages, comme ils disent, sont consacrées aux trois-quarts à la construction d'abris familiaux, qu'on peut se fabriquer dans son jardin, ou dans sa cave, pourvu qu'on soit un peu bricoleur et qu'on ait du matériel. Ça va de l'abri individuel à l'abri familial et même collectif : il y a les « tranchées monolithes » et les « tranchées en émergence partielle », le tout accompagné de petits croquis cotés mignons comme tout, de détails sur les assemblages de poutrelles métalliques, l'emploi du béton armé, le montage de portes étanches, les schémas pour les appareils de ventilation et de purification de l'air, le clou étant le modèle pour « abri familial amélioré, anti-retombées radioactives, type enterré et de contenance 5 personnes » qui ne paraît que légèrement plus compliqué à construire qu'une résidence secondaire type Petit Trianon. A vos pelles, à vos pioches, citoyens. L'apocalypse, nous l'attendons de pied ferme, avec notre trousse médicale de première urgence, nos provisions de trois à quinze jours de vivres en boîtes et d'eau en bouteille et, surtout, notre poste de radio alimenté par piles, qui nous permettra de recevoir les avis et consignes des autorités... C'est beau la France ! On comprend maintenant pourquoi on poursuit les expériences nucléaires à Mururoa... La guerre atomique ? Une partie de pique-nique qui, au pire, se soldera par le décès des moins débrouillards et de ceux qui n'écoutent pas la voix de papa. Oh ! et puis... peut-être bien que tout ça n'est plus d'actualité. Mais, quand même : on parle tellement, dans la G.O., de l'atome « pacifique »... Un petit coup d'œil sur celui qui ne l'est pas, ça ne peut pas faire de mal, de temps en temps.

ANDREYON.

(1) Et surtout le film documentaire « Hiroshima », interdit pendant plus de 25 ans. S'adresser au M.D.P.L.-C.E.P.

(2) Jean Piguero et Maurice André : « Livre noir sur les explosions nucléaires françaises ». C'est moins cher : 1,50 F - Apri-Crisenoy, 77 - Verneuil-l'Étang.

COMMUNIQUE

Le mouvement écologique, tenant ses assises à Montargis les 12 et 16 juin, a décidé :

- De poursuivre et renforcer son action pour donner une dimension nationale à l'ensemble de ses luttes.
- De charger le comité de coordination, issu de la candidature Dumont, d'assumer la tâche du collectif national provisoire en attendant la mise en place, la plus rapide possible, des collectifs régionaux. Ceux-ci décideront alors, de la forme définitive du collectif national, dont l'existence a été jugée indispensable à une très large majorité.

- De mettre à la disposition du collectif national provisoire un local, dont le financement sera supporté par l'ensemble des membres du mouvement écologique.

- De demander à l'Agence de Presse « Réhabilitation Ecologique » de se renforcer pour assumer l'ensemble de la circulation des informations au sein du mouvement écologique.

Le Mouvement Ecologique.

Comité de coordination : 65, boulevard Arago, 75013 Paris.
Réhabilitation Ecologique : 12, rue du Grand-Clos, 45200 Montargis.

le "mouvement écologiste" mise en question ou raison sociale

1) AMBIGUITE DU MOUVEMENT ECOLOGIQUE

B IEN des mouvements d'opposition et même des révolutions sont ambigus. Autant ils détruisent une société, autant ils régénèrent le gouvernement, l'économie, la morale, l'armée et la police. L'histoire de l'U.R.S.S. en est un bon exemple. Elle a réussi un renforcement de l'Etat et de la société russes que le régime tsariste était impuissant à réaliser. Le mouvement d'opposition à la société industrielle occidentale que l'on qualifie de « mouvement écologique » n'échappe pas à cette ambiguïté, surtout en France où il s'est manifesté tardivement à la suite des U.S.A.

D'une part, il s'agit bien d'une critique et d'une opposition au monde où nous vivons. Ses thèmes (critique de la croissance, de la production etc.) sont neufs par rapport aux thèmes traditionnels de la droite et de la vieille gauche (n'étaient-ce les œuvres de quelques isolés sans audience qui ont mis en cause la société industrielle dès avant la guerre). A ses débuts, surtout après mai 68, ce mouvement a été le fait de personnes marginales, comme Fournier, de groupes de jeunes et de quelques sociétés (Maisons paysannes de France, Nature et progrès etc.), réagissant spontanément à la pression grandissante de la croissance industrielle. Nouveauté des thèmes, marginalité, spontanéité du mouvement, ce sont là les signes d'une véritable révolution (rupture dans l'évolution) en gestation.

Mais très vite, ce mouvement est devenu l'expression de cette même société qu'il critique et entend changer. Tout intellectuel ou militant français engagé dans cette lutte ne devrait jamais oublier à quel point l'éveil de l'opinion a été une entreprise préfabriquée.

C'est en 1970, année de la protection de la nature que tout a été brusquement mis en train par la caste dirigeante. On peut parler d'un véritable « feu vert » donné cette année-là à la critique de la pollution et de la destruction de la nature. Jusque-là, aveugles au ravage qui s'étendait depuis au moins dix ans devant leurs yeux, les Français le découvrent sur l'écran de « La France défigurée ». La presse prend le relais, du Figaro au Monde, qui inaugurent la rubrique « Environnement », que confirme la création d'un ministère. Chaque grande maison d'édition ou revue a son secteur écologique.

L'« environnement » devient subitement source de notoriété et de places. Les intellectuels (qui sont de gauche comme la banque et l'industrie sont de droite), à la suite de l'Amérique représentée par Ivan Ilitch, découvrent les problèmes de la société industrielle qu'ils s'étaient obstinément refusés à se poser. Et Morin, Domenach, Dumont etc. se convertissent à l'écologie. Les technocrates, les industriels, les politiciens avec quelque retard, se montrent depuis aussi souples. En 1971, dans

« le Monde », ou un tel discours eût été impensable deux ans plus tôt, l'auteur du plan Mansholt, qui a liquidé l'agriculture et généralisé l'agrochimie en Europe, dénonce la destruction de la nature et de la qualité de la vie par la croissance. Il part en guerre contre les méfaits des pesticides et de la chimie sans se demander si son plan n'y est pas pour quelque chose. Le Club de Rome, dirigé par d'éminents industriels ou technocrates, publie son fameux rapport, et MM. J. Monod et P. Massé laissent mentionner sans protester leur appartenance à ce club de Rome. Le feedback a fonctionné, les thèmes ont changé, mais les notabilités intellectuelles ou industrielles restent en place ; l'auteur du plan Mansholt est devenu le prophète de l'écologie. Mais la multiplication des comités de défense et la crise de l'énergie n'empêchent pas la croissance de s'accélérer, et avec elle, le ravage, en dépit et à cause de l'inflation.

La rapidité avec laquelle la société industrielle a récupéré le mouvement écologique s'explique par des raisons que l'on peut ramener à deux :

1) Elle ne peut contenir quelque temps de plus à détruire la nature que si elle contrôle un peu mieux ses propres nuisances. Il est évident que si l'on ne dépollue pas les rivières, les usines s'arrêteront de tourner parce que l'eau deviendra inutilisable. Et cette dépollution est appelée à devenir la grande affaire de demain.

2) Dans la mesure où le matériel humain, notamment la jeunesse, réagit au monde invivable que lui fait la croissance, il importe de contrôler ses réactions en lui fournissant les divers placebos intellectuels qui les détournent dans l'imaginaire. C'est là que les intellectuels seront utiles.

D'où la nécessité pour le « mouvement écologique » de se méfier de son succès. Jusqu'à présent il ne participe au pouvoir que dans un domaine : le domaine intellectuel, celui de la culture, c'est-à-dire de la mode. C'est donc dans ce domaine qu'il devra se montrer le plus méfiant et le plus exigeant. Va-t-il se laisser récupérer par les divers récupérateurs industriels ou intellectuels ? L'intérêt du mouvement écologique, c'est la nouveauté de ses critiques. Il part, non d'une idée mais d'une expérience.

A partir de vieilles valeurs instinctivement vécues chez les jeunes : la liberté pour tous, inséparable de la nature, il fait la critique d'une situation concrète. C'est, nous l'avons vu, un mouvement marginal, désintéressé, animé par des non-professionnels, des provinciaux qui défendent leur terre contre les entreprises du centre, des inconnus qui, en dehors de la pesante machine des mass media s'efforcent de constituer des groupes de copains. Ces caractères, le mouvement écologique ne saurait les perdre sans disparaître dans la grande poubelle.

2) INCONVENIENTS DE LA CANDIDATURE DUMONT

Or la candidature Dumont, si elle a eu quelque intérêt du point de vue de la propagande auprès de la masse encore indifférente, risque de marquer un tournant fâcheux. En présentant un candidat à la présidence (d'ailleurs sans que les Parisiens aient consulté les provinciaux, cueillis à froid), on plaçait à la tête du mouvement écologique un président qui devenait un symbole. Or ce choix d'un candidat présidentiel imposait (d'ailleurs peut-être moins qu'on ne l'a cru), le choix d'une notabilité. Or les notables ne sont pas par hasard à ce rang. Certes, M. Dumont est un homme de gauche qui sur le tard a découvert les méfaits d'une certaine agriculture moderne dans les pays sous-développés, mais par ailleurs les problèmes de la croissance l'ont laissé indifférent ; le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'y en a aucune trace avant « L'Afrique Noire est mal partie ». Professeur à l'Institut Agronomique, citadelle où s'élabore la théologie de l'agrochimie qui est en train de détruire la nature et la campagne en France, considéré au « Monde », journal officiel de la bourgeoisie intellectuelle, il était particulièrement bien placé pour ouvrir la bouche sur ce chapitre. Il s'est contenté de le faire pour les « pays sous-développés », ce qui est autrement mieux reçu et plus payant. Comme M. Mansholt qui se proclame lui aussi socialiste, il est caractéristique de cette génération de notables intellectuels qui avaient l'autorité et qui n'en ont pas usé en leur temps. Ce n'est donc pas à nous de la lui donner.

Certes, le choix d'un notable comme symbole du mouvement comporte quelques avantages de propagande, mais aussi des inconvénients. L'on sent que M. Dumont est un converti de fraîche date ; il répète des slogans qu'il n'a pas inventés en les accommodant à la sauce gauchiste pour plaire à son public. Par ses déclarations, il réintègre auprès de l'opinion le mouvement écologique dans les catégories politiques traditionnelles, il le ramène à une écologie Mitterrand, — donc Giscard. Et puis, autre inconvénient dans un mouvement démocratique : le vedettariat. Le mouvement écologique doit revenir à ses sources. Pas d'idéologie, de slogans, de vedettes. MM. Dumont ou Mansholt peuvent adhérer, à la condition de faire leur autocritique et de rentrer dans le rang. Tant qu'à se choisir un porte-drapeau, une image de marque qui déjà devient celle du mouvement écologique, partout mieux vaut en choisir qui ne prêtent pas à la discussion. Mais le mieux, c'est qu'il n'y ait pas de porte-drapeau, même si la télé en exige un. Pas de culte de la personnalité, une direction collégiale. Pas de centralisme parisien, mais une libre fédération de comités locaux. Pour s'unir, le mouvement écologique n'a pas besoin de se chercher un prête-nom à l'Institut agronomique.

Bernard Charbonneau



l'écologie n'existe pas

L'écologie n'existe pas. Ou plutôt, elle n'existe que comme le politique, l'économique, le psychologique, le sexuel. Elle est à la fois partout et nulle part. Elle ne se définit pas par elle-même. C'est un peu comme si Giscard et Marchais se réunissaient au nom du mouvement politique, ou si Bidegain et Piaget se réunissaient au sein d'un mouvement économique. Notre vision de l'écologie est souvent différente et même contradictoire, tout simplement parce que certains réduisent leur personne à leur dernière prise de conscience, et que d'autres s'y refusent. Comment peut-on être écologiste ? Comment peut-on découper sa personne en lamelles bien distinctes dont la plus neuve s'inspire d'une prise de conscience de l'environnement ? Etes-vous là entiers, marqués par l'ensemble de vos désirs et de vos prises de conscience, ou bien n'apportez-vous que l'écologiste et le politique qu'il y a en vous ? N'y a-t-il pas contradiction à ne vouloir parler que d'écologie ou de politique, alors que la science écologique nous a montré elle-même l'importance de la relation globalité/diversité ? Je me refuse donc à me réduire à l'écologie ; et je me refuse encore plus à croire qu'il puisse exister un mouvement écologiste politique qui pourrait se définir par ces deux seuls mots.

La conscience écologique est récente en France (2-3 ans), et, en fait la nouveauté de cette prise de conscience a pu faire illusion un moment sur l'unité de ceux qui la partageaient. Se côtoyaient sans problème les marginaux qui par souci d'unité ressentaient la terre et la nature faire partie de leur vie, et les technocrates qui au nom d'une globalité (dite écologique) parlaient surtout d'économie et de politique ; la politique, c'était celle de leur pouvoir. Croyez-vous vraiment que ce soit un hasard si les travaux du MIT-Club de Rome, les déclarations de Mansholt et la conférence de Stockholm et celle sur la croissance de Giscard (il y a déjà deux ans) sont des œuvres de technocrates modernistes ? Ils ne se repentent pas, ils affinent leurs analyses. Ne les prenons pas pour des naïfs. Ils remettent en cause la croissance, non le pouvoir. Ils ont compris comme d'autres bourgeois avant eux que le pouvoir n'est plus, dans le cadre de nos sociétés, ni dans la propriété, ni dans la croissance démesurée. Ils sauront décentraliser pour mieux contrôler. Ils sauront se passer de plus-value de profit économique, s'ils savent conserver la plus-value de pouvoir.

Nous assistons depuis deux ans déjà à une lutte entre deux fractions de la bourgeoisie : l'une rétrograde qui tient à sa croissance exponentielle, à son profit économique, l'autre plus subtile qui préfère garder le pouvoir en se rendant nécessaire à chacun d'entre nous dans notre vie quotidienne (par le biais des centrales de bouffe, d'énergie nucléaire, d'énergie solaire...), et en tenant compte des contraintes bio-écologiques de l'environnement. Pour cela, les technocrates ont intérêt à nous réduire à l'écologie politique. Voulons-nous leur servir de marche-pied ? Au nom de la nouvelle religion, l'écologie unanime, ils nous feront avaler n'importe quoi. Ce ne sera plus « c'est le progrès », mais « c'est écologique ». Au nom de l'écologie, ils prendront le pouvoir, ce qui est pour le moins contradictoire. Ils imposeront, ils décideront, ils nous aliéneront de manière saine et biologique.

Je refuse cette vision unidimensionnelle, je refuse cette ambiguïté écologique. Je refuse surtout que tous les jeunes qui arrivent à cette prise de conscience soient les forces vives de la technocratie écologique. Qu'ils sachent que le pouvoir sur eux-mêmes est en jeu, et que c'est ça le centre du débat.

Soit, au nom de l'écologie, nous acceptons de nous parcelliser, de nous réduire à un militantisme classique (réunions deux heures par semaine, tracts, manifs, vocation de martyrs, structures de pouvoir acceptées) que refusent main-

tenant même les gauchistes (cf. A.P.L. Caen, le livre de Sartre, Gavi et Victor) au nom justement de l'unité entre la vie militante et le vécu et de la pluralité des fronts de lutte ; ou bien, nous vivons l'écologie comme la diversité des autres prises de conscience/désirs qui nous animent (en vertu de quoi privilégier l'écologie ?), nous vivons notre désir de prendre le pouvoir sur nous-mêmes et non sur les autres — la plus-value de pouvoir commence dans la relation parents/enfant, mec/nana —, et nous refusons que l'on nous impose quoi que ce soit, même « écologique », nous vivons une relation globale et diverse avec nous-mêmes, les autres et le monde, qui est à la fois écologique, politique, mystique, économique, psychologique, sexuelle, ethnique, esthétique, éthique... j'en oublie certainement.

La campagne et le bouquin (1) qu'elle a suscité ont énormément mis l'accent sur les pollutions, la nature défigurée — la mort —, mais peu ou pas sur les tentatives de vie alternative — l'utopie —. Ce fut un discours mortel, catastrophiste,

impliqué, sans être rejeté par les autres, ce qui n'aurait aucun sens.

Que faire ? Il est évident que l'éternelle pratique réunion-tract-manif ne peut suffire. L'autonomie des groupes nous permettra d'agir au sein de notre vécu.

Plusieurs types d'action sont possibles :

— actions symboliques : sommes-nous prêts à nous solidariser, mieux, à nous déclarer complices de ceux qui ont tenté par la force d'empêcher la construction de l'autoroute B 52 ?

— actions créatrices : prise en charge de nos besoins essentiels sous la forme de collectifs (bouffe, outillage, énergie, habitat... et toutes sortes d'autres à inventer), conçus avec une rotation des responsabilités ; ils permettent la suppression des intermédiaires. Ex. : un collectif bouffe : on peut prendre collectivement sa bouffe (même si elle est chimique) si on ne sait pas encore bouffer sain à peu de frais. De plus, bouffer sain sans cette prise en main collective est peut-être « écologique », mais en tout point réactionnaire, car cela ne remet pas en question le système de distribution du pouvoir.

— actions de dénonciations.

Chacun d'entre nous vit la remise en question du pouvoir sur un ou plusieurs fronts particuliers, mais tout en ayant conscience de la globalité dans laquelle elle s'inscrit. Nous voulons un écosystème de luttes, mais ce n'est pas pour cela que notre combat est écologique. L'écologie n'est qu'un front parmi tant d'autres, reliés entre eux, interdépendants et dont la multiplicité garantit notre équilibre. Ne prenons pas une partie pour le tout !

Avec qui lutter ? Toute action doit être une mise en cause à la fois de nous-mêmes et des structures établies dont nous sommes encore les rouages quoi qu'on en dise. Acceptons pour nous et pour les autres la notion de dynamisme des prises de conscience réagissant les unes sur les autres dans un processus dialectique qui nous empêche de nous enfermer dans un dogme ou une église.

Il ne faut pas confondre les réductionnistes — qui réduisent consciemment leur vie, l'écologie à un système pour acquiescer ou conserver le pouvoir —, et les réformistes qui ne sont pas prêts à aller jusqu'au bout, dont la vision est encore parcelaire, mais qui ne refusent pas à d'autres une vision ou un vécu plus global et le droit d'être différents. Nous vivons tous à des degrés divers en nous le duel réforme/révolution ; ne rejetons pas ceux dont la prise de conscience actuelle est celle que nous avions il y a quelques années. Si pouvoir provoquer un référendum peut empêcher la construction d'une centrale nucléaire ou la chasser (comme l'a permis la démocratie directe en Suisse) on ne peut se payer le luxe de faire l'impasse de ce type de démarche. Si, à une époque, la délégation pouvait se justifier techniquement, ce n'est absolument plus le cas. Conserver un tel système est un choix idéologique et même corporatiste de la part de la classe politique qui tient à conserver son statut/pouvoir. La démocratie directe ne peut être une fin en soi puisqu'elle s'appuie sur le principe de majorité et le vote, mais elle peut être conçue comme une phase de transition avant une récupération totale de notre pouvoir et la satisfaction de tous nos désirs.

Écologie : science des rapports entre habitants et habitat.

Sécrétons nos propres coquilles, n'acceptons plus que l'on nous enferme dans des boîtes, y compris celle étiquetée Écologie.

Yann

« non délégué », mais vivant au sein de la communauté La Bruyère et appartenant au Groupe Écologie Libertaire du Calvados.

(1) « A vous de choisir : L'écologie ou la mort », Jean-Jacques Pauvert, 1974, 15 F.

LE COLLECTIF DE BAZOCHES

Un collectif a vu le jour, qui refuse au comité de coordination la propriété exclusive du mouvement écologique, et refuse de lui servir d'alibi « marginal ».

Nous contestons le pouvoir lié à la centralisation des informations, à la permanence des individus, aux magouilles, et le rôle de « correspondant » par rapport à la presse et à l'extérieur.

Nous refusons de différencier notre vécu de notre militantisme.

Nous nous opposons à tous les aspects du capitalisme et/ou de la technocratie, y compris dans « l'écologie ».

je dirais presque biblique. « Ça arrivera, c'est écrit ». Ce langage entraîne fatalisme et passivité, et facilite la délégation de pouvoir à celui qui se présentera comme le Sauveur. Lorsque j'ai dit dans les premiers jours du Comité de Soutien que le problème du pouvoir était le point central à développer, je me suis entendu répondre : « les gens ne comprendront pas ». J'ai compris et je suis parti.

Des structures ? Il est évident qu'il ne saurait être question de structures hiérarchisées et centralisées. Si, entre nous, nous ressentons la nécessité de communiquer (non seulement au niveau des informations, mais aussi de nous-mêmes, de notre vécu), de nous soutenir face aux pouvoirs aliénants et centralisés, la seule possibilité est la rotation (des personnes, des lieux, des responsabilités, des connaissances).

— Rotation des personnes : permet d'empêcher au maximum la sécrétion du pouvoir au sein du groupe qui détiendrait les infos et qui serait ressenti par les médias comme « représentant » ; permet aussi à un grand nombre de se responsabiliser.

— Rotation du lieu : Paris perdrait ainsi son caractère de piège centralisateur qu'il est pour chacun d'entre nous.

Ne bénéficieraient de ces contacts ou aides (physiques ou juridiques) que ceux qui participent au contenu qu'ils impliquent. Plus de rapports passifs entre informateurs et informés. Il faut être conscient de ne pas favoriser ou permettre la délégation de pouvoir. Il est bien entendu que ne peut exister une règle de majorité. Chaque groupe, ponctuellement, participe ou s'associe à une action proposée parce que tel est son désir et non en vertu d'une décision majoritaire. Un groupe gardera toujours la possibilité de ne pas se sentir

LES lecteurs de la « Gueule Ouverte » sont au parfum quant à la politique « protection des sites », menée, ou plus exactement manipulée de la main gauche par un gouvernement qui, de la main droite, favorise à outrance aménageurs et promoteurs. Ils savent depuis longtemps que ce n'est qu'une couverture. Car, de scandales en scandales, force est bien de constater que la Vanoise a été, ne nous en déplaise, quand même un peu bradée, que le Parc des Pyrénées risque de se voir agrémenté d'un luna-park des neiges à Soussouéou, que la Camargue devra coexister avec le complexe industriel de Fos, en attendant de cet enfer sa fin inéluctable. Quant aux Landes, il est révélateur de considérer que le musée de la Leyre a coïncidé avec la décision d'urbaniser le plus grand site forestier de France... On se fout de nous, d'accord ! Au point que la justice commence à mettre un frein aux appétits des promoteurs de marinas. Mais jusqu'où peut bien aller la duplicité des autorités en matière de protection-destruction ? L'affaire de Saint-Paul-de-Vence en donne un exemple significatif.

M. Robert Poujade, alors ministre de la Protection de la Nature, nous invitait à la réflexion dans « le Monde » du 22-8-73 : « Le retour des vacances est une période propice pour s'interroger sur le sort des paysages. Chacun a pu constater pendant l'été que l'espace d'une année le cadre familial ou l'image gravée dans la mémoire ont subi quelques modifications parfois radicales ». Son collègue de l'industrie, Guichard répondait par anticipation dans « l'Express » : « Contrairement à ce que l'on pense généralement, une grande partie du littoral est encore libre. Même sur la Côte d'Azur : près d'un cinquième du rivage des Alpes-Maritimes est encore sauvage. Et bien plus d'ailleurs... » Ce principe affirmé, qui mettra du baume au cœur des promoteurs, quelles sont les mesures in situ appliquées concrètement pour la protection des paysages ? M. Poujade nous appelle à être vigilants : « S'intéresser seulement aux grands sites et abandonner les autres au laisser-faire serait nous condamner tous à vivre quotidiennement dans la laideur envahissante et à perdre le sens et le goût de la beauté ». Certes, tout cela est émouvant, mais le sort des grands sites inscrits à l'inventaire, puis classés, est-il si enviable ? Il existe des lieux, conclut Robert Poujade, d'une si grande beauté que nous avons le devoir de les conserver sans aucune modification ». Fin des déclarations de principes... Voyons sur le terrain l'exemple de Saint-Paul-de-Vence.

C'est en 1966, donc très tôt, que fut remise au ministère des Affaires culturelles une pétition pour la sauvegarde du site rural de Saint-Paul-de-Vence. En voici les passages significatifs :

« Dans la banlieue semi-industrielle qu'est devenue (en moins de cinq ans), la Côte d'Azur, il restait en-

core au pied de Saint-Paul-de-Vence un témoin presque intact de sa splendeur passée : la vallée du Malvan, une Provence, peut-être minuscule mais particulièrement harmonieuse, à l'alternance de pinèdes, de forêts de chênes verts et de feuillus, de champs, de prés (rarissimes à deux pas du littoral), de cultures maraichères, de vignobles bien entretenus (rare) ayant la plus que précieuse particularité d'avoir gardé jusqu'à présent la micro-intégrité propre à chacun d'eux dans leurs limites personnelles, façonnées par des siècles de logique paysanne et des millénaires de logique géologique.

La Côte d'Azur en pleine crise de banlieuisation intensive est tenue de choisir d'urgence et sans équivoque la sauvegarde d'un « Site Musée » exceptionnel. Et dont la valeur sera reconnue inestimable dans les années à venir.

Ou encore une banlieue de plus, livrée aux rêves spéculatifs et aux fantaisies à la mode du jour de l'immobilier délirant.

Qu'advient-il alors de Saint-Paul-de-Vence, quand les banlieues ca-

« (...) aujourd'hui c'est l'hallali : le monstrueux et inutile projet de voie pénétrante à travers — et de travers — cette vallée, aussi déficient quant à son implantation que de totale inutilité, a reçu un commencement d'exécution.

Et comme les choses doivent être menées rondement, vu les nombreuses oppositions que cette aberration a suscitées, on prend ses aises : on abat sans nécessité des pins parasols plus que centenaires (on tranche à vif, on bétonne tout au long d'une route ex-touristique et remarquablement belle, aujourd'hui littéralement sabotée, où se sont élevés en quelques mois d'énormes murs délicatement plaqués d'opus incertum dans le style tunnel ferroviaire fin XIXe siècle).

Mais voici que l'on s'apprête maintenant à éventrer de plein flanc (le tout relevé d'énormes remblais dus, bien sûr, à la forte déclivité) une colline, dernier paysage non encore banlieuisé face au rempart sud de Saint-Paul.

(...) Mais de fonction, cette voie

LA FARCE « PROTECTION DES SITES »

LA FIN DU PAYSAGE DE SAINT-PAUL-DE-VENTE

gnoises (sud) et vençoises (nord) auront fait leur jonction à l'ombre de ses remparts ?

Sauver la zone rurale de Saint-Paul-de-Vence est un véritable devoir... Or, ce témoin gênant doit disparaître dans peu de temps grâce à la blessure ineffaçable et mortelle que lui infligera la percée tout le long de son flanc d'une voie pénétrante de 18 à 25 mètres de large non compris les remblais et les enrochements ».

UNE VOIE TRES PENETRANTE

La pétition demandait donc le classement de la vallée du Malvan destinée à être un « musée rural provençal vivant ». Oser réclamer que l'on veuille bien soustraire une parcelle de Côte d'Azur au trafic immobilier, voilà qui dérangeait trop d'intérêts. On nous le fit bien voir. Les édiles municipaux s'y opposèrent violemment. Et la réponse des autorités se manifesta aussitôt dans les faits. La frange littorale des Alpes-Maritimes étant saturée, le pillage de l'arrière-pays commença. Les défenseurs de la nature s'en ouvrirent dans une lettre ouverte au ministre :

pénétrante n'en a guère dans son tracé actuel qui ne fait que doubler trois routes déjà existantes pour déboucher, après un long étranglement, dans un cul-de-sac. Car ce projet date de l'euphorique période — il y a environ cinq ans — où les promoteurs, débordants de bonne volonté et de rêves grandioses, avaient décidé de « valoriser » l'arrière-pays azurien. Or, depuis — après que quelques ravissants blocs de béton, fort touristiques et judicieusement éparpillés en pleine campagne pour tâter la clientèle, se fussent retrouvés : certains en faille, la plupart non terminés et la majeure partie vides, à cause du peu d'empressement des vieillards escomptés (pourtant habilement conditionnés) et inlassablement relancés à venir acheter leur portion de columbarium en plein champs ou bois — le reflux de la colonisation immobilière s'est fait à nouveau sur le bord de mer, où, dans un inextricable embrouillamini de banlieue semi-industrielle, quelques prospecteurs encore et résolument optimistes construisent d'adorables Marina-usines, le tout dernier gadget architectural du moment.

Ainsi donc l'arrière-pays vençois s'est montré indigne de la mortelle valorisation qu'on lui avait choisie et du même coup sa superbe voie pénétrante totalement inutile, ce qui

ne l'empêchera pas néanmoins de sabrer imperturbablement du haut de ses remblais : les derniers prés, les derniers vignobles à flanc de coteau, la dernière pinède où serpente la dernière vraie route sous sa voûte de feuillage (elle sera coupée et écrasée sous un remblai de X mètres de déblais) tout ce microcosme qui formait naguère un Musée de Provence entourant par quel merveilleux hasard Saint-Paul-de-Vence à quelques pas du sordide champ de bataille que se trouve être la Côte d'Azur à Cagnes-sur-Mer. Pourtant il était permis d'espérer qu'après avoir laissé saccager le patrimoine touristique — bien national — que représentait la Côte d'Azur à l'orée du Marché commun, l'administration aurait eu à cœur de favoriser un simple geste de sauvegarde (etc.) ».

La réponse de l'administration se fit attendre. On découvrit cependant dans la presse locale que la raison d'être de la pénétrante, une des raisons, était « l'urbanisation » d'un des derniers sites intacts de Saint-Paul. En effet, nous venons d'apprendre qu'une société anglaise de valorisation-promotion s'apprêtait à construire 6.000 à 9.000 résidences folkloriques secondaires en pleine montagne vierge juste au-dessus de Vence. Mais on décorera en béton néo-provençal et ainsi le site sera parfaitement sauvegardé. Les Anglais ne feront en la circonstance que tirer les seconds : il y a belle lurette que les amateurs fortunés des lieux transformaient leurs fermettes en villas néo-provençales au mépris de toutes les pétitions et demandes de classement du coin.

L'ANTI-CIVILISATION RURALE

D'ailleurs, s'il restait un doute, non pas sur la mauvaise volonté des autorités en matière de protection des sites, mais sur leur volonté délibérée d'organiser la destruction-urbanisation de la nature-campagne, celle-ci serait-elle parmi les plus « protégées », voici ce qu'il est advenu de la zone d'aspect protégé au pied de Saint-Paul-de-Vence. Ici, l'administration, non contente d'avoir distribué ses permis de construire en progression géométrique, piétina les décrets d'urbanisme en vigueur, les règlements de voirie, etc. Ce n'était pas la banlieue parisienne, mais la zone. Ces délicates pâtisseries étaient construites dans le but éminentement social d'être revendues comme résidences secondaires aux nordistes naïfs. Et le tout, à l'intérieur de « périmètre d'aspect protégé ». Pour couronner ce cimetière à résidences, le maire décidait d'éventrer la colline elle-même, zone non-aedificandi, pour en faire un terrain de football. Un mur de béton, mieux d'opus incertum, permettra de sauver la beauté du site. La plainte, une de plus, des défenseurs de la nature, dont je vous épargne les longs démêlés avec la justice, fut classée...

Ainsi va « la protection des sites » sur la Côte d'Azur.

Ainsi va partout l'anti-civilisation



1) l'ancienne route touristique à St-Paul-de-Vence en 1968.



2) la nouvelle pénétrante : ce mur de plusieurs kilomètres de long, les Saint-Paulois l'ont baptisé « mur de la honte ».



3) Au pied de St-Paul : le musée des horreurs prend forme.

rurale. Ici, un peu plus outrageusement qu'ailleurs ou peut-être, simplement, d'une manière moins sournoisement manigancée.

Certes, cela est dur, mais il nous faut admettre l'évidence prouvée par ces faits : aménagement ou protection ne sont que les deux profils d'un même visage : l'accaparement de l'essence agreste, la par le pouvoir urbain. Et la campagne colonisée de la campagne-nature devient champ d'épandage à l'usage des industriels, champ de macœuvres pour leur machinerie. Car le développement actuel se nourrit de al terre. C'est elle que l'on bétonne afin de consommer ciment, briques, fer et les innombrables gadgets des garden-centers.

Et tout cet énorme gâchis pour faire quoi, sinon d'énormes bénéfices ? Notre expansion engraisse de ce meurtre écologique. Mais ici, au sud, les milieux d'affaires ne vivent que de ça. Il leur faut donc rogner l'un après l'autre les paysages qui faisaient la Provence pour urbaniser, encore urbaniser, urbaniser sans cesse. La mafia de l'aménagement-construction nous a condamnés à dévorer notre pays, site après site, campagnes après plages et montagnes. Aucune volonté, aucun scandale ne sera assez fort pour lui faire lâcher prise. Seulement ici c'est son fief, elle y est omnipotente, aussi n'exige-t-elle pas, comme ailleurs, le couvert hypocrite d'une légalité complaisante.

Qu'importe, partout en France, protection de la nature et sauvegarde des paysages ne sont que mystifications.

Le parti en est pris, irrévocablement, l'aménagement-urbanisation de l'espace a été planifié. Tout le reste n'est que tromperies et beaux discours. La farce protection est un leurre, le pieux mensonge au pays condamnés.

Depuis longtemps déjà nous sommes grugés, bafoués...

Maurice Bardet

(Association de sauvegarde du site de Saint-Paul-de-Vence).

LA FIN DU PAYSAGE

C'est le titre d'un livre-clé de Maurice Bardet, à lire de toute urgence (Éditions Anthropos, 15, avenue du Maine, Paris-15e). Maurice Bardet, par un extraordinaire montage juxtaposant des centaines de photos des paysages, les pays-visages, ancestraux et des assassinats qui y sont perpétrés. Bernard Charbonneau, dans les préfaces des quatre parties, nous montre la logique planifiée du cancer industriel qui nous mène à la banlieue totale, par le pouvoir total. Tous deux, par la logique de l'absurde, nous font prendre conscience de la nécessité vitale de la campagne, cette nature que sait créer et conserver le paysan, l'homme qui vit au pays (1)...

Régis Pluchet

(1) L'affaire de St-Paul-de-Vence et celle du parc du Mercantour seront évoquées lors des « Journées environnement » de St-Paul, à la mi-juillet, au pied du « mur de la honte ». Expos photos, films, musique, bouffe, etc.

UNE SOCIÉTÉ SANS BLOUSES BLANCHES

(Suite et à suivre...)

DÉPUIS un certain temps déjà la médecine est remise en question. Le mur qui sépare la maladie de la santé n'a plus cette belle évidence d'autrefois : l'intrication du normal et du pathologique vient compliquer les choses tant et si bien que l'idée du droit à la santé s'est vue doublée de l'idée du droit à la maladie. Le décodage de la maladie comme langage

dessins pour nous comprendre, après la réunion avec Illich.

TK est un acte : pour l'essentiel ce n'est pas un journal d'analyse et de critique de la médecine mais un journal qui découle d'une telle analyse semblable à celle d'Illich, un journal qui fait intervenir les gens non porteurs du savoir (et du pouvoir), dans le champ de la santé, dans le domaine de la médecine qui n'est plus désormais le domaine des médecins.

Le problème urgent est d'avoir une politique offensive et non défensive dans le domaine de la médecine : sortir du champ clos de la maladie telle qu'on l'apprend dans les livres pour aller là où elle prend ses racines, là où elle naît d'une famille fermée, d'une sexualité refoulée, d'une école castratrice et standardisante, d'une usine polluante, des cadences de travail, des radiations des centrales, du système du crédit, etc., là où chacun a la santé, pour mettre le doigt sur tout ce qui rend malade physiquement ou psychologiquement. Et intervenir là : c'est là d'ailleurs qu'intervient depuis pas mal de temps « la Gueule Ouverte », mais notre objectif est d'élargir le champ.

Certes, il nous importe de démarquer la

le médecin n'est pas seulement cet « horrible-méchant-flic-plein-de-sous » qu'une littérature à bon marché idéologique stigmatise, ce serait trop simple, le médecin est aussi, peut être surtout, ce que les utilisateurs lui demandent d'être et on ne voit pas très bien pourquoi il n'en profiterait pas et pourquoi il demanderait que le système soit changé.

Ainsi l'objectif doit être de briser ce cercle vicieux : la demande (malade) détermine la réponse (médecin) qui en retour détermine la forme de la demande, etc. L'expérience que nous voulons faire avec TK est celle d'un journal des gens qui parlent de leur vie (individuelle ou collective : M.L.A.C., école, saturnisme à Penmarroch, etc.) et qui entendent déterminer une autre réponse : prise en charge des gens par eux-mêmes au niveau de leur corps et de son environnement, détermination des distorsions insupportables de ce qu'ils vivent actuellement, détermination sur le lieu de leur vie, des conditions de leur vie. Pour intéressante et importante qu'elle soit, l'intervention des spécialistes (médecins) apparaît secondaire dans cette affaire. Ça a l'air facile comme ça, mais en fait il n'y a pas d'illusion à se faire : notre projet



de l'indiscrète, de l'impossible, de la révolte désespérée, pose le problème d'une autre médecine, différente par l'ambition de ses réponses (prévenir plutôt que guérir, guérir et non pas soigner), différente par son champ d'intervention et le nombre des participants.

La remise en question de la médecine n'est pas seulement théorique. Elle se traduit désormais par des actes : S.P.K. de Heidelberg, sex-tract de Corbeil et Belfort, M.L.A.C., lutte contre Securex (organisme patronal de contrôle de l'absentéisme), etc.

Tankonalasanté (1) est un acte, ou au moins voudrait l'être ; c'est pour cela que j'ai envie d'en parler aux lecteurs de « la Gueule Ouverte ». « La Gueule Ouverte » aussi d'ailleurs, et je vais y revenir, mais en tout cas c'est bien pour ça qu'on s'est retrouvé l'autre soir au bistrot et que nous n'avons pas eu à nous faire beaucoup de

supercherie du cabinet médical : cul de sac de notre mal à vivre. Mais s'il s'agit de montrer aux malades comme aux médecins l'impuissance fondamentale du médecin devant le phénomène « maladie », il s'agit surtout de le montrer dans la vie pratique en faisant éclater « le secret médical » et l'hypocrisie qu'il recèle (masquer sous un discours « humain » et « individuel » le caractère social de la maladie).

Pour cela il devient urgent de permettre pratiquement l'entrée des utilisateurs de la médecine dans le champ de la pratique médicale afin de court-circuiter la relation duelle (médecin-malade), de lui enlever son caractère unilatéral (sujet-objet) et de permettre une prise de conscience collective et une lutte contre les grands fléaux (atome, école, usine, famille, etc.). Mais comment ?

Car ceci n'est pas forcément le désir de la plupart des utilisateurs de la médecine :

consiste vraiment à renverser la vapeur. Et c'est là que, chez Illich comme dans notre entreprise, il y a comme une faiblesse théorique, quelque chose d'un peu idéaliste, volontariste, désespéré. Ça ne coule pas de source, ça dépasse un peu les possibilités de nos structures mentales. Ce n'est pas a priori « raisonnable ». Pourtant la création récente d'un « ministère de la qualité de la vie » montre que l'idée imprègne fortement l'air puisque le pouvoir essaie de la récupérer. De même la création, récente aussi, d'un mouvement médical contre la pollution (inutile pour les lecteurs de la « G. O. » de nous expliquer sur le sens de ces récupérations et le risque qu'elles font courir à la qualité de la vie et à la santé)...

Cela dit, pour y arriver il nous faudrait un sacré souffle !

J. Carpentier

(1) TANKONALASANTÉ (TK), mensuel, Editions Solin, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris. Abonnement : 30 F.

LA CHASSE EN FRANCE

Des copains d'Hérimoncourt ont gueulé au sujet de mon dernier papier. Ils trouvent idiot d'associer les chasseurs à l'utilisation de la forêt.

J'avais compté faire un article là-dessus et je suis donc pris d'avance. Pour parler de la chasse, il faut remonter très loin dans le temps et dans l'homme.

Je pense que l'homme, comme le cochon, est un omnivore. Nous avons tous des canines. Tuer a cependant été difficile : le chasseur primitif s'excuse auprès de l'animal tué. Le petit paysan-éleveur tue avec regret pour gérer son cheptel en fonction de la surface dont il dispose. Le chasseur primitif ne surexploite pas le gibier car il sait que l'année d'après, il risque de crever de faim ou de décamper très loin dans un milieu inconnu. Pour chasser, il lui faut très bien connaître le terrain. La chasse ne se fait jamais au hasard, si on en vit. Le citadin moderne par contre, a horreur du sang et ne tue pas, mais il fait tuer. Il bouffe de la viande, et paie le tueur d'abattoir qui se « fait » ses 40 vaches ou ses 100 cochons tous les matins, et le paysan industriel qui torture la vie pour satisfaire le client. Le responsable en reste le citadin. On voit les villes pomper le sang des campagnes et on entend les petits politicards vous expliquer que le pain sur la table, c'est le travail du paysan, du meunier, du boulanger, etc. C'est faux, l'homme n'est pas si détaché que cela du reste des choses. Mon pain sur la table, c'est aussi le travail des buses, des campagnols, des sauterelles, des bactéries, des vers, etc. C'est la forêt et le marais détruits, remplacés par l'agriculture.

En écologie il faut tuer pour vivre, et tuer, c'est faire vivre.

La mort des autres, c'est nous qui la vivons, dit S. de Beauvoir. Tant que les hérons tuent des poissons, il y a du poisson, car les hérons comme tous les prédateurs, sont en même temps les vétérinaires de leurs proies. Quand il y a du héron, il y a du poisson ; quand il y a du poisson, il y a du héron. Les pigeons des villes, sans prédateurs, n'ont jamais été aussi abondants et jamais si près de leur fin. Il suffit d'un petit virus. Pour l'homme, c'est pareil. Il y a des systèmes de régulation des populations animales. Des systèmes externes à l'espèce : les sociétés. L'homme a perdu le contrôle de sa croissance. Cette surabondance humaine nuit évidemment à certaines espèces animales. Mais doit-il pour cela, ne plus être prédateur ?

2.400.000 permis délivrés en 1973. 800 francs dépensés par chasseur pour chasser. Les chasseurs sont un état dans l'état, une puissance de fric énorme. M. Clément, président des chasseurs des départements de l'est de la France, nous a répondu à la dernière A.G. des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, que nous, « protectionnistes de la nature, on n'avait pas le droit à la parole, car nous n'avons pas de fric » (sic). En dehors de cela, ces tueurs en liberté sont-ils tous condamnables ? Je dirais à 98 %. Car j'ai connu et je connais des chasseurs valables. Ici, dans l'est, il y a des chasses où l'on tue 200 lièvres en une seule fois. Sans lâcher de lièvres. Une fois par an. Et tous les ans. Sans tuer les renards car « c'est le vétérinaire de la chasse » (resic). Et chez tous ces gens-là, on bouffe de bons lièvres. J'aime me balader chez eux, car non seulement il y a des lièvres, mais aussi des renards, des vautours, des buses, des fouines, etc.

La photo de Pompidou devant un tableau de 30 sangliers dans un des derniers numéros de « Charlie Hebdo » me laisse sceptique. Elle ne veut rien dire. Si ces sangliers ont été tués dans un parc d'élevage en semi-liberté, c'est de la boucherie en plein air sur élevage extensif. Qu'on n'appelle pas cela de la chasse. Si ces sangliers ont été tués dans une forêt ouverte, par battue annuelle, tout ce qu'on peut reprocher aux chasseurs en question c'est qu'ils seront les seuls à en bouffer et que ce n'est pas très démocratique. Un tableau de 40 sangliers ne m'effraie pas, car le sanglier se multiplie par deux chaque année et ici en forêt de Haye, comme ailleurs, les chasseurs font tous les ans de bons tableaux. Ils n'épuisent donc pas la population de sangliers. Avant la révolution, en 1887, 1888 en Meurthe-et-Moselle, il y a eu des famines terribles car les gros gibiers avaient bouffé toutes les cultures, de sorte qu'à la révolution, les paysans ont tout tué. Actuellement, en Lorraine, les paysans gueulent car les sangliers bouffent tout, y compris le maïs, ce qui est normal. On n'a pas le choix. C'est eux ou c'est nous. A moins de remettre des ours, des loups, des lynx. Trois ours ont été dernièrement lâchés dans les Vosges. On verra ce que cela donne. Quarante oursons ont été écrasés par les bagnoles en Italie. Les gros sangliers n'ont pas de prédateurs et les trois prédateurs cités auront du mal à vivre partout en France.

Je crois qu'on ne peut pas s'empêcher de gueuler de voir des bêtes tuées car on n'en a plus l'habitude. Qui a visité un abattoir ? J'y vais souvent et c'est dur à supporter. Comme quand je tue des rats blancs pour nourrir les buses et les renards. Et pourtant, je ne trouve rien de plus con que de tuer un rat pour une dissection. Quand je vois des chasseurs qui ont tué 3, 4 chevreuils, j'ai du mal à ne pas gueuler. Je leur demande combien ils en tuent par an ; généralement, c'est les mêmes chiffres, quoique ici, il y ait une diminution sérieuse due au broyage des chevrillards par les faucheuses rotatives, le ramassage des chevrillards par les citadins, le braconnage industriel, les routes, les plans de tir très durs, décidés par les forestiers entre autres. Cependant, quoique non-chasseur, je comprends qu'on tue des chevreuils. Je ne le ferais pas. Je ne comprends pas cependant qu'on les massacre aux chevrotines, maintenant interdites. Je ne comprends pas que celui qui tue, tue parfois si mal par manque d'entraînement au tir, par négligence, par méconnaissance du gibier et de sa gestion, etc.

Quand les chasseurs prétendent faire de la protection de la nature ou aimer les animaux, c'est simplement ridicule. On peut être chauffeur routier et ne pas aimer les camions. Généralement les routiers n'aiment pas plus que cela leur camion, sinon par déviation. Dans les rapports gibier-chasseur, je pense que c'est de même. L'intérêt que porte le chasseur au gibier n'a rien à voir avec de l'affection. La chasse n'est pas un roman-d'amour-feuilleton, c'est une simple activité agricole. Le citadin qui a commencé un élevage de lapins, les tue d'abord avec regret, puis avec justesse. Le paysan, quand il n'est pas lui-même forcé comme une laitue, tue toujours avec justesse. Bien sûr, il est facile de déguiser un sadisme latent sous une apparente justesse. C'est la chasse pour rien. Car la chasse est un acte global qui commence par le choix de l'arme (furet, fusil, faucon, chiens, chevaux) et finit par la bouffe ou le vêtement. De même, le cheval était un outil vivant de travail ; on en a fait un outil de snobinard ou un outil de guerre. N'empêche qu'aujourd'hui on peut se servir d'un cheval comme d'un chien, d'un fusil ou d'un épervier sans être un snobinard. J'ai toujours aimé ces paysans de Vendée qui couraient le lièvre à pied (avec des chiens). On peut les snober. Aujourd'hui, il reste des chasseurs vrais et beaucoup de sadiques déguisés en snobs.

Je me souviens de mon oncle qui partait à dix heures le dimanche matin pendant la grand-messe, faire tranquillement le tour de ses champs, qui demandait à sa femme combien ils seraient à table le lundi, et revenait à midi avec un lièvre ou des perdreaux, parfois un extra. Ceci depuis des années car il gérait son gibier comme ses vaches et quand un lièvre manquait, il le voyait vite. Aujourd'hui, il ne chasse plus car il n'y a plus de gibier ; ce n'est ni lui, ni ses copains qui l'ont tué directement. C'est le remembrement, les pesticides, les fongicides, les routes, etc. Peut-être, certains peuvent-ils encore chasser avec justesse, on en voit ici dans les forêts de l'Est, mais les autres sont des tueurs qui récupèrent au fusil le gibier d'élevage lâché la veille ou six mois avant. Tueur est pris ici dans son sens de tueur d'abattoir ou de malade mental par sadisme.

J.-J. Marcquart,
Zoo de Haye.

ET UNE MENACE DE PROCES, UNE ! C'EST LA GLOIRE.

Sarrebourg, le 24 mai 1974

de : M. Paul Pierre
Auberge du Zoo
57400 Sarrebourg

à : « La Gueule Ouverte »
Editions du Square
10, rue des Trois-Portes
75005 Paris

Messieurs,

Ayant appris par ma clientèle qu'un article particulièrement injurieux et diffamatoire me concernant a paru dans votre journal « La Gueule Ouverte » n° 19 du mois de mai 1974, page 5, signé J.-J. Marcquart, je me permets par la présente d'exercer mon droit de réponse.

J'espère que la présente sera publiée intégralement dans votre journal, faute de quoi je me verrai contraint de déposer une plainte en diffamation à votre encontre, mon honorabilité, ma réputation ainsi que celle de mes collaborateurs étant mises en cause.

Outre l'inexactitude manifeste des faits mentionnés, il va de soi que les dernières lignes de votre article constituent une véritable injure à mon encontre.

Il vous faudra convenir pour le moins que mon honneur est en jeu.

Dans ces conditions, je vous fais savoir à toute fin utile :

1° Qu'aucun ours n'a jamais été exhibé chez moi dans un ancien lavoir, qu'au contraire deux ours (que j'ai d'ailleurs achetés fort cher) se trouvent dans une cage appropriée et parfaitement entretenue.

2° Que je n'ai jamais acheté, ni reçu de bêtes de M. Jean Richard, en provenance de son zoo ; qu'en effet je n'ai rencontré qu'une seule fois M. Jean Richard lorsque je suis allé visiter son zoo d'Emmanoville, en qualité de simple curieux, passionné des animaux que je suis ; qu'aucune relation d'affaires ou d'amitié n'a suivi cette entrevue ;

que ce dernier pourrait d'ailleurs vous le confirmer s'il le juge utile, puisque je lui transmets ce jour copie de la présente.

3° Que je n'ai jamais tenu d'hôtel ;

que depuis de nombreuses années, le camping municipal attenant à mon établissement n'existe plus.

4° Quant à la qualification du terme « bordel de garnison » particulièrement injurieuse, mes concitoyens de la bonne ville de Sarrebourg ainsi que des environs connaissent la parfaite honorabilité et réputation de mon établissement.

J'ajoute que de nombreux écoliers accompagnés de leurs maîtres viennent souvent visiter mon zoo et en repartent enchantés.

5° Qu'enfin, votre rédacteur m'accusant d'être guérisseur, je puis vous assurer que je ne fais pas partie de ceux qui guérissent par imposition des mains, je ne suis que restaurateur.

Veillez agréer, Messieurs, mes salutations.

Signé : M. Pierre.

N.D.L.R. : Notre ami Marcquart nous avait écrit une grande page de réponse ironique à cet honorable restaurateur... Bof ! Ce genre de personne, le mieux, c'est de ne pas trop en parler. Aller obtempérer et on laisse tomber.

ANTI-MILITARISTES

Monsieur le ministre des Armées,
Nous vous faisons part de notre décision de vous demander le statut d'objecteur de conscience pour raisons écologiques.

— Nous critiquons l'impact de l'armée sur l'environnement et sur la vie des habitants de la terre. En exemple, nous citerons la déclaration de M. Olaf Palme, Premier ministre de Suède : « les dégâts considérables causés par les bombardements intensifs, sans discernement, par l'utilisation à grande échelle des bulldozers et des herbicides, sont une violation souvent appelée écocide, qui doit absolument attirer l'attention du monde entier (...) Nous avons l'impression que l'utilisation de ces méthodes est intimement liée à une résistance passive à ce qu'on en parle. » (Stockholm 1972, conf. des Nations Unies sur l'Environnement).

— Nous pensons, comme Paul et Anne Ehrlich, que « les activités des nations développées qui, partout sur le globe, polluent et dégradent les ressources naturelles, posent plus de problèmes encore que leurs déséquilibres internes. Le vaisseau spatial Terre est aujourd'hui complet et même surchargé, et commence à se trouver à court de vivres. Et pourtant, les passagers de première classe sont en train d'y démolir, à leur insu, les mécanismes d'entretien de la vie déjà surmenés. La centrale de production de vivres est sabotée. Le circuit d'entretien de l'atmosphère est débranché et la thermorégulation manipulée à tort et à travers. Les privilégiés, dans leurs quelques cabines de première classe, ont fabriqué et stocké des bombes thermonucléaires, des gaz asphyxiants et des super-microbes pour les utiliser le cas échéant contre d'autres privilégiés, dans une de leurs batailles favorites pour les ressources de plus en plus rares, voire contre les masses humaines de l'entrepoint, qui s'impatientent de leur faiblesse. » (Population, Ressources, Environnement; Fayard, 1972).

— Enfin, nous repons la question posée par le délégué indien à Stockholm (Conf. des Nations Unies sur l'Environnement) : « Existe-t-il un projet écologique qui puisse survivre à une guerre ? ».

Pour ces raisons, nous refusons de nous mettre au service de l'armée et nous préférons nous mettre au service de la survie de la terre.

Patrick Peroud et Paul Sigogneau
c/o Mouvement Ecologique, Cité Fleurie, 65 bd Arago 75013 Paris.

COMMUNIQUE DU G.I.T. MONTPELLIER

Nous affirmons l'existence d'un groupe d'insoumission totale à Montpellier. Nous proposons aux gens en rupture avec le vieux monde de se réunir, s'organiser afin de ne plus être soumis aux structures autoritaires de la société. Nous n'entendons pas nous limiter à une lutte spécialisée; notre refus de l'armée n'est qu'un acte spectaculaire de notre refus de la survie. Nous refusons d'être restreints à l'anti-militarisme. Nous affirmons que la seule façon d'englober les luttes pouvant amener l'émancipation de l'individu et de sa collectivité, tout en évitant le piège du militantisme, est de vivre et de construire les situations qui permettront notre libre expression. Nous appelons donc les libertaires, au sens large (ne pas confondre avec libéraux) à s'exprimer et dès à présent à construire le « nouveau monde ». Il est évident que nous ne renonçons pas à notre lutte contre l'armée, évident aussi que nous entendons créer entre nous des relations autres que banalisées (militantes comprises).

(Ne pas mentionner « G.I.T. »)

Contact : B. Varmanot, B.P. 2100, Montpellier - Préfecture, 34025 Montpellier - Cedex.

Alain Nano, 21 ans, domicilié à Pes-sac (33); vient de terminer un stage de Formation Professionnelle pour Adultes de charpentier; le 22 mars 73 il demande le statut des objecteurs de conscience qui lui est refusé. Arrêté le 13 mai 74 pour insoumission, il est amené par les gendarmes du camp de Souge (33); là il fait la grève de la faim. Depuis le 30 mai il est transféré à la maison d'arrêt de Gragnan.
Lui écrire : Alain Nano, objecteur, Maison d'arrêt, Gragnan (33).

DEFOLIANT « PACIFIQUE »

Dans un village de la Côte-d'Or, le hameau de Thoureau, vit une famille dans une maison perdue dans les bois. Or les bois alentours appartiennent à un baron bavarois qui pour avoir encore plus de profit, a décidé de faire le commerce de sapins de Noël (les forêts étant protégées en Allemagne). Or, pour que ce commerce soit le plus rentable possible, il fallait éliminer les autres, à feuilles caduques. Ce baron a donc fait asperger par hélicoptère, sur 600 ha de bois, un défoliant très puissant. Ce qui est grave, c'est que ce défoliant bousille tout sur son passage. Ce défoliant, c'est de la récupération du Viet-Nam, les Américains ne s'en servant plus. Il y a trois sortes de défoliants dans le monde aussi dangereux les uns par les autres. Sa formule est 2-4-5-T. Après renseignements, il apparaît que ce défoliant agit bien sur la flore (ne laissant intacts que les pins, épicéas), mais aussi sur la faune, mais encore pis, sur les humains, pouvant provoquer avortements ou naissance de monstres. Les eaux vont également être polluées car le sol étant très calcaire, le produit va pouvoir s'infiltrer partout.

Le premier passage par hélicoptère a été fait en août dernier et maintenant au prochain mois d'août il doit y avoir une nouvelle aspersion de défoliant afin de tuer tous les éventuels rejets. Les habitants de la forêt ont frappé à toutes les portes. En vain, personne, au niveau départemental et même au niveau national, n'avait connaissance de ça. Ce qui est un comble, dans la mesure où l'emploi du défoliant est interdit en France. Et pour qu'un hélicoptère décolle, il doit bien falloir des autorisations! Une association de protection de la nature au niveau régional (Copronat) va essayer de faire quelque chose pour éviter le pire. Il faut à tout prix éviter un nouveau passage de l'hélicoptère sur les 600 ha de bois.

Appel à tous! Groupes, associations, individus qui peuvent nous aider!
Annie et Yvan Chazottes, Planay, 21500 Montbard.

GROUPES

Le comité antinucléaire de Paris édite une affiche pour expos, débats : « La France à la sauce nucléaire », carte de France des installations nucléaires en fonctionnement ou en projet, avec mini-exposé des dangers. 1 F. + port, la pièce. Envoi en nombre, nous écrire : Comité Antinucléaire de Paris, 15, rue du Commerce, 75015 Paris. Le comité cherche militants actifs. Réunions tous les jeudis à 18 h 30.

Hauts-de-Seine. Joëlle Legemble, 9, rue du Bor; Air, 92350 Plessis-Robinson, cherche les écologistes de la région pour échanges d'informations et actions.

Groupes Ecologie Libertaire du Calvados. Région de Caen : G.E.L. La Gravidère Cedex 7, Anguerny 14610 Thaon. Région de Lisieux : G.E.L. La Bruyère-

Lessard et Le Chêne, 14140 St-Julien-le-Faucou.
Réunions tous les mardi soir au local de Caen.
Un comité écologique se forme à **Boulogne-Billancourt.** Contact Lorenzo Horvat, 5, rue de l'Ancienne-Mairie, 92200 Boulogne.
Groupe jeune cherche dans **Roubaix-Tourcoing** toutes aides pour soutenir un petit mouvement de recherches et actions écologiques.
Philippe Vandellannoite, *173, Bd de Strasbourg, 59100 Roubaix.

L'ABATTAGE DE CENT TILLEULS ARGENTES A LILLE

La place de la République se situe au cœur de la ville. C'est le dernier îlot de verdure qu'on puisse trouver au centre de Lille.



Manif à Lille : « Un pas de côté ».

Une action.

Sans crier gare, la municipalité fait arracher les arbustes et les massifs de la place de la République. Suite à cette opération éclair : un article de la presse locale annonce en la déplo- rant, la construction d'un parking. Emotion du quartier. Campagne de pétitions organisée par les Amis de la Terre de Lille. Vif succès. Le samedi 20 avril (dix jours après le début de toute cette affaire), pique-nique de protestation sur la place avec jardinage (voir photo), musique, coin pour les enfants, etc. En moins de cinq minutes, les flics interviennent brutalement. Résultat : alors que la fusion (français « moyens » et marginaux) s'était faite facilement, l'intervention policière l'a rompu. Les braves gens rentrent chez eux, restent les cheveux. Dans les semaines qui suivent, on constitue un dossier pour la justice, on multiplie les contacts. Le 8 mai : pose de la première pierre du parking. Il y a plus de flics que de contestataires. Notre vive protestation est sans écho. Le maire se moque des 6 000 signatures que nous avons recueillies.
Suite ad prochain numéro...

Réflexions sur cette action.

— Le thème de la sauvegarde des arbres est intéressant dans la mesure où c'est un sujet qui touche le cadre quotidien de la vie des gens. Ceux-ci, directement agressés, peuvent faire le pas vers une réflexion plus large : ici, l'asservissement de la ville (donc du citoyen) à la bagnole (donc au fric).
— Les élus locaux (« socialistes » à Lille) sont voués au capital. En effet,

une concession de la place a été faite pour 30 ans à une société privée. Elle aura le temps de faire du fric! Par contre, les travaux de réaménagement de la place, une fois le parking souterrain payant terminé, incombent à la municipalité, aux Lillois. Nous payerons pour la construction d'un parking payant!

— Le bon bourgeois, français moyen, homme de la rue, trouve révoltant le fait qu'on se fasse tabasser si facilement par les flics. Seulement sa conclusion est particulièrement décevante : la contestation doit être l'affaire des jeunes. Ainsi nous devenons les spécialistes de la contestation et du tabassage. N'est-ce pas là le but (atteint) des interventions policières? C'est grave.

— Discussion dans le car des flics après leur intervention : « On est pour les arbres mais on nous dit de cogner, on le fait. Faut bien gagner sa croûte ».

En guise de conclusion : Ne sommes-

nous pas en train de nous enfoncer dans le ghetto de la contestation? Tout le monde compte sur nous pour protester : le flic cloué par son salaire, le bourgeois cloué par sa respectabilité, l' élu local cloué par le capital. Si on s'écrasait un peu, tous ces gens ne prendraient-ils pas leur sort en main?

Un ami de la Terre, désabusé. 51, rue de Gand, 59000 Lille.

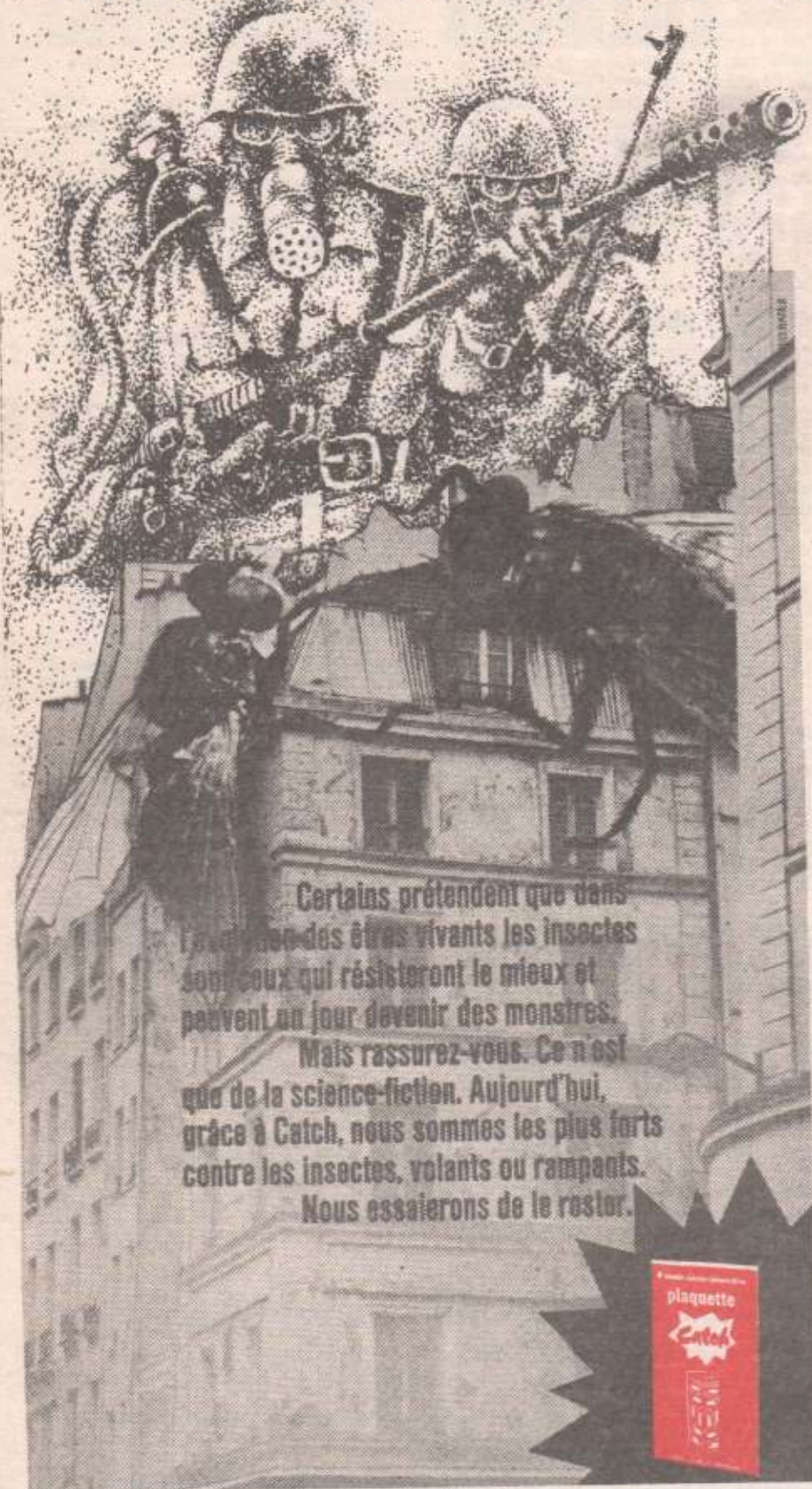
COMMUNAUTES ACCUEILLEN ENFANTS...

Nous nous sommes retrouvés en commune dans les Pyrénées espagnoles, tentant de réaliser notre autonomie matérielle et psychologique. 500 ha. 2 fermes. Des adultes. Des enfants. Des chèvres. Un mulet. Cet été nous comptons poser dans la pratique la question de l'éducation et des relations à l'enfant. Tout le mois d'août, nous recevrons des enfants de 8 à 12 ans et tenterons de tisser ensemble des relations non plus basées sur l'exploitation de l'enfant par l'adulte.
Cadet - El Puig, Massanet-de-Cabreus (Gerona), Espagne.

Communauté de la Font Morillon. Pour pallier des problèmes matériels urgents, nous accueillons en juillet et en août des enfants d'âge scolaire. Nous habitons un hameau isolé en Charente-Maritime. Nous proposons un certain nombre d'activités : émaux, photos, pâte à bois, marionnettes, mime, menuiserie, découverte de la nature, jardinage, moisson, etc.

ATTENTION SCIENCE-FICTION!

Pour lire le museau dans la dieldrine en attendant de crempier son cul dans un bain d'heptachlore.



Certains prétendent que dans l'avenir des êtres vivants les insectes sont ceux qui résisteront le mieux et peuvent un jour devenir des monstres. Mais rassurez-vous. Ce n'est que de la science-fiction. Aujourd'hui, grâce à Catch, nous sommes les plus forts contre les insectes, volants ou rampants. Nous essaierons de le raptor.



Alors ça y est? Vous êtes rassurés? Nous sommes les plus forts... Et nous essaierons de le rester: ça sera dur, mais puisque nous catchons pour vous, hein? Et nous vaincrons! L'emploi de ces signifiés militaires pour vendre une saloperie dangereuse désigne bien la visée psychologique de ces messieurs les publichoses: réangréner la notion d'ennemi pour provoquer le réflexe de peur et de défense: après le bache, le rouge, le jaune - l'insecte d'appartement. Mais comme une mouche n'a jamais fait de mal à personne ni effrayé personne, on fait un chouette montage avec mouches géantes, brr... comme elles sont répugnantes, ce qui va amener le gogo à se précipiter pour acheter Catch, en suspendre partout et en bouffer dans son potage. Heureusement encore que « ce n'est que de la science-fiction ». Pauvre SF, éternel dépotoir!... Il est vrai que la lutte contre les insectes devenus grands et intelligents fait partie des thèmes préférés de la SF et fonctionne comme un code spécifique dans l'idéologie du genre: l'insecte c'est l'étranger (foncièrement différent), c'est l'« autre », c'est l'ennemi avec qui on ne peut discuter et sur qui il vaut mieux tirer le premier...

Des tas de bouquins ont été écrits sur la confrontation hommes-insectes. Dans « Les demi-dieux » de Gordon-Bennett(1) ou « Infernale menace » de Vargo Statten (1) se sont des hordes de fourmis géantes qui envahissent la Terre: et rien de tel que les fourmis pour vous faire penser aux grouillantes hordes asiatiques! Dans « La planète oubliée » de M. Leinster(1) des colons ont amené avec eux des œufs d'insectes sur un monde de l'espace, et les bestioles ont grandi alors que les Terriens sont demeurés normaux: attention au serpent qu'on réchauffe dans son sein... Un auteur anglais, Brian Aldis, dans un roman plein d'humour, « Le monde vert », imagine que dans un lointain futur l'homme sera devenu une sorte de petit insecte vert qui devra lutter contre les plantes devenues mobiles et intelligentes dans la jungle planétaire - un juste retour des choses en somme(2). Et en 1938 l'écrivain français Jacques Spitz publiait « La guerre des mouches », un petit chef-d'œuvre d'humour horrifique où l'accès au pouvoir des diptères était présenté comme un châtiment bien mérité! Le cinéma américain a aussi été tenté par cette thématique. « La chose surgit des ténèbres » (N. Juran, 1957) présentait une mante religieuse géante, « Them! » (Gordon Douglas, 1955) des fourmis géantes (encore...), « Tarantula » (J. Arnold, 1956) une araignée géante. Et naturellement, toutes ces bestioles sont détruites par l'armée USA après force projections de napalm: l'insecte a rempli sa fonction idéologique, et ce n'est pas un hasard si la coexistence pacifique a vidé les écrans de ces mignons invertébrés...

En réalité, et vous vous en doutez bien, un insecte n'a aucune chance de devenir « intelligent » car il ne possède pas même l'embryon d'un cerveau, ni gigantesque car alors il serait écrasé par son propre poids. Si science-fiction il y a, elle réside dans la résistance qu'ils opposent aux efforts de destruction de l'homme: le DDT et autres pesticides tuent plus sûrement les arbres et certains prédateurs (insectes carnivores, oiseaux ou petits mammifères) que les parasites qu'ils sont chargés d'anéantir et, par les chaînes alimentaires, remontent jusqu'à l'homme et se fixent dans sa graisse (ce n'est pas une image!). Moins spécialisé qu'un

vertébré à sang chaud, un insecte peu s'adapte à des agressions incroyablement virulentes: savez-vous qu'une chauve-souris supporte une dose d'irradiation 40 fois plus importante qu'un homme (vous me direz que ce n'est pas un insecte, même en étant aussi myope que moi!), un escargot 50 fois, une abeille 250 fois, pour ne rien dire des scorpions et des coléoptères qui dansaient encore le rigodon à Bikini après l'explosion de la bombe. Alors assez de faux problèmes: le prochain mot d'ordre, après « vivre avec l'enfant », c'est « vivre avec l'insecte ». Une éclosion d'œufs de mante religieuse vient de se produire dans mon bureau, elles grouillent: à 5 mm. de long, vous ne pouvez pas savoir ce que c'est mignon. Des araignées tissent partout leur toile dans les rayons de ma bibliothèque, une colonne de fourmis se glisse le long des plaintes de la chambre des gosses, dehors vrombissent les cétaines vertes et j'attends les lucanes pour juillet. Quel pied! Maintenant, j'attends le vrai paysan qui me traitera d'intellectuel à la manqué et me brandira au nez ses doryphores, ses piérides du chou et son sphinx de la vigne... Ce sera alors le moment d'aborder le dossier de l'agriculture biologique et de remplir encore quelques pages utiles à la communauté.

(1) Épuisé, hélas. (2) "J'ai lu". (3) Marabout.



ANDRÉ KOY

coccinelle de Götlib grossièrement imitée.